

10 españoles
2 Caros de limitación 18/35

Groupe Parlementaire Basque
Délégation d'Euzkadi

11, Avenue Marceau, Paris (16°)

Klé. 10-77

desde la frontera hasta la frontera
todo comprendido

Fondos en la Delegación Vane de Bayona
Lacru de Cortazar

du Paris el 30 de Julio

CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPÉEN

L'ESPAGNE ET L'EUROPE

RAPPORT

ADRESSÉ AU CONSEIL DE L'EUROPE

MARS 1953

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENCE D'HONNEUR

MM. Léon BLUM (1948-1950), WINSTON CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE-KALERGI, Alcide de GASPERI, Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK.

Président : Paul-Henri SPAAK.

Vice-Présidents : Robert BICHET, Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER.

Délégué général à la Propagande : André PHILIP.

Délégué général aux Affaires Extérieures : Docteur J.-H. RETINGER.

Trésorier : Baron René BOEL.

Secrétaire Général : Georges REBATTET.

COMITE INTERNATIONAL

Membres : Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux et des Organisations associées.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Paul-Henri SPAAK *, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Robert BICHET *, Baron René BOEL *, André FRANÇOIS-PONCET, Henri FRENAY, Ernst FRIEDLAENDER, Enzo GIACCHERO *, Enrique GIRONELLA, Eugen KOGON *, lord LAYTON, René LHUILLIER, André PHILIP *, Georges REBATTET, Dr. J.-H. RETINGER *, Robert BOOTHBY *, P.-J.-S. SERRARENS *, Karl WISTRAND *.

* Egalement Membre de la Commission Permanente.

COMMISSIONS D'ETUDES

	Présidées par :
Groupement Parlementaire International	Edouard HERRIOT.
Commission Economique et Sociale	Herman ABS
Commission Juridique	P.-H. TEITGEN.
Commission de Propagande	André PHILIP.
Commission Culturelle	Salvador de MADARIAGA

MOUVEMENTS AFFILIES

Union Européenne des Fédéralistes	E. KOGON, H. FRENAY
Mouvement pour l'Europe Unie	W.-S. CHURCHILL.
Mouvement Socialiste pour les E.-U. d'Europe ..	A. PHILIP.
Ligue Européenne de Coopération Economique .	Baron R. BOEL.
Nouvelles Equipes Internationales	A. de SCHRIJVER.
Conseil Français pour l'Europe Unie	A. FRANÇOIS-PONCET.

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur.
Collège d'Europe (Bruges)	H. BRUGMANS, Recteur.
Commission des Pays de l'Europe Centrale et Orientale	Richard LAW.

L'ESPAGNE ET L'EUROPE

SOMMAIRE

LETRE AU CONSEIL DE L'EUROPE.

SITUATION GENERALE :

- L'opération Tito, faux parallèle.
- L'opération Franco et la guerre froide.
- L'opération Franco et la guerre chaude.
- L'alternative.
- L'Europe et l'Espagne.

STRUCTURE POLITIQUE DE L'ETAT FRANQUISTE :

- Le Chef de l'Etat.
- Le Conseil des ministres.
- Le Conseil de Régence et le Conseil du Royaume, la loi de succession.
- La Phalange espagnole traditionaliste et son Conseil national.
- Le Parlement.
- Les Conseils municipaux.
- Les Conseils généraux.
- Les droits de l'homme.
- L'organisation syndicale.

ORGANISATION DE LA JUSTICE :

- a) La guerre civile.
- b) L'organisation de la victoire.
- c) La situation actuelle.

LA CULTURE ESPAGNOLE SOUS LE REGIME FRANQUISTE :

- L'enseignement primaire.
- L'université.
- La censure.
- La presse.
- Le livre.
- La radiodiffusion.

LOIS D'EXCEPTION EN CATALOGNE ET AU PAYS BASQUE.

SITUATION MILITAIRE :

- L'universalité de la guerre moderne.
- L'Espagne et l'Europe occidentale.
- Le facteur stratégique espagnol.
- L'organisation militaire de l'Espagne actuelle.
- L'erreur d'un pacte militaire bilatéral.
- Conclusions.

SITUATION ECONOMIQUE :

- Traits essentiels de l'économie espagnole actuelle.
- Budget général de l'Etat.
- La dette publique.
- Anémie financière.
- Production agricole et industrielle.
- Coût de la vie et salaires.
- Relations économiques avec le monde extérieur.
- Conclusion.

A Monsieur le Président
de l'Assemblée Consultative
du Conseil de l'Europe.
Strasbourg (Bas - Rhin).

Monsieur le Président :

Rappelant la déclaration du Mouvement Européen de La Haye (mai 1948), qui inspira la Convention Européenne des Droits de l'Homme et qui est rédigée comme suit : « Les Gouvernements devraient n'être admis comme membres du Conseil qu'à la condition de souscrire une Déclaration commune garantissant les droits fondamentaux personnels et civiques, essentiels au maintien de la démocratie, et devraient reconnaître au Conseil le droit d'en faire assurer le respect. »

Rappelant l'article 1^{er} du Statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949, qui déclare que « Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social. »,

L'article 3 du même Statut ainsi rédigé : « Tout Membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe de la prééminence du Droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des Droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il s'engage à collaborer sincèrement et activement à la poursuite du but défini au chapitre 1^{er}. »,

et l'article 4, aux termes duquel, l'aptitude et la volonté des Etats à se conformer aux dispositions de l'article 3 est une condition de leur admission.

Rappelant, enfin, la Résolution de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe de septembre 1952, qui déclare : « Accueillir favorablement l'adoption de toute mesure pacifique propre à hâter l'avènement du jour où tous les pays d'Europe qui subissent actuellement une contrainte étrangère ou un régime totalitaire pourront jouir des libertés consacrées par la Convention européenne des Droits de l'homme et être admis de ce fait à participer, par l'entremise de leurs représentants librement élus, aux activités du Conseil de l'Europe, ainsi que le prévoit le Statut dans son Préambule et dans ses articles 1^{er}, 3 et 4, et travailler de concert, avec une égale résolution, au maintien de la paix et à la prospérité de l'Europe entière. »

Le CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL du Mouvement Européen, organisme qui réunit les divers Mouvements au sein desquels se trouvent des éléments représentatifs de toutes les forces politiques et démocratiques espagnoles, à l'exception des fascistes et des communistes, affirme que le régime totalitaire — négation de tout ce que l'Europe est en train de construire — est le seul obstacle à l'intégration de l'Espagne.

Le présent rapport s'efforce de présenter, avec un maximum d'objectivité, cette structure totalitaire dans le domaine politique, juridique, culturel, militaire et économique. Il implique l'attachement profond des forces démocratiques espagnoles à la cause de l'Europe unie, de la démocratie et de la paix.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPEEN.

Salvador de MADARIAGA, président.

Paris, mars 1953.

LA SITUATION GENERALE

Les monographies qui suivent prouvent que le régime actuel fait obstacle absolu à l'incorporation de l'Espagne à l'Europe. Il est vrai que l'on s'est engagé dans la voie de cette incorporation au nom d'un certain « réalisme », soi-disant dicté par les nécessités stratégiques. Mais l'examen le plus sommaire suffit pour démontrer que cette voie est sans autre issue que le désastre.

L'opération Tito, faux parallèle

Un premier argument en faveur de l'incorporation de l'Espagne au système occidental de défense consiste à faire valoir la politique que l'Ouest poursuit envers Tito. Mais cette politique elle-même présente des risques qu'on ne saurait passer sous silence. Un jour viendra peut-être où le peuple yougoslave fera payer à l'Ouest cette indifférence actuelle envers sa liberté. Voilà un facteur nettement négatif dans l'opération Tito qui, cependant peut être compensé par l'affaiblissement de l'adversaire que la défection de Tito implique. Or, dans l'opération Franco, les deux facteurs analogues sont tous les deux négatifs : le premier puisque, exactement comme dans le cas yougoslave, on agit au mépris de la liberté du peuple espagnol ; et le second, parce que l'entente avec Franco, loin de diviser les adversaires, divise les alliés.

Ce faux parallèle éliminé, l'opération Franco peut être examinée successivement des points de vue de la guerre froide et de la guerre chaude.

L'opération Franco et la guerre froide

La guerre froide est une affaire d'opinion et de morale. Il faut la foi. Pour que la foi tienne, il faut une cause. Pour que cette cause fasse l'unité des pays libres, il faut qu'elle les unisse par-dessus la lutte de classe que le marxisme inspire et propage. Seule une cause peut s'élever à ce niveau — celle de la liberté individuelle et nationale. Elle est du reste la seule cause qui vaille la peine d'être défendue.

L'Est totalitaire ne peut se défendre contre cette cause qu'en faisant valoir qu'elle n'est pas en réalité la cause de l'Ouest ; que l'Ouest se bat pour les intérêts du capitalisme et de l'impérialisme.

Or, le communisme est à la fois marxiste, totalitaire et oppresseur de la liberté des peuples dont

le territoire l'intéresse pour des raisons militaires. Afin de maintenir son propre drapeau intact de tout reproche, l'Ouest doit donc agir en sorte que nul doute ne soit permis sur les raisons de son opposition au communisme ; ce n'est pas le marxisme qu'il combat, mais le totalitarisme et l'oppression d'autres pays pour des raisons militaires.

En cherchant l'alliance avec un dictateur totalitaire, au mépris de la liberté du peuple, et pour des raisons militaires, on détruit donc la base morale même de la défense de l'Ouest ; on identifie l'Ouest au totalitarisme et on agit envers l'Espagne dans le même esprit, bien entendu, avec des méthodes différentes, que Moscou envers les pays satellites. Il ne reste alors comme motif pour combattre le communisme que le marxisme ; ce qui ne saurait que diviser l'opinion en éloignant de la lutte tous les socialistes.

Il en résulte que la politique de rapprochement à Franco est un appoint considérable à la propagande de Moscou, qui peut se moquer, à juste titre, des prétentions de l'Ouest de lutter pour la liberté des personnes et des nations.

L'opération Franco et la guerre chaude

Les risques que cette politique comporte en temps de guerre froide sont-ils au moins compensés par les avantages qu'on pourrait en tirer en temps de guerre chaude ? Autrement dit, est-ce que l'importance stratégique et militaire de l'Espagne suffit à compenser les inconvénients politiques et moraux d'une alliance avec le dictateur ?

La réponse dépend de l'importance que l'on attache à l'élément humain. L'histoire prouve que le peuple espagnol est fort tenace lorsqu'il s'agit de le mêler à des luttes hors de ses frontières. Il n'a participé à aucune des guerres européennes du XIX^e ou du XX^e siècle, depuis celle de son Indépendance au début du siècle dernier. Pour l'amener à se battre pour une autre cause que son indépendance, il faudra vaincre son scepticisme foncier envers les motifs des hommes et des Etats. Croit-on y arriver en le menant à la lutte soi-disant pour la liberté des autres sous le commandement de l'usurpateur de sa liberté à lui ?

Du reste, l'Espagne a deux opinions publiques. Une favorable au nazisme et au fascisme qui, avec Franco en tête, a célébré les victoires de Hitler et de Mussolini. L'autre favorable aux régimes libé-

raux démocratiques, beaucoup plus large que la première, si bien baillonnée par le régime.

Pendant la dernière guerre, les Espagnols de cette opinion ont souffert dans leurs corps et dans leurs biens pour leur attachement à la cause devenue celle de l'Ouest. De quel droit l'Ouest demanderait-il à ces Espagnols — de beaucoup la majorité — de lutter pour lui, alors qu'il s'allie à ceux qui les ont brimés, dépouillés, emprisonnés, battus jusqu'au sang et fusillés pour leur fidélité à ce même Ouest pendant la guerre ?

Et puis, il y a Franco. L'Ouest lui demande des bases et des hommes dans l'espoir qu'il va « se libéraliser ». Lui, prend les dollars dans l'espoir qu'il n'aura jamais à combattre. Car, s'il fallait armer le peuple pour la guerre, qui sait dans quel sens partiraient les fusils ?

L'alternative

Le seul principe de tout dictateur tient en un mot : durer. Franco ne veut que durer. La force qui lui a permis de durer jusqu'ici, c'était la terreur. Il y a accord complet parmi les observateurs sur deux points : Nul n'aime le régime. Beaucoup s'y résignent de peur de ce qui pourrait arriver le jour de son départ. Afin que cette force reste puissante, Franco se refuse à toute étude, à toute mesure de nature à rendre aisé un changement de régime. « Après moi le déluge de sang » — voilà la devise derrière laquelle il assure sa durée.

C'est ainsi qu'il a défendu la publication d'un livre du monarchiste conservateur, le duc de Maura, qui ne demandait même pas le départ du dictateur, mais uniquement l'élaboration des mesures à prendre afin de préparer la transition aisée et pacifique vers un régime monarchique. Toute activité politique, quelle qu'elle soit, est punie par le régime comme sédition.

Cette circonstance a amené Mr Dean Acheson à dire un jour qu'il n'y avait pas d'alternative au régime. Nous sommes en état de contredire cette opinion de la façon la plus formelle.

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen réunit, sous la présidence d'un écrivain libéral sans affiliation politique, les divers Mouve-

ments au sein desquels se trouvent des éléments représentatifs de toutes les forces politiques espagnoles, à l'exception des fascistes et des communistes. Il est en mesure de fournir confidentiellement tous les renseignements nécessaires, quant à la vitalité, bien entendu clandestine, des organisations qui le composent à l'intérieur du pays ; il maintient avec ces organisations des relations constantes.

Les forces politiques de toutes les tendances politiques de l'Espagne sont d'accord pour assurer :

1. — Une transition aussi pacifique que le permettra la politique du dictateur.
2. — Un régime transitoire d'autorité assuré par un gouvernement où seraient représentés tous les partis non totalitaires.
3. — Le retour progressif à la liberté de la presse, d'association politique et syndicale, de circulation intérieure et extérieure ; la mise en liberté de tous les détenus politiques et le retour de tous les émigrés.
4. — Des élections libres dès que cette période d'adaptation aura produit ses effets.
5. — Le respect absolu des décisions que cette consultation nationale aura recommandées.
6. — Le respect des libertés et autonomies des peuples Basque et Catalan et l'octroi des libertés et autonomies similaires à toute région qui le désirerait.

L'Europe et l'Espagne

Sans l'Espagne, l'Europe est mutilée. Avec l'Espagne de Franco, l'Europe serait à la fois mutilée et déshonorée. Puisque Franco est l'ennemi du peuple d'Espagne, l'Europe ne peut gagner l'Espagne qu'en perdant Franco, ni gagner Franco sans perdre l'Espagne. Pour parachever l'Europe, il faut donc éliminer Franco.

Fort de son caractère représentatif, le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen assure l'Assemblée de Strasbourg que l'Espagne libérée serait un des éléments les plus vigoureux aux titres économique, politique, militaire et culturel, de cette Europe que nous voulons tous grande et forte.

STRUCTURE POLITIQUE DE L'ETAT FRANQUISTE

— Le 18 juillet 1936, commence le soulèvement militaire et fasciste contre la République Espagnole, démocratiquement instaurée et universellement reconnue. L'insurrection devait se transformer par la suite en guerre civile.

— Le 24 juillet 1936, les principaux dirigeants du soulèvement militaire, réunis à Burgos, constituent la « Junte de Défense Nationale ». Cette Junte « assume tous les pouvoirs de l'Etat » et déclare « représenter légitimement le pays devant les puissances étrangères ».

— Le 28 juillet 1936, la Junte de Défense publie un Bando (arrêté), proclamant l'état de guerre dans tous les territoires de l'Etat. Ce Bando n'a jamais été abrogé et est toujours en vigueur. La plupart des dispositions envisagées ont été reprises par la suite dans de nouveaux textes « légaux » et sont toujours en vigueur. (On peut affirmer que, du point de vue juridique, l'Espagne n'a jamais dépassé l'état de guerre décrété par le Bando du 28 juillet 1936).

Le Chef de l'Etat

— Le 29 septembre 1936, la Junte de Défense publie un décret par lequel elle se déclare dissoute et remplacée par le Commandement de l'Etat (Jefatura del Estado). Le nouveau Chef de l'Etat (le général Franco selon le décret) assumait, à l'article 1er de cette loi, tous les pouvoirs du nouvel Etat : il était général en chef des armées d'opération (art. 2), de lui dépendait un comité technique comprenant diverses sections qui correspondaient à la compétence des anciens ministres. Toutes les décisions étaient soumises au Chef de l'Etat.

— Le 30 janvier 1938, une nouvelle loi donnait (art. 16) au Chef de l'Etat (général Franco) la présidence du gouvernement et l'art. 17 stipulait : « au Chef de l'Etat qui assume tous les pouvoirs en vertu du décret de la Junte de Défense Nationale du 29 septembre 1936, appartient le pouvoir d'établir les normes juridiques de caractère général. Les dispositions et résolutions du Chef de l'Etat, après délibération du gouvernement et sur proposition du ministre intéressé, auront force de lois quand elles

auront trait à la structure organique de l'Etat ou quand elles constitueront les règles principales de l'organisation juridique du pays ».

Le Caudillo, désigné par une petite poignée de généraux, resté au pouvoir grâce aux fortunes d'une guerre civile, sans jamais s'être présenté devant le peuple espagnol pour demander son avis, est — depuis 15 ans — le Chef de l'Etat, le Chef du gouvernement, le généralissime des armées et le chef du Parti Unique Espagnol. Le coup d'état militaire contre un régime démocratique, l'arrêté du 28 juillet 1936 proclamant l'état de guerre, le groupe de généraux s'étant désigné lui-même Junte de Défense Nationale et le Caudillo, sont les fondements juridiques de l'actuel Etat espagnol.

Le Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres comprend 12 ministres (décret du 9 août 1939).

Les ministres sont désignés directement par le Caudillo (Chef de l'Etat) qui reste le Président du Conseil ; ils sont tenus à suivre les directives politiques dictées par leur Président. En cas de désaccord avec le Caudillo, les ministres sont tenus à démissionner.

Conseil de Régence Conseil du Royaume, Loi de succession

La loi du 28 juillet 1947, nommée loi de succession, stipule : « L'Espagne, en tant qu'unité politique, est un Etat catholique, social et représentatif qui, en accord avec sa tradition, déclare se constituer en Royaume ».

Art. 2 : « Le commandement de l'Etat appartient au Caudillo de l'Espagne et de la Croisade, le généralissime des Armées, Don Francisco Franco Bahamonde ».

En cas de vacance du commandement de l'Etat, les pouvoirs seront exercés par un Conseil de Régence dont feront partie : le Président des Cortès (Parlement), le prélat de la hiérarchie la plus éle-

vée parmi les Conseillers du Royaume et le Capitaine général le plus ancien en grade.

Par ailleurs, il est créé un Conseil du Royaume chargé de « conseiller le Chef de l'Etat dans toutes les affaires et résolutions importantes de sa compétence exclusive ».

A tout moment, le Chef de l'Etat peut proposer aux Cortès la personne appelée à lui succéder un jour, soit comme roi, soit comme régent. De même, il peut proposer aux Cortès, à tout moment, la révocation du successeur au cas où il aurait déjà été désigné. Pour devenir Roi ou Régent, il est nécessaire d'être homme et Espagnol, âgé de plus de trente ans, de religion catholique et jurer fidélité aux lois fondamentales et loyauté aux principes du Mouvement National inspiré par la « révolution nationale-syndicaliste ».

La Falange et son Conseil National

La Falange Espagnole est devenue, sous le commandement du Général Franco, « une organisation qui tient le milieu entre la société et l'Etat » (décret du 19 avril 1937). Elle est le seul parti ayant une existence légale. Comme les organismes d'Etat, elle est exonérée d'impôts et de taxes (Loi du 6 novembre 1941). Elle est dirigée par un Conseil National ayant entière compétence dans les domaines de politique intérieure, internationale et syndicale. Son président est le Chef de l'Etat national, c'est-à-dire le général Franco. Le Conseil National délègue ses pouvoirs à la « Junte Politique » dont les membres sont désignés directement par le Caudillo ou sur proposition de celui-ci. Le Chef national est seul responsable « devant Dieu et devant l'Histoire ». La Falange Espagnole possède ses propres milices « pour la guerre et pour la paix ».

Le Parlement

Les Cortès ont été créés par une loi du Chef de l'Etat du 18 juillet 1942.

L'art. 1 définit cet organisme comme l'« organe supérieur de participation du peuple espagnol aux tâches de l'Etat espagnol ». Les Cortès préparent les lois et le Chef de l'Etat peut les ratifier ou les refuser. Les Cortès se réunissent en séance plénière deux ou trois fois par an sur convocation du Président.

Les Cortès se composent de trois sortes d'éléments : les uns en sont membres ou « Procureurs », en raison de la représentation dont ils sont investis ; d'autres sont nommés par le Chef de l'Etat et à son gré ; les troisièmes représentent des Groupements syndicaux, économiques, ou des Communes.

Il n'y a, par conséquent, pas un seul Procureur élu par le peuple, ni par élection directe, ni par élection indirecte.

Les séances plénières des Cortès ne sont publiées que lorsque le Président le décide. Il n'y a pas de débats et les interventions des procureurs (dé-

putés) se bornent au vote des résolutions des commissions.

Le peuple ne participe en aucune façon aux Cortès franquistes. Les membres de cette Assemblée ne représentent rien que la volonté du Chef de l'Etat qui les nomme et les révoque à sa guise. Il a suffi qu'un Procureur aux Cortès, M. Goyoaga, ait manifesté, en tant que Président officiel du Conseil général de la Biscaye, une opinion favorable à la Monarchie, pour que, quelques heures plus tard, Franco le destituât de son poste de Président du Conseil général, et par conséquent, de sa condition de Procureur aux Cortès.

Le Bureau des Cortès n'est pas élu par les membres de cette Assemblée. Le Président, les deux Vice-Présidents et les quatre Secrétaires sont nommés par décret du Chef de l'Etat, ce qui indique déjà le manque d'autonomie des Cortès et leur subordination au Pouvoir Exécutif.

Ces Cortès, sans aucune représentation populaire, n'ont aucun pouvoir législatif et on ne leur permet même pas de censurer et de critiquer l'œuvre du Gouvernement.

De l'exposé des motifs de la loi il ressort bien clairement que « le pouvoir suprême de prendre des mesures juridiques de caractère général, appartient toujours au Chef de l'Etat ».

L'intervention de ces singulières Cortès est encore réduite par la pratique fréquente de Décrets-Lois approuvés par le Chef de l'Etat et dont on se borne à rendre compte aux Cortès quand ils ont été promulgués, et sans que cette Assemblée puisse donner son avis ni esquisser une interpellation à ce sujet.

Les Conseils Municipaux

Conformément à la loi sur les Bases du Régime local, en date du 17 juillet 1945, promulguée par décret du 16 décembre 1950, la direction et l'administration de la Commune appartient au Maire et au Conseil municipal, l'un et l'autre ayant ses attributions propres.

Or, la *nomination du Maire*, selon la loi franquiste, n'est pas du ressort du peuple, ni du Conseil municipal (ou Assemblée des conseillers municipaux).

Les Maires de chefs-lieux de province ou de communes de plus de 10.000 habitants, sont nommés par le ministre de l'Intérieur. Dans les communes de moins de 10.000 habitants, le Maire est nommé par le Gouverneur civil, après en avoir informé le ministre de l'Intérieur. Aussi bien le ministre que le Gouverneur civil, nomment librement les maires qui n'ont nullement besoin d'être conseillers municipaux de leur circonscription, ni même habitants de la commune.

Afin d'assujettir le Maire à l'arbitraire administratif, la loi stipule que « quelle que soit la forme de nomination, le Maire cessera ses fonctions lorsque, pour des raisons d'intérêt public, le ministre de l'Intérieur en aura décidé ainsi ».

Par suite de cette faculté, de nombreux Maires ont appris leur destitution en lisant, dans le journal, la nouvelle de la nomination d'un nouveau Maire.

Les *Adjoints au Maire* ne sont pas nommés par les conseillers municipaux, mais par le Maire qui les choisit librement parmi les conseillers municipaux de son Assemblée.

Les conseillers municipaux faisant partie de l'Assemblée municipale, présidée par le Maire, sont de 3 à 24, selon le nombre d'habitants.

Ces conseillers sont désignés de la façon suivante :

- 1/3 par les habitants, chefs de famille,
- 1/3 par les organismes syndicaux de la Phalange fonctionnant dans la circonscription.
- 1/3 au choix des deux groupes précédents de conseillers, parmi les habitants appartenant à des groupements économiques, culturels et professionnels, fonctionnant dans la circonscription.

Le Recensement électoral ne comporte que les chefs de famille et non les citoyens majeurs. Ce Recensement est effectué par la Junte municipale du Recensement, nommée par arrêté préfectoral. En sont exclus les innombrables condamnés pour opposition au soulèvement.

Ne peuvent être élus que les individus reconnus candidats.

Le Président du Bureau de vote et ses assesseurs sont nommés préalablement par les Maires nommés par arrêté, ce qui prive de garanties cette élection déjà préparée.

Le tiers des conseillers représentant les syndicats, est élu par les Syndicats de la Phalange, sans avoir consulté les travailleurs.

Les membres de Bureaux des Juntas Syndicales de la Phalange élisent, par le système d'élection au second degré, les mandataires qui, à leur tour, élisent les conseillers municipaux sur une liste de candidats dressée par les Juntas syndicales elles-mêmes.

L'élection du tiers représentant les Groupements économiques, culturels ou professionnels, est faite par les deux groupes précédents de conseillers déjà nommés, mais ils doivent les choisir sur une liste de personnes qui leur est proposée par le Gouverneur civil.

Les Conseils Généraux

Les Autorités et Organismes provinciaux sont : le Gouverneur civil, le Président du Conseil général et la Commission provinciale des Services Techniques.

Le *Gouverneur civil* est nommé ou révoqué par décret pris en Conseil des Ministres, sur la proposition du ministre de l'Intérieur dont dépendent les Gouverneurs. -Il préside d'office les réunions du Conseil général.

Le *Président du Conseil général* est nommé ou révoqué par le ministre de l'Intérieur, et au gré de celui-ci.

Les *Conseillers généraux* appartiennent à deux groupes : l'un formé par les Conseillers représentant les Municipalités de la province, groupées par circonscriptions judiciaires ; l'autre formé par les Conseillers représentant les corporations et les

groupements économiques, culturels et professionnels fonctionnant dans la province.

Le nombre de Conseillers du premier groupe est égal à celui des circonscriptions judiciaires.

Les élections générales s'effectuent selon les prescriptions de la loi sur le Régime local et du décret du 8 février 1952, dans les conditions suivantes :

Les Municipalités tiennent une réunion extraordinaire le dimanche précédant les élections et elles désignent un mandataire. Les Conseils Municipaux n'ayant pas été élus par le peuple, ce mandataire ne représente pas la population de la commune. Le jour fixé pour les élections, les mandataires des Municipalités, réunis dans la salle des séances du Conseil général, élisent le Conseiller représentant les Conseils municipaux de chaque circonscription judiciaire.

Les Comités directeurs des Groupements économiques, culturels et professionnels (qui sont inscrits au Régistre de Recensement spécial tenu à cet effet par les services du Gouverneur civil) se réunissent à leur siège social et désignent un mandataire, en même temps qu'ils proposent au Gouverneur les noms de leurs affiliés qu'ils jugent aptes à être nommés Conseillers, en nombre équivalent à celui des postes vacants.

Les mandataires de ces groupements se réunissent, le jour des élections, dans la salle des séances du Conseil Général, pour élire les Conseillers qui les représenteront, mais ils doivent élire, obligatoirement, les candidats portés sur une liste présentée par le Gouverneur civil de la province ; aussi, ces élections ne sont-elles point libres et n'impliquent-elles aucun caractère représentatif.

Les Droits de l'homme

Le 17 juillet 1945, après le triomphe des Alliés, le Gouvernement du général Franco promulga une loi appelée « Charte des Espagnols » (*Fuero de los Españoles*), qui détermine les droits et les devoirs des citoyens envers l'Etat. C'est une loi inopérante et constamment violée par les agents de l'autorité. Ses effets sont pratiquement limités par des pratiques et dispositions légales en usage. L'organisation policière viole fréquemment cette loi et aucun citoyen ne risque d'exiger son application ou de dénoncer ceux qui la transgressent.

Les persécutions contre tous les protestataires, les discriminations entre les citoyens selon leur adhésion au régime politique actuel, la censure de la presse et de la correspondance, le maintien en liberté surveillée d'anciens condamnés politiques, les fréquentes mesures d'éloignement administratif, l'immunité policière en cas de violation de domicile, les arrestations, mauvais traitements et prolongations abusives du temps de détention préventive, le monopole de l'enseignement d'Etat à tous les échelons, le monopole d'association syndicale à l'organisation syndicale phalangiste, les amendes et les mises sous séquestre, etc., sont autant d'exemples frappants et de notoriété publique d'infraction à

cette loi qui est plutôt destinée à la propagande extérieure en faveur du régime qu'à son application à l'intérieur de l'Espagne.

L'organisation syndicale

Le monopole légal d'affiliation patronale et ouvrière aux syndicats est le privilège exclusif de la Phalange. Ce monopole est consacré par différentes lois dont la principale s'appelle la « Charte du Travail » (3 mars 1938).

Dans le préambule de cette loi il est dit : « Renouvelant la tradition catholique de justice sociale et du profond sentiment humain qui a toujours caractérisé notre législation pendant l'Empire, l'Etat National en tant qu'instrument totalitaire au service de l'intégrité de la patrie, et l'Etat National en tant que syndicaliste en ce qu'il représente une réaction contre le capitalisme libéral et contre le matérialisme marxiste, assume la tâche de réaliser — dans un style militaire, constructif et profondément religieux — la Révolution toujours remise de l'Espagne, laquelle doit rendre aux Espagnols une fois pour toutes la patrie, le pain et la justice ». Cette loi stipule que le seul organe syndical légal et admis par l'Etat est le « Syndicat vertical » dont les dirigeants sont « nécessairement des militants de la Phalange ».

Un décret du 13 septembre 1936, ratifié par la

loi du 9 février 1939, déclara illégales toutes les autres organisations syndicales qui furent dissoutes. Cette exclusion s'applique également aux syndicats catholiques. Les biens de la majeure partie de ces syndicats, coopératives, mutualités, etc., furent confisqués au bénéfice de la Phalange. Tel est le système légal actuellement en vigueur.

L'affiliation patronale et ouvrière aux syndicats de la Phalange est obligatoire. Selon la loi, les Comités directeurs sont élus par les travailleurs, mais ces élections sont illusoires du fait que la liberté de vote n'existe pas. Les chefs de chaque organisme sont tous désignés par les autorités phalangistes ; le sont également les responsables des cadres technique et administratif.

L'administration des fonds appréciables, constitués par les cotisations des patrons et ouvriers affiliés aux syndicats uniques de l'Etat et par les versements au titre de Sécurité sociale, a donné lieu à des scandales récemment découverts et rapidement étouffés. Ces scandales avaient pour origine des malversations de ces fonds par les hauts dirigeants de l'organisation sociale et syndicale phalangiste.

Délits sociaux. — Le Code Pénal sanctionne les délits de propagande et d'association non-officiels à des fins syndicalistes. La grève, même professionnelle et le « lock-out » patronal sont considérés comme délits de sédition (art. 222).

L'ORGANISATION DE LA JUSTICE

L'administration de la justice sous le régime actuel est devenue et elle est restée un instrument de terreur et de répression au service de l'Etat totalitaire.

Depuis le début de la guerre civile, la justice franquiste a traversé trois étapes bien définies :

- du 28 juillet 1936 au 9 février 1939 : période de guerre civile : régime de juridiction militaire;
- du 9 février 1939 au 13 avril 1945 : période de guerre mondiale et de complicité du franquisme avec le nazisme allemand et avec le fascisme italien : régime juridique dit des « responsabilités politiques » : terreur, répression et expropriation sans limite et sans contrôle. La justice est entièrement mise au service de l'arbitraire ;
- du 13 avril 1945 jusqu'à ce jour : période d'après guerre mondiale et de victoire des démocraties : le franquisme essaie de se faire pardonner et de gagner l'amitié du monde occidental. Régime juridique de répression honteuse et camouflée. Aucun nouveau dossier au titre de « responsabilités politiques ». L'opposition démocratique est accusée de banditisme et toute une législation spéciale est créée à cet effet. Les citoyens sans aucune possibilité de défense légale, sont entièrement livrés à la police gouvernementale.

Nous allons essayer de résumer les aspects essentiels de ces trois étapes :

La guerre civile

— *La Déclaration de l'état de guerre* (28 juillet 1936).

Voici quelques extraits de l'arrêté publié :

« 1 — L'état de guerre s'étend sur tout le territoire national.

« 4 — Tous les délits compris dans les titres V, VI, VII, VIII du Traité second du Code de Justice Militaire seront jugés par jugement sommaire.

« 5 — Restent aussi soumis à la juridiction militaire et seront sanctionnés aussi par jugement sommaire :

A) les délits de rébellion, de sédition et assimilés, résistance et non-obéissance à l'Autorité et à ses agents et tous les délits compris dans le titre Troisième du Code Pénal ordinaire, connus sous la dénomination « Délits contre l'Ordre public ».

— *Décret du 14 septembre 1936*. Il se compose de sept articles dont voici quelques extraits :

« Art. 1. — Sont mis hors la loi tous les partis

et organisations politiques et sociaux qui, dès la convocation des élections du 16 février 1936, ont constitué le Front Populaire, ainsi que les partis et organisations alliées ou adhérents à ce dernier, les organisations séparatistes et toutes celles qui se sont opposées à la victoire du Mouvement National. (Sont compris dans cette définition, outre le Parti Communiste, tous les partis et organisations démocratiques et anti-communistes : 4 partis républicains espagnols, 2 centrales syndicales (socialiste et syndicaliste), 2 partis socialistes démocratiques et les partis régionalistes (catalans, basques et de Galicie).

« Art. 2. — Sont mis sous séquestre tous les biens, propriétés et documents appartenant aux partis et organisations mentionnés, qui deviennent ainsi propriété d'Etat.

« L'article 3 autorise la destitution de fonctionnaires publics ou d'entreprises subventionnées par l'Etat, la province ou la municipalité, ou concessionnaires des services publics.

« L'article 5 autorise les généraux à prendre toutes les mesures de précaution contre les personnes responsables —directement ou indirectement— soit par action, soit par incitation, d'actes contraires au Mouvement National.

— *Exécutions sans jugement préalable*.

Les autorités, fonctionnaires, citoyens et soldats qui avaient gardé une fidélité — même passive — au gouvernement légitime de la République, de la Catalogne et du pays basque, furent accusés et jugés comme auteurs ou complices du délit de rébellion militaire. Le même traitement fut infligé aux personnes ayant exercé des fonctions publiques ou simplement le droit de vote avant l'insurrection de 1936. Ces délits furent généralement punis de peines sévères et, dans des milliers de cas, les milices phalangistes procédèrent à des exécutions sommaires, sans autre forme de jugement.

L'organisation de la « victoire »

— *La loi des responsabilités politiques du 9 février 1939*.

Cette loi vient consacrer la victoire de Franco. Elle généralise et complète les mesures dictées par le décret du 13 septembre 1936. Elle établit toutes sortes de responsabilités politiques qu'encourent les personnes hostiles au régime franquiste, non seulement par leurs actes, mais également par leurs

idées. La loi a des effets rétroactifs à partir du 1er octobre 1934 (la guerre civile a commencé en juillet 1936). Les condamnations peuvent aller jusqu'à la peine de mort. Les plus courantes sont : privation de liberté, amendes, expropriation de tous les biens, perte des droits civiques, perte de nationalité, etc. Une juridiction spéciale est créée afin de ratifier toutes les condamnations antérieures dictées par les autorités franquistes, notamment militaires (les amendes atteignent plusieurs milliards), et frappent toutes les personnes connues pour leur appartenance à des organisations politiques et syndicales interdites, ou seulement suspectées pour leurs idées politiques. Tous les ministres, hauts fonctionnaires, industriels ou personnes attachées à la République démocratiquement établie, sont condamnés. L'arbitraire remplace la justice.

— *L'instruction de mise sous séquestre du 9 juin 1943.*

Elle légalise le partage du butin de guerre.

Le point 6 stipule : les soldes des comptes-courants en banque... devront être liquidés par un Commissariat spécial créé à cet effet.

Le point 7 prévoit l'envoi des machines d'imprimerie et du matériel typographique à la Direction Générale des Propriétés.

Le point 9 règle la question des « dossiers relatifs à la mise sous séquestre des machines et du matériel typographiques — groupe f du point 4 — qui seront envoyés à la Délégation Nationale de Presse et de Propagande de la Phalange Espagnole, pour incorporation définitive dans son patrimoine ».

Le point 13 stipule la vente des biens et propriétés mis sous séquestre, à l'exception de ceux affectés par le Gouvernement aux services publics.

(Les normes établies ont pour unique objet de légaliser les expropriations opérées et de normaliser la situation des nouveaux propriétaires, pour la plupart des personnalités en vue et des bénéficiaires du régime franquiste).

— *Le Code Pénal de 1944.*

Sont incorporées dans la loi générale les mesures d'exception de caractère politique dictées par le Gouvernement, entre autres les délits contre le régime et contre la Phalange. Y sont également incorporés le délit nouveau de reconstitution — à l'intérieur de l'Espagne, comme à l'étranger — de partis et d'associations déclarés illégaux, la propagande non autorisée et tous les actes visés par la loi de défense du régime, appelée « loi de la sécurité de l'Etat ».

La situation actuelle

— *La fin de la juridiction spéciale des responsabilités politiques* (décret du 13 avril 1945). Le décret stipule l'abrogation des lois du 9 février 1939 et du 19 février 1942. Aucun nouveau dossier ne sera constitué, aucune nouvelle dénonciation ne sera prise en considération. Cependant la loi restera entièrement en vigueur pour tous les dossiers en voie d'examen au 25 avril 1945. Une Commission

de Liquidation pourra être créée pour procéder à l'étude définitive des dossiers en cours, pouvant donner lieu à l'expropriation des biens et des propriétés.

— *La répression contre les délits de « banditisme et de terrorisme »* (décret-loi du 18 avril 1947).

« 5 — Ceux qui — s'éloignant d'une façon ostensible de la communauté sociale ou demeurant subrepticement dans les villes — organiseraient des partis ou des groupements de gens en armes pour se livrer à la maraude, au banditisme ou à une activité subversive, seront punis :

a) de la peine de mort :

— le chef du groupe en tous les cas,

— les membres du groupe qui auraient collaboré de quelque façon aux délits punis par cette loi ;

b) de peines allant de la réclusion à la mort, ceux qui auraient participé aux délits sanctionnés par cette loi ;

c) de la peine de réclusion, tous les autres.

Il est à souligner que les termes « s'éloigner ostensiblement de la communauté sociale ou demeurer subrepticement dans les villes » s'appliquent en Espagne à des dizaines de milliers de personnes condamnées à vivre en résidence forcée dans des régions ou des localités où elles ne peuvent trouver aucun travail et où elles sont pratiquement vouées à mourir de faim et de misère.

« 6 — Ceux qui apportent une aide quelconque, même si elle n'implique aucune complicité ni recel, aux personnes qui composent les groupes mentionnés dans l'article antérieur, seront punis de peines allant de l'emprisonnement à l'éloignement et d'une amende de 5 à 10.000 pesetas.

« 7 — L'auteur anonyme qui se rendrait coupable de menaces directes ou indirectes, de demandes d'argent ou d'autres biens, qui inciterait à faire ou qui interdirait une chose quelconque, sera puni de peines allant de l'emprisonnement à la peine de mort.

« 8 — Seront considérés comme dégagés de toute responsabilité les mouchards qui deviennent auxiliaires de la police, dénoncent leurs camarades et facilitent leur détention.

« 9 — La juridiction militaire aura compétence pour juger les délits sanctionnés par cette loi et son jugement sera sommaire. La juridiction militaire pourra se désister en faveur des tribunaux ordinaires, si les faits ne présentent pas une gravité suffisante. (Cette disposition est une des causes de la confusion qui existe actuellement en Espagne, où personne ne sait de quelle juridiction il relève).

« 10 — La Loi sur la Sûreté de l'Etat et toutes les dispositions s'opposant au présent décret-loi sont sans effet. On rendra compte de ce décret-loi aux Cortès.

Entre 1947 et 1952, aucune nouvelle disposition n'est venue modifier le régime juridique des Responsabilités Politiques pour les condamnations antérieures à 1945, et le régime arbitraire dit de répression contre le banditisme et le terrorisme qui a permis, à partir de 1947, d'étouffer toute légalité constitutionnelle.

LA CULTURE ESPAGNOLE SOUS LE RÉGIME FRANQUISTE

Un grand poète espagnol, ANTONIO MACHADO, mort en émigration, enterré à Collioure (France), déclara une fois que « pour le franquisme, la culture était un objectif militaire ». Et c'est vrai. Le franquisme a militarisé tout l'enseignement. De même qu'il a militarisé l'enfance. De même qu'il a militarisé la jeunesse. La militarisation commence à l'école primaire, continue au lycée et se poursuit à l'université.

Les enfants et les jeunes gens, exactement comme auparavant dans l'Italie fasciste et dans l'Allemagne nazie, doivent faire partie des organisations paramilitaires qui correspondent à leur âge ; les uns sont les « Pelayos », balillas espagnols ; les autres « Flechas » ; d'autres appartiennent au Front de la Jeunesse. Les jeunes filles n'échappent pas à cette servitude : elles sont des « Margaritas », ou bien elles font partie du Service social féminin.

Toute cette organisation paramilitaire s'achève et se complète par la Milice universitaire, qui s'occupe franchement de l'instruction militaire. Tous les samedis, il y a des exercices en plein air. Pendant l'été ils vont dans des camps à la Granja (province de Ségovie). On peut dire, sans exagérer, qu'à la fin de l'année scolaire, l'Université tout entière s'est transformée en une véritable caserne.

Chaque Faculté se spécialise dans telle ou telle arme. A la fin de la première année, les élèves sont déjà sergents, l'année suivante, ils sont premiers sergents et la troisième officiers. Au cas où tout ceci n'apparaîtrait que comme une petite contrainte, on verra que la formation militaire se trouve complétée par une obligation de nature fasciste : les cours obligatoires « d'éducation politique » à la charge d'instructeurs phalangistes ridiculement revêtus de leur sinistre uniforme, ces instructeurs étant désignés par la célèbre « école des cadres José Antonio... »

Ensuite, le franquisme a cléricalisé l'enseignement. La doctrine officielle du Mouvement phalangiste et de l'Etat espagnol actuel est « l'interprétation catholique de la vie ». Ainsi à l'école primaire, on prie à toute heure du jour. En commençant et en terminant les classes, on récite la prière chrétienne, puis la prière phalangiste, « prière qui demande à Dieu d'accorder à l'Espagne la grandeur dont avait rêvé José Antonio, sous la conduite de Franco ». Les cours d'histoire religieuse sont obligatoires dans les écoles primaires, dans les lycées et

dans les universités et même dans les Facultés de Sciences.

Les fêtes religieuses qu'il faut honorer sont fort nombreuses. Chaque Faculté, chaque centre universitaire a son saint patron ou sa Vierge protectrice. Il y a des services religieux obligatoires pour tous les exercices et pour les professeurs, avec pour base de méditation les « exercices spirituels pour malades » de saint Ignace de Loyola...

L'enseignement primaire

— *Les instructions pour la formation politique des enfants des écoles primaires* » (publiées à Bilbao, sous la signature de Mercedes Larrazabal, déléguée de la Phalange, F. Sanchez, Inspecteur primaire, et Genaro Riestra, Gouverneur civil (Préfet)) :

Cours d'initiation (pour filles de 7 à 10 ans) :

1. L'Espagne, comme entité pour situer la Phalange.
2. La Phalange comme entité pour situer la Section féminine.
3. La Section féminine pour situer les Jeunesses.
4. Ce que sont les Jeunesses de la Section féminine.
5. Les symboles : symboles représentant l'Espagne et la Phalange.
6. Signification et origine du drapeau national et de l'Etat.
7. Signification et origine du drapeau national-sindicaliste.
8. Signification et origine du drapeau traditionaliste.
9. Signification et origine du Joug et des Flèches.
10. Origine de la chemise bleue. Le béret rouge.
11. Quand et comment faire le salut national-sindicaliste.
12. Les hymnes : l'hymne national « Cara al Sol ».
13. Arriba España ! Espagne Une, Grande et Libre. Pour la Patrie, le Pain et la Justice.
14. Signification du Présent. L'Histoire d'un « caído ».
15. La Croix des caídos.
16. Héroïsme juvénile : Jesus Hernandez. Les Flèches des Baléares.
17. Héroïsme féminin : Maria Luisa Terry.
18. El Caudillo.

Cours moyen (pour filles de 10 à 12 ans) :

1. L'Espagne lors de la naissance du national-sindicalisme. Ramiro Ledesma Ramos et la Conquête de l'Etat.
3. Onésimo Redondo et les Juntas de Castille.
4. Les J.O.N.S.
5. José Antonio et la Phalange.
6. La fusion des J.O.N.S. et de la Phalange.
7. Le premier Conseil national et la Révolution d'octobre.
8. Les temps difficiles de la Phalange. La propagande et la presse. Les caídos.
9. Gredos. Le Conseil national. La Phalange devant les élections.
10. La préparation du soulèvement.

Le 18 juillet. Ceux qui participèrent au soulèvement. La Phalange et le soulèvement. 11. La guerre civile. Le monde et la guerre civile. Situation de l'Espagne pendant la guerre. L'Espagne nationaliste et l'Espagne rouge. La Phalange dans la clandestinité. 12. Faits d'armes : passage du Déroit de Gibraltar. La guerre commence. Le Alto de Léon et la Cité Universitaire. 13. Faits d'armes : l'Alcazar. Oviedo. La bataille de l'Ebre. L'arrivée à la Méditerranée. Prise de Madrid. Procès et mort de José Antonio. Le transfert à l'Escorial. 15. Le Caudillo, deuxième chef national. L'unification. Franco Chef de l'Etat. La Victoire. 16. La Division Bleue. 17. Histoire de la Section féminine pendant les premières années. 18. Histoire de la Section féminine pendant la guerre.

Cours supérieur (pour filles de 12 à 14 ans) :

1. Définitions générales : Doctrine et Morale.
2. Idées fondamentales : L'Espagne comme Unité et Destin.
3. L'homme, agent de valeurs éternelles.
4. Conséquences : Patriotisme de la Phalange.
5. Idée de la Tradition.
6. Réalisation de la Phalange : Empire.
7. Théorie de la Révolution.
8. Idée phalangiste de l'Etat. Révolution politique.
9. Révolution économique.
10. Révolution morale.
11. Morale de la Phalange. Préceptes fondamentaux : Service et discipline.
12. Impératif poétique.
13. Disposition combative.
14. Conséquences de ces préceptes : Manière d'être ; style.
15. Organisation du Mouvement.
16. Organisation générale : mission actuelle de la Section féminine.
17. Services de Formation, Culture, Education physique, Confrérie de la Ville et de la Campagne, Divulgateur.
18. Jeunesses : affiliées, écolières, apprenties. Les Auberges. Maisons des Flèches. Préventoriuns.

Les instituteurs et institutrices sont obligés d'enseigner aux élèves ce programme avec les textes édités par la Section féminine de la Phalange.

L'Université

La Loi d'ordonnance de l'Université espagnole, actuellement en vigueur, a été promulguée par le Général Franco le 29 juillet 1943.

Cette Loi déclare avoir pour but de donner forme et structure à un des objectifs du fascisme espagnol, « celui de faire de l'Université le bastion le plus solide du phalangisme ». Elle reconnaît en outre la religion d'Etat comme base de son enseignement.

Voici les articles fondamentaux qui définissent le sens et le but de l'enseignement universitaire espagnol :

Art. 3. — L'Université, s'inspirant de l'esprit catholique, conformément à la tradition universitaire espagnole, subordonne ses enseignements à ceux du dogme et de la morale catholique, et aux normes du Droit canonique en vigueur.

Art. 4. — L'Université espagnole, en harmonie avec les idéaux de l'Etat national-syndicaliste, conforme ses enseignements et ses tâches éducatives au programme du Mouvement.

Art. 6. — L'Université espagnole est placée sous le patronage de saint Thomas d'Aquin, dont la fête sera célébrée par des actes religieux.

Art. 9. — L'Etat espagnol reconnaît à l'Eglise Catholique, Apostolique et Romaine, en matière universitaire, ses droits à l'enseignement conformément aux canons sacrés et aux prescriptions qui seront déterminées par voie d'accord entre les deux suprêmes puissances (temporelle et spirituelle).

Art. 18, et b. — Dans les cas de stricte nécessité, et dans le but d'orienter les études vers les matières d'intérêt national, le ministre de l'Education pourra fixer le nombre maximum d'élèves commençant leurs études dans chacune des Facultés énumérées par l'article 15, sur rapport préalable du Conseil National de l'Education et sur les avis statistiques qu'il aura sollicités de la Junte Politique de la PHALANGE ESPAGNOLE TRADITIONALISTE ET DES J.O.N.S. des Ministères intéressés, et des Collèges ou services professionnels.

Art. 30. — Au Secrétariat des Publications d'Echange Scientifique et d'Extension Universitaire sont attribuées les tâches de la diffusion culturelle, de l'enseignement des matières non facultatives ou professionnelles, et des échanges scientifiques. A cette fin, il est de sa compétence d'organiser :

- a) La direction et la mise en œuvre des publications universitaires ;
- b) L'organisation des cours en dehors de ceux qui sont proprement facultatifs ou professionnels ;
- c) L'organisation de cours pour les étrangers ;
- d) L'échange de professeurs ou d'élèves avec les Universités nationales ou étrangères ;
- e) La direction des chaires ou cours spéciaux qui, sans être rattachés aux plans d'études facultatives ou professionnelles, existent ou se créent dans l'Université.

Art. 31. — Les fonctions universitaires non attribuées aux organes énumérés ci-dessus par cette loi, seront remplies par les instances et autorités qui suivent :

1. Direction de la Formation religieuse universitaire ;
2. Service Espagnol du Professorat de l'Enseignement Supérieur de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J.O.N.S. ;
3. Syndicat Espagnol Universitaire ;
4. Milice Universitaire ;
5. Service de Protection Scolaire.

Art. 33. — Le Service Espagnol du Professorat de l'Enseignement Supérieur de la Phalange Traditionaliste et des J.O.N.S. a, en tant qu'organe universitaire, les fonctions suivantes :

a) Proposer au Recteur, pour son approbation et celle du Ministère de l'Education Nationale, l'organisation des cours obligatoires de formation politique pour les étudiants, dont les épreuves sont éliminatoires ;

b) Diffuser l'esprit politique du Mouvement dans le Corps Professoral Universitaire, lui communiquant ses consignes par le canal de ses hiérarchies spécifiques, après communication préalable au Recteur ;

c) Proposer au Recteur, pour acceptation, et organiser, le cas échéant, toutes institutions culturelles ou de protection, affectant le Corps Professoral Universitaire.

Art. 34. — Le Syndicat Espagnol Universitaire de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J.O.N.S. est l'organe compétent pour l'exercice de fonctions universitaires... Ces fonctions sont les suivantes :

a) Rassembler tous les étudiants universitaires ;
b) Encadrer les étudiants en âge d'être incorporés dans la Milice Universitaire, selon ses Statuts. (Les étudiantes universitaires seront encadrées dans la Section Féminine du Syndicat Espagnol Universitaire, par le truchement duquel elles réaliseront le Service Social de la Femme) ;

c) Faire pénétrer, par ses activités et institutions, l'esprit de la Phalange parmi les élèves des Universités ;

d) Participer à la désignation des élèves des Universités pour les échanges, bourses ou perfectionnement d'études dans les Centres Nationaux ou à l'étranger, de sorte que son rapport favorable sur la formation politique des candidats soit déterminant ;

g) Organiser, en accord avec les normes du Ministère de l'Education Nationale, du Front des Jeunesses et des dispositions rectorales, le Service Obligatoire du Travail ;

h) Déterminer, en accord avec les normes de la Délégation nationale du Front des Jeunesses, les plans obligatoires d'Education Physique et Sportive, qui, une fois approuvés par le Ministère de l'Education Nationale, seront mis en exécution, d'accord avec les dispositions rectorales.

Il est de sa compétence :

a) D'organiser des cours scolaires de formation politique, dont les plans généraux seront établis par le Ministère de l'Education Nationale, en accord avec les normes et programmes que désigne le Ministre Secrétaire Général du Mouvement ;

b) De proposer au Recteur, après accomplissement préalable des démarches hiérarchiques pertinentes auprès de la PHALANGE ESPAGNOLE TRADITIONALISTE ET DES J.O.N.S., les personnes qui devront être chargées des cours de formation politique, pour son accord et nomination, qui le cas échéant, doivent être approuvées par le Ministère de l'Education Nationale ; ainsi que d'organiser les actes politico-universitaires, après approbation préalable du Recteur ;

c) De proposer au Recteur et d'exécuter, au cas où elles seraient approuvées, toutes initiatives qu'il juge nécessaires à la diffusion de l'esprit du Mouvement au sein du Corps Professoral Universitaire, ainsi que celles relatives aux Institutions Culturelles et de protection du Corps Professoral.

Art. 35. — La Milice Universitaire a pour mission de faciliter à l'armée le recrutement des officiers de réserve parmi une jeunesse que sa culture et sa préparation destinent à un rôle d'élite ; et à rendre compatibles, dans la mesure du possible, les études universitaires avec l'instruction militaire.

La Milice est régie par ses propres normes et ses chefs agiront dans l'Université en accord avec les autorités académiques.

Quant à l'indépendance des autorités universi-

taires à l'égard des autorités gouvernementales, elle est réduite à sa plus simple expression. Il en est ainsi pour le recteur.

Art. 40. — Le Recteur de chacune des Universités sera nommé et cessera d'exercer ses fonctions par décret du Ministère de l'Education Nationale ; mais celui-ci pourra le suspendre, jusqu'à sa révocation, par simple arrêté ministériel. Le Recteur est obligatoirement un professeur d'Université, militant de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J.O.N.S. ; en cas de besoin, il sera exempt de l'accomplissement immédiat de la fonction enseignante.

Art. 46. — Les Directeurs des Collèges Majeurs (internats universitaires rattachés à chaque Université) seront nommés et révoqués par ordre ministériel, sur proposition du Recteur et après information préalable du Secrétariat Général de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J.O.N.S.

Parmi les attributions accordées aux Directeurs des Collèges Majeurs se trouvent les suivantes :

d) deuxième aîné :

Lorsque le Collège Majeur est fondé par la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J.O.N.S., par les Corporations ou des particuliers, les Directeurs auront les mêmes fonctions et obligations dans l'ordre éducatif et culturel, mais jouiront d'autonomie en ce qui concerne la nomination de leur personnel, concession de bourses, et en matière administrative et économique, d'accord avec les statuts.

Art. 49. — Le Chef du Service Espagnol du Corps Professoral de l'Enseignement Supérieur de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J.O.N.S. sera un professeur d'Université, militant du Parti, désigné pour chaque Université et District Universitaire par le Délégué National à l'Education de la PHALANGE ESPAGNOLE TRADITIONALISTE ET DES J.O.N.S., d'accord avec le Ministère de l'Education Nationale et sur information préalable du Recteur. Le Chef de ce service pourra être destitué par le Délégué National à l'Education ou par le Ministre de l'Education Nationale.

Art. 50. — Le Chef du Syndicat Espagnol Universitaire pour chaque Université et District, sera nommé par le Chef du Syndicat Espagnol Universitaire d'accord avec le Ministère de l'Education Nationale, après information préalable du Recteur. Le Chef de ce service pourra être relevé de son poste par le Chef National du Syndicat Espagnol Universitaire et suspendu de ses fonctions par le Ministre de l'Education Nationale sur la proposition explicative du Recteur.

Sont de sa compétence, en accord toujours avec la loi du Front des Jeunesses et ses statuts propres :

a) La direction et l'organisation de tous les étudiants diffusant parmi eux l'esprit et la doctrine du Mouvement ;

b) La réalisation d'actes politiques et culturels, en collaboration avec le Service Espagnol du Corps Professoral de l'Enseignement Supérieur ;

c) La représentation de tous les étudiants devant la corporation universitaire et ses organes et services.

Art. 58. — L'admission dans le corps des professeurs ordinaires de Faculté des Universités se fera au moyen de concours, dont la procédure fera l'objet d'un Règlement en accord avec les principes suivants : & 4 : « La ferme adhésion aux principes fondamentaux de l'Etat accréditée au moyen de certificats du Secrétariat Général du Mouvement ».

Art. 62. — Pour les Chaires ou groupes de Chaires des Facultés Universitaires, et en accord avec le cadre prévu pour le personnel, les professeurs adjoints seront nommés par concours et sur proposition rectorale par le Ministère de l'Education Nationale. Ce dernier les nommera pour une durée de quatre ans, renouvelable pour le même laps de temps. Ce concours s'effectuera selon les principes suivants :

Sera indispensable la possession du diplôme de Docteur et la ferme adhésion aux principes fondamentaux de l'Etat, accréditée au moyen de certificats du Secrétariat Général du Mouvement.

Ces certificats seront exigés par ailleurs pour la désignation d'assistants dans les classes pratiques, cliniques ou laboratoires, et pour la désignation des Professeurs chargés d'une Chaire pour une période maxima de trois ans.

Art. 68. — La qualité d'étudiant universitaire s'acquiert par concession du Recteur de l'Université. Celui-ci ne pourra l'accorder, sur présentation préalable d'une demande, qu'au candidat qui réunit les conditions suivantes : (suit l'énoncé des conditions fixées par la loi et le rectorat).

Art. 69. — Après que le Recteur aura accordé au candidat le droit de commencer les études universitaires et fixé le tarif académique auquel il est soumis, il devra obtenir le « Livret Scolaire » et l'inscription au premier cours de Faculté, Institut ou Ecole, et à un Collège Majeur, en qualité de résident ou de rattaché, en communiquant dans ce dernier cas, avec toute précision voulue, quel sera le logement dont il fait élection, logement qui sera soumis au veto du Recteur.

L'étudiant, à l'acte solennel d'ouverture du cours, prêtera serment d'accomplir fidèlement ses devoirs universitaires. Il recevra alors la carte d'identité et l'insigne du Syndicat Espagnol Universitaire qui l'accréditent et lui permettent de faire valoir sa qualité et sa dignité d'étudiant universitaire ; à partir de cet instant il restera soumis à la discipline académique.

Art. 70. — Les droits et devoirs de l'étudiant universitaire sont les suivants :

a) Considérer la tâche universitaire comme service obligatoire de la Patrie, service qu'il devra accomplir avec zèle et assiduité pour obtenir la meilleure formation académique et professionnelle ;

b) Appartenir au Syndicat Espagnol Universitaire et porter son uniforme ou, le cas échéant, celui de la Milice Universitaire dans tous les actes solennels académiques auxquels, par ordre rectoral, il devra assister, sauf exception expresse accordée par le Recteur ;

c) Porter l'insigne du Syndicat Espagnol Universitaire ;

d) Assister obligatoirement aux leçons, aussi bien des cours facultatifs, (sic) que de l'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX, ou des Instituts ou Ecoles, ainsi qu'aux séances de FORMATION POLITIQUE, et autres enseignements complémentaires, ou obtenir, selon les dispositions de la loi, la dispense de scolarité établie pour ces diverses études :

e) Recevoir, dans les cas justifiés, sur l'avis du Recteur, l'assistance du Service de Protection Scolaire, et changer de résidence afin de poursuivre ses études dans une autre Université si le Recteur l'autorise.

Il est difficile de nier, en présence de ces textes, que l'Université espagnole ne ressemble davantage à un camp de concentration intellectuel qu'à un lieu de recherche et de libre examen.

La Censure

Sont soumis à la censure officielle préalable :

1. — « Les journaux et revues ». Cette censure est exercée par la Direction Générale de la Presse qui, en tant qu'organe central, donne ses instructions et nomme les Délégués provinciaux chargés de censurer les épreuves dans les chefs-lieux de provinces ;
2. — « Les livres, opuscules et autres imprimés comportant plus de vingt pages ». Cette censure est exercée par la Section de la Censure de la Direction Générale de la Propagande ;
3. — « Les films cinématographiques, avant d'être tournés en Espagne, sont soumis à la censure quant au titre, à l'argument, aux dialogues, aux acteurs, aux lieux où se déroulent les scènes, et à la propagande ». Sont également soumis à la censure préalable les films étrangers destinés à être projetés en Espagne. Ces censures sont exercées par le Comité de Censure et la Junte Supérieure de Censure Cinématographique, la Direction Générale de la Propagande et le Département de la Cinématographie qui en dépend (Ordonnance des 29 mai 1937, 2 novembre 1938, 15 juillet 1939 et 21 février 1940) ;
4. — « Les textes de toutes les compositions musicales ainsi que les partitions portant un titre ou dédiées à des personnalités, ou dont le sujet a un caractère officiel » ;

6. — « Les originaux et reproductions de caractère patriotique » ;

7. — « Les émissions radiophoniques, ou toute nouvelle, tout communiqué, toute annonce devant être lus à la Radio ».

Les instructions données par les services de censure ont été particulièrement rigoureuses, bien que la presse, les maisons d'éditions, le théâtre et la radio soient entre les mains de personnes attachées au régime, et que celles-ci aient été nommées par les autorités administratives.

La Presse

a) Principes fondamentaux.

La doctrine du nouvel Etat relative à la Presse et à l'organisation de cette dernière, se trouve contenue principalement dans la Loi sur la Presse du 22 avril 1938 et dans d'autres dispositions complémentaires ultérieures.

L'exposé des motifs de la nouvelle Loi souligne : « le préjudice causé à la masse de lecteurs par une trop grande liberté démocratique », et il affirme que « des fonctions aussi essentielles que celles qui consistent à transmettre à l'Etat les voix de la Nation et à communiquer à cette dernière les instructions et les directives de l'Etat et de son Gouvernement, sont du ressort de la Presse.

« La Presse étant un organe décisif dans la formation de la culture populaire et, surtout, dans la création de la conscience collective, on ne saurait admettre que le journalisme continue de vivre en marge de l'Etat ».

Conformément à ce critère, les deux premiers articles fixent l'intervention de l'Etat dans la Presse, de la manière suivante :

« L'organisation, la surveillance et le contrôle de l'Institution Nationale de la Presse périodique est du ressort de l'Etat. En ce sens, la réglementation en incombe au Ministre chargé du Service National de la Presse. »

Article premier. — « Dans l'exercice de cette fonction, l'Etat doit veiller à :

« 1. La Réglementation du nombre et à l'extension des publications périodiques ;

« 2. Au contrôle dans la désignation du personnel de direction ;

« 3. La réglementation de la profession de journaliste ;

« 4. La surveillance de l'activité de la Presse ;

« 5. La censure (tant que sa suppression n'en sera pas décidée) ;

« 6. Toutes les facultés découlant du principe contenu dans l'article 1er de la présente Loi ».

b) Nomination et révocation des directeurs.

« Le Directeur est le responsable du journal ; il devra obligatoirement être inscrit au Registre Officiel des Journalistes, tenu au Service National de la Presse, et être homologué dans son emploi par le Ministre » (article 8).

En fait ; c'est le Ministre qui, sur proposition du Directeur général de la Presse, nomme les directeurs et les principaux rédacteurs des journaux.

« Lorsqu'en raison de faits relevés contre le Directeur, le Ministre estime que sa présence à la tête du journal est nuisible aux intérêts de l'Etat, il pourra le remplacer. »

c) Sanctions.

En matière de sanctions, outre les condamnations pouvant être prononcées par les Tribunaux pour des délits de presse, la Loi sur la Presse, par son article 18, donne au Ministre chargé du Service National de la Presse, « la faculté de sanctionner administrativement tout écrit tendant à

amoindrir, directement ou indirectement, le prestige de la Nation ou du Régime, à gêner l'œuvre du Gouvernement dans le nouvel Etat, ou à propager des idées pernicieuses chez les individus intellectuellement faibles ».

« Seront également sanctionnés la désobéissance, la résistance passive et, en général, les manquements aux règles établies par les services compétents en matière de presse.

d) Du Registre Officiel des Journalistes, Cours de Journalistes et Correspondants de Presse.

Cette Loi crée le Registre Officiel des Journalistes sur lequel devront figurer tous ceux qui exercent la profession de journaliste et ont obtenu la Carte. Le Service National de la Presse tient ce Registre et délivre la Carte.

La Direction Générale de la Presse organise chaque année des cours.

« Le nombre de places sera limité aux besoins de l'année, et l'admission aux cours se fera par concours entre les candidats.

« Pour l'admission, il sera tenu compte des titres professionnels et politiques, ainsi que des aptitudes des concurrents. »

En créant l'Ecole de Journaliste, l'Ordonnance du 17 novembre 1941 a imposé comme condition principale pour pouvoir en suivre les cours « d'appartenir, en tant que militant au Parti unique de la Phalange ».

Pour être correspondant de la presse espagnole à l'étranger, il faut être en possession de la carte officielle de journaliste et d'une autorisation spéciale de la Direction Générale de la Presse.

L'Agence d'Information. La liberté de recherche de nouvelles, de leur diffusion et de leur publication, a été complètement supprimée. Seule une Agence officielle, l'Agence E.F.E., peut capter et diffuser les nouvelles en Espagne ; toute la Presse est tenue d'avoir recours à cette source officielle et de publier les nouvelles censurées, coupées et remaniées au goût de la propagande du régime, transmises par cette Agence.

Seule l'Agence E.F.E. peut être correspondant ou agent d'autres Agences mondiales d'information.

Le livre

L'épuration du livre.

Par l'Ordonnance du 16 septembre 1937, ont été créées les Commissions d'épuration de toutes les bibliothèques publiques, populaires, scolaires et salles de lecture installées dans les Casinos, Sociétés récréatives, Collèges et Académies ; ces Commissions, après examen des tables de matières et des fichiers, « ordonneront le retrait, et éventuellement la destruction des livres, opuscles, revues, publications, imprimés, contenant des gravures suggérant des idées subversives de la propagande de doctrines marxistes et tout ce qui impliquerait un manque de respect à la dignité de l'Armée, des atteintes à l'unité de la Patrie, un mépris de la Re-

ligion Catholique ; enfin de tout ce qui s'opposerait aux buts de la Croisade Nationale ».

L'épuration, le retrait et la destruction d'ouvrages ont été poursuivis sans relâche et le 15 juillet 1950, une Ordonnance stipulait encore l'examen et la destruction d'ouvrages pouvant exister dans les librairies ou dans les bibliothèques et maisons faisant le prêt de livres.

Formalités précédant la publication et l'introduction de livres.

L'Ordonnance du 29 avril 1938 prescrit « l'autorisation préalable du Ministère de l'Intérieur, Service National de la Propagande, à l'impression, au commerce et à la circulation d'ouvrages, opuscules et tous imprimés, tant espagnols qu'étrangers ». Les manuscrits qui n'auront pas obtenu cette autorisation ne pourront être imprimés, ni mis en vente. Cette autorisation peut être refusée, sans aucun recours, pour des raisons d'ordre politique.

L'article 4 de cette Ordonnance, plus formel, stipule : « Sont interdites, la vente et la mise en circulation sur le territoire national, de livres, ouvrages et autres imprimés édités à l'étranger, quelle que soit la langue dans laquelle ils sont écrits, sans autorisation préalable du Ministère de l'Intérieur.

De graves difficultés ayant surgi aux postes-frontières dans l'application de cette Ordonnance, les étrangers qui apportaient des livres avec eux, se les voyant confisquer, il fallut prendre un autre arrêté explicatif (du 22 juin 1938) contenant les instructions suivantes :

a) « Les publications de caractère politique ou social seront retenues à la frontière et la Section de Censure du Service National de la Propagande sera consultée sur leur admission ».

b) « Provisoirement, seront autorisés les ouvrages, opuscules et publications périodiques de doctrines imprimés de 1932, 1923 et 1926, en allemand, en italien, ou en portugais, dans leur pays respectif ; seront retirés, ceux imprimés dans ces mêmes langues hors d'Allemagne, d'Italie ou du Portugal. Seront également considérés comme suspects les ouvrages rédigés en espagnol et édités hors d'Espagne ».

c) « Sera seule autorisée, sans consultation préalable, l'introduction d'ouvrages techniques, liturgiques ou professionnels dont la provenance et l'objet ne laissent aucun doute ».

« Les particuliers désirant introduire des ouvrages étrangers peuvent en obtenir l'autorisation du Service National de la Propagande. »

Pour pouvoir être publié, un livre doit passer par les censures ou autorisations préalables suivantes :

1. — Censure ecclésiastique ;
2. — Censure civile ou politique de la Direction Générale de la Propagande ;
3. — Censure militaire des Ministères de l'Armée de Terre, de Marine ou de l'Air, selon le cas ;
4. — Censure militaire, spéciale de l'Etat-Major Central ;
5. — Censure de la Direction Générale du Maroc et des Colonies.

La Circulaire du 25 mars 1944 supprime la formalité préalable de la censure pour les publications suivantes :

- a) Publications de caractère liturgique et textes latins employés par l'Eglise Catholique ;
- b) Publications de la littérature espagnole, antérieures à 1800 ;
- c) Publications exclusivement musicales antérieures à 1900 ;
- d) Publications de caractère technique et scientifique.

Classification par l'Etat des livres autorisés.

A cet effet, « les Organismes chargés de la surveillance de la production du papier imprimé incluront le classement dans le procès-verbal autorisant la mise en circulation d'un livre conformément aux catégories suivantes :

- 1° Livre recommandable ;
- 2° Livre autorisé ;
- 3° Livre toléré.

La Radiodiffusion

Cette source importante d'information est monopolisée par l'Etat franquiste qui l'utilise considérablement pour sa propagande.

Le Décret du 4 août 1944, définissant la conception de Radiodiffusion et fixant le contrôle de celle-ci par l'Etat, précise dans l'exposé des motifs :

« Dans l'Organisation du Nouvel Etat, né du Glorieux Mouvement National, la propagande a pris dès le début la forme d'un service public ; l'Ordonnance du 18 décembre 1936 y a incorporé la radiophonie, en tant qu'instrument de diffusion de la plus grande importance politique... Les aspects commercial, technique et juridique de la Radiodiffusion ont été subordonnés à l'intérêt politique.

Le Secrétariat adjoint de l'Education Populaire remplit, d'une façon exclusive, les fonctions suivantes :

« Accorder des concessions pour l'installation de postes émetteurs de radiodiffusion, les réviser, les modifier et les déclarer hors d'usage.

« Accorder des licences d'utilisation d'appareils récepteurs à des particuliers ou à des groupements.

« Contrôler et censurer toute espèce d'émissions radiophoniques.

« Contrôler et censurer également toute publicité radiodiffusée et homologuer les tarifs de publicité.

« Sanctionner, par des amendes allant jusqu'à cinquante mille pesetas et par la suspension jusqu'à trois mois, les stations d'émission ayant contrevenu à ces prescriptions.

« Installer et exploiter, lui-même et par l'intermédiaire des Organismes qu'il créera à cet effet, le Réseau de Postes d'émission qu'il jugera utile d'installer.

« Diriger et contrôler la propagande radiodiffusée de l'Etat, du Mouvement et des organismes ou groupements qui en dépendent ».

LOIS D'EXCEPTION EN CATALOGNE ET AU PAYS BASQUE

En plus des lois et arrêtés qui jugulent les libertés humaines de tous les Espagnols, il y en a d'autres qui ont été promulgués à l'intention des peuples catalan et basque, en vue de brimer leurs institutions autonomes, leur culture, leur langue, leurs coutumes et leur droit civil.

En avril 1938 est promulguée la Loi d'abrogation du Statut d'autonomie de la Catalogne. Ce Statut d'autonomie, issu d'un plébiscite du peuple catalan, devint une loi complémentaire de la Constitution de la République, par décision des Cortès espagnoles au mois d'août 1932. Le Statut d'autonomie du Pays Basque subit le même sort.

Une loi du 8 septembre 1939 annule toutes les lois approuvées par le Parlement de Catalogne, jusqu'à l'institution parlementaire elle-même, le Tribunal de Cassation et ses jugements, la Réforme agraire, la Police, la loi municipale, le drapeau et la langue catalans, etc. Les institutions et les libertés du Pays Basque sont également anéanties.

Le régime actuel s'acharne en particulier contre la culture et les langues catalane et basque qui pourtant ne sont ni de droite ni de gauche et appartiennent à des peuples millénaires qui voient ainsi bafoué le premier de leurs droits.

La loi du 18 mai 1938, prescrit la traduction en castillan des noms qui figuraient précédemment en une autre langue que l'espagnol sur les registres de l'Etat civil : naissances, mariages, décès, etc. Le 27 octobre 1948, le Gouverneur civil de la Biscaye prescrit « aux membres de famille, propriétaires de tombes et de monuments funèbres portant des inscriptions en langue basque, de retirer les épitaphes et de les remplacer par des inscriptions en castillan ». Les lois du 21 mai 1938, du 15 janvier 1945 et du 29 juin 1951, interdisent la langue catalane et basque dans les relations commerciales, la no-

menclature maritime, l'enseignement, les enseignes, annonces et marques de fabriques. Interdiction est faite aux curés de prêcher dans une langue autre que le castillan, etc. L'arrêté du 28 juillet 1940 menace de destitution tous les fonctionnaires municipaux ou régionaux qui ne s'exprimeraient pas en espagnol dans l'exercice de leur fonction.

Voici le résultat de ces lois et arrêtés :

En Catalogne. — Disparition de 1.200 publications scientifiques, artistiques, littéraires, économiques, religieuses, sportives, touristiques, etc. ; de 22 grands quotidiens et de plus de 200 hebdomadaires provinciaux. Abrogation de l'autonomie de l'Université de Barcelone ; suppression des chaires de philologie, de littérature, d'histoire et de droit civil catalans ; interdiction d'exercer leur activités à 12 maisons d'édition qui avaient publié près de 1.000 volumes en catalan ; disparition du Séminaire de Pédagogie de l'Université de Barcelone, de l'Institut de Physiologie et de la Société Catalane de Biologie ; l'« Institut d'Estudis Catalans » dont la renommée est universelle, s'est vu privé de toutes ressources ; suppression de la fête annuelle des Jeux Floraux de la Langue Catalane, célébrée depuis 1859 ; interdiction de films, d'émissions radio-phoniques et de conférences en catalan.

Au Pays Basque. — Interdictions similaires qu'en Catalogne. Elles eurent la même répercussion sur les coutumes et la culture basques. Citons : suppression d'« Euzko-Ikaskuntza » (Société Internationale d'Etudes Basques), de l'Académie de la Langue Basque, de la Revue Internationale d'Etudes Basques, de revues et publications purement religieuses en basque. En outre, l'Université Basque fut dissoute et les bibliothèques des cercles politiques sociaux et culturels occupées et incendiées.

LA SITUATION MILITAIRE DE L'ESPAGNE

L'universalité de la guerre moderne. — L'expérience des dernières guerres mondiales a démontré qu'aucun pays ne peut rester neutre au cours d'un conflit moderne. Pendant la dernière guerre, plusieurs nations voisines du tourbillon, qui avaient essayé de rester à l'écart de la conflagration, ont été entraînées par le courant. D'autres qui, par crainte, faiblesse ou calcul, avaient réussi à garder une certaine neutralité, furent obligées à faire de tels efforts d'adaptation politique que le résultat eut pour elles des conséquences lamentables.

Si telle était l'expérience du passé, la neutralité est absolument inconcevable dans une future guerre atomique qui — si elle devait se déclencher — déciderait probablement et pour longtemps de l'avenir du monde. Face à l'énorme puissance destructive des armements modernes et à l'ampleur mondiale d'un conflit éventuel, il serait illusoire de se croire éloigné de l'heure critique.

Les notions de temps et d'espace, qui ont toujours été les facteurs essentiels de la stratégie, ont subi de profonds changements, dûs au développement considérable des armes aériennes et à la mobilité des moyens mécaniques. Tout conflit partiel qui affecterait directement et profondément les intérêts des grandes puissances, risque de dégénérer, en se prolongeant, en une guerre généralisée.

L'universalité est aujourd'hui la caractéristique principale de la guerre. L'interdépendance des problèmes politiques, sociaux, économiques et idéologiques qui revêtent aujourd'hui un caractère plus universel que dans le passé, a des influences directes sur les conditions de survie de l'homme. Toutes ces raisons, jointes à la limitation croissante du facteur temps et à la réduction du facteur espace, obligent toute coalition de puissances à se tenir prête à toute éventualité.

L'Espagne et l'Europe Occidentale

Considérant la situation géographique de l'Espagne, on ne peut penser qu'elle puisse rester à l'écart d'un conflit futur dont l'Europe serait un des principaux théâtres d'opération. L'Europe Occidentale a absolument besoin de l'Espagne et celle-ci ne peut se désolidariser de l'Europe. L'identité de traditions, de culture, la communauté d'intérêts et le sentiment profond de solidarité et d'interdépendance exigent impérieusement une union solide.

Le fait que les centres névralgiques de la situa-

tion internationale se soient déplacés très loin de la péninsule ibérique (frontière de l'Elbe, l'Iran, la Corée et l'Indochine — c'est-à-dire tous les points de contact entre les deux grands blocs qui se partagent le monde) a fait naître chez certains la fausse impression que l'Espagne pourrait rester neutre. Les essais d'incorporer l'Espagne par tous les moyens à la défense occidentale, et ce malgré l'incapacité et l'aveuglement du gouvernement Franco, prouvent l'impossibilité d'une telle attitude. Afin de vaincre la répugnance de l'opinion démocratique, on cherche, pour arriver à cette incorporation, un moyen indirect, celui d'un pacte militaire bi-latéral avec les Etats-Unis, nation leader du Pacte Atlantique. D'un autre côté, l'Europe Occidentale estime, malgré son aversion pour le régime franquiste, que la péninsule ibérique constitue une base d'arrière-garde d'une valeur considérable. En cas d'échec de l'effort défensif en vue d'éviter l'occupation soviétique de l'Europe Occidentale, la forteresse ibérique serait appelée à jouer un rôle très important dans la suite de la guerre. Il faut reconnaître que, jusqu'à ce jour, les seules objections formulées par les nations européennes contre l'entrée de l'Espagne dans le Pacte Atlantique, sont dues au régime anti-démocratique de ce pays, sans aucune considération d'ordre technique.

Le facteur stratégique espagnol

Un coup d'œil sur la carte suffit pour comprendre le rôle stratégique dévolu à l'Espagne. En effet, sa situation géographique montre immédiatement qu'elle constitue avec le Portugal une *unité stratégique* parfaitement délimitée qui a une valeur inestimable.

Ensemble avec les Iles Baléares dans la Méditerranée et avec la côte septentrionale du Maroc espagnol, la péninsule ibérique constitue une forteresse terrestre, maritime et aérienne.

— Terrestre, elle est une forteresse protégée par les Pyrénées contre toute agression orientale qui se frayerait un chemin jusqu'au cœur de l'Europe. Il faut admettre que dans la phase initiale, on ne pourrait compter que sur les seules forces présentes sur les théâtres d'opération européens et non pas sur les renforts d'outre-mer.

— Maritime, le littoral privilégié de la péninsule peut servir à la fois de refuge aux flottes et de base d'opération pour des actions offensives aé-

ro-navales. Elle peut en même temps préserver la majeure partie de la Méditerranée occidentale et de l'Afrique du Nord contre des incursions ennemies.

— Aérienne, elle constitue un immense porte-avions d'où peuvent partir des offensives aériennes sur l'ensemble du continent et il serait facile de les coordonner avec celles partant des bases existant en Afrique du Nord.

Nous ne devons cependant pas oublier que les accidents géographiques perdent, en tant qu'obstacles naturels, une partie de leur valeur devant la puissance des armées modernes. Sur le plan maritime et aérien, le fait de posséder les côtes et le sol ne constitue plus un privilège ; il faut encore prévoir des installations nécessaires et la défense de ces dernières, choses presque inexistantes en Espagne.

L'organisation militaire de l'Espagne

L'opinion méconnaît la complexité des problèmes militaires de notre époque. Elle a le droit de croire qu'il est nécessaire de compter avec l'Espagne en raison de sa valeur stratégique en face de la menace soviétique, même si elle est gouvernée par Franco. Examinons — sans entrer dans les détails — la valeur réelle de l'actuelle organisation militaire espagnole.

L'armée espagnole se compose de 10 corps d'armée (8 dans la métropole et 2 en Afrique), chacun comptant 2 ou 3 divisions. Elle possède une division cuirassée de 3 brigades. Les divisions de la métropole sont constituées par recrutement obligatoire, ceux d'Afrique ont une proportion considérable de volontaires. L'armement ne répond en aucune façon aux exigences de la guerre moderne. A cette armée s'ajoute une réserve générale d'artillerie, 2 commandements indépendants des Baléares et des Canaries, 2 divisions de cavalerie à moitié motorisées, quelques régiments de fortification et 7 groupes d'infanterie de montagne. La marine de guerre se compose d'un cuirassé de 10.000 tonnes, 2 de 6.000 tonnes, 3 de 4.745 tonnes, 15 destroyers de 1.536 tonnes du type Churrucá, 7 destroyers du type Antequera du même tonnage, 2 de 1.700 tonnes, 3 de 1.315 tonnes, 6 torpilleurs, 9 sous-marins, 6 porte-mines, 12 canonnières et plusieurs garde-côtes et bateaux de moindre importance. Les principales bases maritimes sont Cadix et Ferrol dans l'Atlantique, Carthagène et Mahon dans la Méditerranée. L'aviation dispose de 600 appareils, tous démodés et sans valeur militaire réelle.

Mais ce qui compte dans l'organisation militaire, ce n'est pas la quantité mais la qualité. Sans être partial, on peut affirmer que l'état réel de l'organisation militaire espagnole actuelle correspond à une situation politique provisoire, à un pays appauvri et convalescent, à une économie désastreuse et à une opinion publique déçue et sceptique. La structure militaire est corrompue par des abus de pouvoir et par des privilèges ; elle manque de préparation technique adéquate, d'une véritable in-

dustrie de soutien, de tanks modernes, de transports, d'artillerie efficace et enfin d'une organisation et d'un armement de soutien. Les avions sont démodés, hétérogènes, sans efficacité, des épaves inutilisables datant de la guerre civile. Les services au sol sont déplorables. Certaines installations ont été modernisées grâce à des secours extérieurs. La marine de guerre dispose de bâtiments en nombre insuffisant, dépourvus d'équipement moderne, sans radar. Les bases navales n'ont pas les installations nécessaires. Toutes les bases, notamment celle de Cadix, nécessitent d'importants travaux de dragage. Les effectifs humains des trois armées sont recrutés parmi une population pauvre, mécontente, désespérée, non préparée au maniement des armes modernes et mal remise des horreurs de la guerre civile. Bref, l'organisation militaire espagnole d'aujourd'hui est plus somptueuse et apparente qu'effective. Elle s'adapte mieux aux besoins intérieurs qu'à la guerre. La préparation des cadres est obligatoirement inadéquate, par manque de moyens et par insuffisance de soldes, ce qui oblige les officiers d'accepter des travaux accessoires entièrement étrangers à leur profession. L'instruction des troupes est restée la même qu'avant la dernière guerre, faute d'armements modernes.

L'erreur d'un pacte militaire bi-latéral

Comme tout le monde le sait, des facteurs matériels et moraux interviennent dans la guerre. L'affirmation de Montaigne, selon laquelle la guerre est un conflit de forces morales appuyé sur des forces matérielles, reste toujours valable. A notre époque, il faut donner aux Etats des objectifs collectifs d'un profond contenu social, susceptibles de s'opposer aux doctrines de désagrégation sociale utilisées récemment pour provoquer la démoralisation de l'adversaire. Dans la guerre future, ces manifestations de démoralisation prendront une importance bien plus considérable. L'Espagne de Franco contient en germe les éléments de désagrégation morale.

Nous reproduisons ici des données sur l'état d'esprit espagnol, que nous communiquons avec une autorité militaire compétente résidant actuellement en Espagne :

« Quel intérêt peuvent avoir les Etats-Unis, leader du Pacte Atlantique, pour faire un pacte bi-latéral avec Franco, au mépris de l'opinion démocratique internationale ? Ce pacte qui serait appelé à fournir un sujet de propagande à l'adversaire, et ce non seulement en Espagne, mais encore dans l'ensemble du monde occidental ?

L'organisation militaire de l'Espagne que nous venons d'examiner, et l'opinion publique qui a le sentiment d'être abandonnée et démoralisée dans ses efforts pour reconquérir ses libertés politiques ne constituent pas les meilleurs atouts pour une convention militaire. Ces faits sont parfaitement connus des observateurs militaires des nations démocratiques, et notamment des autorités militaires des Etats-Unis. La plupart des observateurs européens ont affirmé, à plusieurs reprises, que les ré-

percussions politiques défavorables d'une convention bi-latérale peuvent contrecarrer, voire même annuler les avantages militaires qu'elle offre. Pourquoi alors cette insistance ? Il est légitime de penser que sous leur désir effréné de s'établir dans la péninsule ibérique, les Américains cachent d'autres buts. Comme ils ne sont pas disposés à investir les sommes fabuleuses que nécessite la transformation de l'armée espagnole en une force assez puissante pour défendre la ligne des Pyrénées, il est difficile de comprendre leur désir d'une alliance militaire. Nous répugnons à croire que la seule explication plausible soit le désir des Etats-Unis de posséder des bases de rechange qui leur assureraient une indépendance vis-à-vis des bases françaises et anglaises. La possession de bases espagnoles permettrait aux Américains d'envisager avec une aisance bien plus grande les prétentions et exigences éventuelles de ces derniers pays.

On peut admettre que les Etats-Unis aient encore un deuxième objectif non avoué. Celui d'être en mesure d'exercer une pression sur leurs alliés du Pacte Atlantique au cas où ils montreraient une défaillance dans le programme du réarmement ou une réticence dans les efforts économiques et militaires qui leur seraient demandés. L'une ou l'autre de ces raisons fournirait aux Etats-Unis un moyen d'intimidation en face des gouvernements européens, à savoir la menace de revenir à une *stratégie périphérique*, même si cette dernière devait augmenter la démoralisation des peuples européens en ravivant leur crainte d'une nouvelle occupation et d'une libération future. »

Conclusions

Si nous voulions essayer de faire une synthèse de ce que nous venons d'exposer pour en tirer une conclusion définitive, ces quelques notes s'avéreraient incomplètes. Il serait nécessaire d'entrer dans des domaines apparemment réservés, mais qu'il serait indispensable de connaître pour se former une opinion valable.

La guerre est faite par l'Etat et les forces que l'homme met en œuvre sont organisées par ce dernier. Comment porter un jugement sur la valeur de ces forces ? On se tromperait si on comptait seule-

ment le nombre d'hommes mobilisés, les canons et les armes mis en place, le total d'avions et de bateaux, les réserves de tout ordre, bref tout ce qui représente l'énergie physique, mécanique et matérielle. Il faut encore considérer la force spirituelle qui émane des vertus de l'homme et de la collectivité, leur enthousiasme, leur foi, bref, la force morale de l'homme et de la masse sociale qui doit mener la lutte. C'est cette force, en dernier lieu, qui permet de faire face aux situations adverses et de persévérer dans l'effort jusqu'à la victoire finale.

Nous sommes d'avis que si le Pacte bi-latéral devait être finalement conclu, si on devait incorporer l'Espagne de Franco dans l'organisation du Pacte Atlantique, on imposerait par la force à l'Espagne de nouveaux devoirs, de nouvelles responsabilités qu'un pays aussi fragile et aussi déséquilibré ne pourrait assumer. N'importe quel régime suffit pour vivre misérablement et pour supporter une lente décadence sans espoir. Mais s'il s'agit de garder une place honorable au milieu de nations modernes, d'assumer les fonctions difficiles qu'exige la gravité du moment historique, il faut posséder une vitalité, une confiance en soi, un ordre et une justice sociale — toutes choses qui font absolument défaut à l'Espagne de nos jours. Ce n'est pas le régime de Franco qui peut présider à l'intégration de l'Espagne à l'Europe qu'on est en train de bâtir. Dans son état actuel de prostration, l'Espagne est incapable de remplir ses devoirs et d'exercer ses droits.

L'Europe ne peut pas se désintéresser d'une telle situation ; elle est obligée d'intervenir, d'ouvrir une voie à l'Espagne qui ne saurait rester dans l'état actuel sans se condamner à périr en tant qu'entité politique. L'Europe est obligée d'intervenir parce que l'Espagne fait partie de l'Europe et parce qu'il est difficile d'établir, sans sa participation, un ordre international européen réel, susceptible de sauvegarder la paix et de stimuler le progrès des peuples.

Si, forcée par des circonstances impératives, l'Europe était appelée à répondre par la guerre aux menaces de l'Est, elle doit pouvoir compter sur l'Espagne. Nous voyons difficilement que le peuple espagnol, dominé par Franco, trouve en lui une volonté combative suffisante pour s'opposer à ceux qui, du moins en théorie, pourraient le libérer de son tyran.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Traits essentiels de l'économie espagnole actuelle

Les bilans d'activités régulièrement établis depuis la fin de la guerre civile, traduisent nettement les caractères essentiels de la situation économique espagnole actuelle : organisation rigide, autarchie industrielle, chaos bureaucratique et corruption administrative.

Il a été impossible d'importer des machines et des matières premières par suite de la pénurie de devises ; le manque d'énergie électrique a empêché l'augmentation de la production ; l'agriculture a été condamnée à une stagnation constante par insuffisance d'eau et d'engrais chimiques ; faute de moyens de transport, les produits pourrissent sur place et l'asphyxie commerciale provoque une crise industrielle permanente, alors que l'ensemble de la population s'appauvrit continuellement.

Quelques exemples illustreront plus éloquemment ces faits que toutes les analyses :

— le 5 mars 1952, les journaux internationaux publièrent un télégramme de Grenade, selon lequel 2.500 mendiants avaient été officiellement inscrits sur les listes municipales ;

— la comparaison des statistiques officielles du premier trimestre 1951 et du premier trimestre 1950 pour la consommation de viande accusent les diminutions suivantes : bœuf : 14,9 % ; mouton : 22,6 % ; porc : 21,7 % ;

— les traites protestées et les suspensions de paiements sont depuis des années d'une pratique courante. Au mois de septembre 1951, le nombre de traites protestées était de 34.929 traites, d'une valeur globale de 399.5 millions de pesetas ; au mois de mars 1952 leur nombre était de 41.107 d'une valeur de 444,8 millions de pesetas ;

— la pénurie de logements est effarante. Il faudrait 768.500 logements alors que le rythme de construction n'est que de 20.000. Tous les touristes qui ont récemment visité l'Espagne ont pu voir, autour des grandes villes, le spectacle pitoyable qu'offrent d'immenses quartiers de baraquements et de taudis, souvent même de véritables cavernes où vivent, dans de déplorables conditions d'hygiène et de salubrité, des milliers de familles.

Budget général de l'Etat

Le budget résume, dans tous les pays démocratiques, l'ensemble des activités économiques et financières de l'Etat. En Espagne, le budget est aussi arbitraire que l'est le régime. Il existe d'une part

un budget ordinaire communiqué aux Cortès (caricature de Parlement) et publié dans le Bulletin officiel de l'Etat, et d'autre part un deuxième budget, le crypto-budget ou budget clandestin, d'une importance égale au premier, mais dont le financement et la gestion sont entièrement arbitraires.

Le véritable budget se compose en réalité des quatre chapitres suivants :

	<i>En millions de pesetas</i>
a) Budget général publié dans le Bulletin officiel	22,745,6
b) Budget de ce qu'on est convenu d'appeler les organismes autonomes rattachés à divers ministères	7.153
c) Impôt sur le mouvement des devises, qui est administré par l'Institut espagnol de la Monnaie Etrangère	3.000
d) Subventions incluses dans le compte de gestion de divers organismes parallèles, mais qui ne font pas partie des budgets respectifs (économats, office du logement, chemins de fer, Institut de Crédit pour la Reconstruction Nationale, industries autarchiques, assurances sociales, etc)	10.000
au total (estimation)	42.898,6
Total général	42.898,6

Il est indispensable de fournir quelques commentaires aux différents chapitres :

a) *Dépenses dans le cadre du budget officiel* : Pour mieux souligner le caractère politique du budget officiel, nous avons groupé séparément les dépenses plutôt improductives, affectées à l'accroissement des forces de répression politiques et sociales, et les dépenses susceptibles de créer de nouvelles richesses :

<i>DEPENSES</i>	<i>En millions de pesetas</i>
Chef de l'Etat	4,8
Conseil du royaume	0,7
Cortès (Parlement)	16,7
Cour des Comptes	6,2
Présidence du gouvernement	233,1
Affaires extérieures	245,9
Obligations à liquider (Départements ministériels)	311,3
Dépenses afférentes aux impôts	352,1
	1.170,8

Dépenses non productives et forces de répression politiques et sociales

Phalange Espagnole	61,2	
Dette publique	3.372,6	
Retraites	863,3	
Intérieur	3.142,2	
Forces armées	4.316,7	
Marine	1.352,8	
Air	1.732,1	
Justice	825,7	
Action de l'Espagne au Maroc ..	918,6	16.585,2

Dépenses productives

Industrie	131,6	
Agriculture	209,1	
Instruction publique	1.922,8	
Travaux publics	1.945,3	
Travail	268,1	
Finances	179,3	
Commerce	184,2	
Information et Tourisme	149,2	4.989,6
		22.745,6

Le déséquilibre qui existe entre les dépenses improductives et les dépenses productives est si évident qu'il suffirait à lui seul à démontrer le caractère du régime politique espagnol.

Il est nécessaire d'attirer l'attention sur un des principaux aspects du budget, propre à induire en erreur les personnes désireuses avant tout de créer une force militaire susceptible de faire face à une éventuelle offensive soviétique en Europe de l'Ouest. Les sommes fabuleuses prévues dans le budget espagnol pour les forces armées ne sont nullement justifiées par le légitime souci d'efficacité combative. Tous les experts militaires internationaux — même les plus fervents adeptes de l'entrée de l'Espagne au N.A.T.O. — admettent que l'armée espagnole n'est pas modernisée et que son équipement est insuffisant. Les sommes imputées au budget militaire ont un caractère nettement politique. Elles donnent au régime un gage de soumission propre à lui assurer la fidélité des forces répressives, en prévision d'un coup d'Etat possible.

Les tendances générales du régime sont encore plus visibles si l'on compare certains aspects du budget au cours des dernières années :

BUDGETS OFFICIELS (en millions de pesetas)

Chapitres	(dernier budget de la République — veille de la guerre civile)		(2 années après la guerre civile)		1948	1949	1950	1951	1952
	1935	1941	1947	1948					
Intérieur	313,5	871,9	1.962,0	2.119,6	2.429,5	2.560,0	2.762,5	3.142,2	
Forces armées	404,3	1.088,5	2.879,4	3.029,0	3.160,9	3.166,3	3.392,2	4.316,7	
Marine	192,0	219,4	861,6	956,3	1.033,7	1.146,9	1.079,6	1.352,8	
Air	—	314,9	1.059,7	1.119,4	1.299,5	1.390,5	1.440,6	1.732,1	
Action au Maroc	63,9	301,9	673,6	736,4	701,6	859,9	917,7	918,5	
Justice	60,5	—	437,9	524,3	542,3	641,5	659,8	825,7	
Dette	973,0	1.228,0	2.001,3	2.293,5	2.394,4	2.685,9	3.114,3	3.372,6	
Industrie et commerce ..	86,1	—	113,9	122,6	162,9	213,0	217,8	315,8	
Agriculture	79,3	—	111,4	129,7	142,7	166,7	167,7	209,1	
Travaux publics	628,0	—	1.155,2	1.292,4	1.475,3	1.716,5	2.086,6	1.945,3	
Travail	83,2	—	209,3	224,6	253,2	264,2	266,5	268,1	
Instruction publique	344,0	—	953,8	1.081,3	1.189,7	1.416,7	1.525,7	1.922,8	
Totaux	4.841,1	—	14.093,9	15.196,0	16.628,6	17.940,8	19.502,5	22.745,5	

Entre 1935 et 1952, certains chapitres caractéristiques des dépenses ont subi les augmentations suivantes :

Intérieur	10 fois
Forces armées, marine, air ..	12 fois
Justice	13 fois

par contre :

Industrie et commerce	3,5 fois
Agriculture	2,5 fois
Travaux publics	2 fois
Travail	3 fois
Instruction publique	6 fois

Ce que nous venons de dire est assez éloquent pour pouvoir se passer de commentaires. Les dépenses improductives sont en train de crever le

plafond. Le principal souci du régime est de soigner les forces répressives, seules capables de lui assurer sa survie. L'armée espagnole continue cependant de manquer d'équipement et d'efficacité.

b) *Les recettes inscrites au budget officiel.* — Les recettes sont par tradition en déficit. Voici les chiffres officiels, publiés par le ministère espagnol des Finances au cours des dernières années :

Années	Déficit (en millions de ptas.)
1947	1.920,12
1948	2.274,76
1949	1.891,05
1950	2.013,09
1951	1.387,66
1952 (estimation)	2.000,00

Total des 6 dernières années 11.486,68

Le gouvernement espagnol s'efforce d'équilibrer l'accroissement des dépenses par une augmentation des impôts indirects, et d'épurer le déficit chronique par des emprunts publics.

En 1947, les impôts subirent une augmentation générale de 20 % ;

En 1949, nouvelle augmentation générale de 5 % ;

En 1950, augmentation de 20 % qui vient de s'ajouter aux 20 % de 1947 (total 40 %) avec suppression des 5 % de 1949 ;

En 1952-53, nouvelles augmentations qui oscillent entre 5 et 15 %.

Les augmentations d'impôts affectent en premier lieu les produits suivants : vins, alcools, bières, essence, électricité et gaz, ciment, minerais, textiles, tabacs, disques, appareils de radio, automobiles, etc. Elles viennent grever les plus impopulaires des contributions directes et entraînant une diminution correspondante du pouvoir d'achat des masses populaires.

c) *Le crypto-budget ou budget clandestin.* — Nous avons mentionné plus haut l'existence d'un budget clandestin qui s'élève à 20.000 millions de pesetas, montant identique à celui du budget officiel. Il n'existe pas de recettes normales pour le financement de ce crypto-budget, la capacité des contribuables étant déjà épuisée. Les dépenses de ce deuxième budget sont couvertes par des impôts indirects, non inscrits au budget officiel, et par des emprunts publics ou des émissions garanties par l'Etat.

Ce deuxième budget comporte, comme nous l'avons vu ci-dessus, trois grands chapitres :

	<i>En millions de pesetas</i>
— Budgets des organismes rattachés aux différents ministères	7.153
— Impôts sur le mouvement des devises, administrés par l'Institut Espagnol de la Monnaie Etrangère	3.000
— Subventions allouées à la gestion de divers organismes parallèles à ceux de l'Etat	10.000
Total	20.153

Quelques exemples illustreront cette jungle économique et administrative dans laquelle s'enfoncent le régime franquiste espagnol :

1. — Les agriculteurs sont forcés de livrer leurs produits en quantité supérieure aux chiffres dictés par les nécessités du ravitaillement. Certains de ces produits vont aux Economats militaires qui en vendent une grande partie au marché noir. Les bénéfices

ainsi réalisés forment un excédent qui profite aux budgets officiels.

2. — L'Office de Logement construit à la fois des quartiers populaires et des quartiers résidentiels pour les cadres de l'armée (Lérida, Burgos, San Sébastien, etc.) Il perçoit le montant des loyers et des uns et des autres, à cette différence près que ceux des locataires civils sont de beaucoup plus élevés. Les loyers civils servent ainsi à compenser le montant réduit payé par les locataires militaires. Cet abus constitue un impôt clandestin, prélevé sur la population civile. C'est une rétribution supplémentaire accordée aux services militaires.

3. — Quant à l'organisation de la Sécurité sociale et des Allocations familiales, les versements des travailleurs dépassent d'environ 55 millions de pesetas de ce qu'ils reçoivent à titre de subsides. Ce surplus permet à 145.547 travailleurs dépendant directement de l'Etat, de toucher leur part de bénéfices, sans aucune contribution spéciale du Trésor.

4. — La RENFE (régie des chemins de fer) accuse un déficit d'exploitation supérieur à 1.000 millions de pesetas par an. Elle négocie ses propres obligations qui sont garanties par l'Etat.

5. — L'Institut National de l'Industrie (INI) fut créé en 1941, d'après l'exemple du trust Goering en Allemagne. Conformément aux rêves autarchiques de tout régime totalitaire et par suite du manque de devises, l'INI fut chargé de la réalisation d'une série de projets fantastiques : production de soie artificielle, d'engrais chimiques, de ciment ; prospection de pétrole, construction d'automobiles, de tracteurs, de matériel électrique, de chantiers navals, etc., le tout naturellement payé par le Trésor public. En 1950, l'INI avait dépensé 3.533 millions de pesetas et faisait partie de 40 entreprises industrielles :

- dans 10 entreprises il possédait la totalité du capital,
- dans 14 entreprises, il était majoritaire,
- dans 7 entreprises, il était minoritaire,
- dans 9 entreprises qui étaient des filiales des 10 premières, il possédait la totalité du capital.

Les bénéfices de l'INI s'élevèrent de 1941 à 1950 à la somme globale de 60 millions de pesetas.

Fidèle à son principe d'irresponsabilité, l'Etat vient d'augmenter la dette publique par une émission de plus de 3.000 millions de pesetas pour couvrir les besoins financiers de cet Institut, ceux des colonies, du logement et du reboisement.

La Dette Publique

Les chiffres ci-dessous indiqués montreront la chevauchée fantastique de la dette publique espagnole à partir de la victoire de Franco :

Au 1er janvier	En millions de pesetas	Augmentation par an
1930 (dernier de la monarchie)	19.776	
1933 (gouv. républ.)	19.448	
1939 fin guerre civile)	19.392,4	
1940	23.858,4	4.465,9
1941	26.587,6	2.729,2
1942	28.587,6	1.999,9
1943	30.936,8	2.349,2
1944	35.315,8	4.378,9
1945	38.248,3	2.932,5
1946	44.177,8	5.929,4
1947	49.219,0	5.014,1
1948	52.953,4	3.734,4
1951	63.000,0	2.000,0
1952	65.000,0	6.866,0
1953	71.866,0	

A ce total il faut ajouter les avances de la Banque d'Espagne à l'Etat, autorisées par la loi du 31 mars 1942 et qui s'élevaient au 29 février 1952 à 14.344,3 millions de pesetas.

Au total : prévision 1953	71.866,0
Dette Banque d'Espagne	14.344,3
	<hr/>
	86.210,3

Anémie financière

L'expansion industrielle et la modernisation de l'équipement exigent — en Espagne comme partout ailleurs — le prélèvement de sommes importantes sur l'épargne privée. Ces besoins croissants de l'industrie espagnole sont en concurrence ouverte avec les besoins en argent frais des représentants officiels de l'Etat, des provinces, des municipalités et de beaucoup d'autres organismes officiels. Cette concurrence s'avère d'autant plus difficile du fait que les entreprises publiques disposent de la garantie officielle de l'Etat. Cette situation se traduit par une crise de croissance chronique qui affecte la plupart des entreprises industrielles et qui risque de provoquer l'étouffement pur et simple de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Voici, traduite en chiffres, cette concurrence entre les fonds publics et les valeurs privées :

Années	Fonds publics	Valeurs privées	Totaux
1939	2.006,0	295,1	2.301,1
1940	3.157,3	860,0	4.017,3
1941	2.246,0	1.074,0	3.320,0
1942	1.241,6	1.404,9	2.646,5
1943	1.460,8	1.135,0	2.595,8
1944	3.926,0	803,0	4.729,0
1945	7.039,9	1.228,1	8.268,0
1946	6.245,1	3.754,9	10.000,0
1947	4.743,8	2.305,2	7.109,0
1948	2.454,0	4.712,5	7.166,5

Années	Fonds publics	Valeurs privées	Totaux
1949	2.691,6	3.583,5	6.275,0
1950	7.575,0	4.000,0	11.575,0
1951	5.351,0	8.238,0	13.589,0

L'accroissement lent et difficile du capital mobilier ressort du tableau suivant :

CAPITAL MOBILIER

Années	Nombre de Sociétés	Actions		Obligations
		nominatives	libérées	
		En millions de pesetas		
1930	4.604	15.342	11.861	7.440
1936	4.809	16.273	13.492	7.336
1941	4.084	18.125	14.980	8.508
1942	4.165	20.717	17.066	8.404
1943	4.454	23.159	19.087	6.209
1944	4.636	25.384	20.799	6.529
1945	5.803	27.058	23.090	6.924
1946	6.109	29.158	25.455	8.502
1947	6.140	36.483	32.106	8.750

Le volume d'argent placé dans les entreprises privées n'a pas sensiblement augmenté entre 1940 et 1947. Par contre, les investissements en valeurs publiques augmentent constamment et atteignent 62 % du total de l'argent placé, fait qui provoque l'étouffement correspondant des activités industrielles et commerciales du pays :

	En millions de pesetas			
	1942	1945	1946	1947
Dette publique	30.057	42.864	53.325	51.826
Dettes municipales	2.002	2.307	3.466	3.466
Dettes des provinces	292	355	358	358
Actions	17.066	23.090	25.455	32.106
Obligations	8.404	6.924	8.502	8.760

Production agricole et industrielle

La crise agricole très grave jusqu'en 1949, est en voie de régression et la situation s'est nettement améliorée en 1951, grâce à une récolte exceptionnelle. La production agricole reste cependant inférieure aux années antérieures à la guerre civile, bien que la population espagnole ait passé de 24 à 29 millions d'habitants.

Voici un tableau comparatif des principaux produits :

RESUME COMPARATIF DES RECOLTES

Produits	Moyenne		
	1931-35	1951	Différences
Blé	43.637.000	41.538.000	— 2.099.000
Orge	23.942.000	18.262.000	— 5.680.000
Seigle	5.511.000	6.187.350	+ 676.350
Avoine	6.701.000	6.003.650	— 697.350
Mais	7.094.000	5.535.700	— 558.300
Riz	2.930.000	2.100.000	— 830.000

Produits	Moyenne 1931-35	1951	Différences
Fèves	2.040.000	1.391.500	— 648.500
Caroubes	1.145.000	1.122.500	— 22.500
Pois chiches	1.202.000	2.025.400	+ 823.400
Haricots	1.551.000	1.571.000	+ 20.000
Lentilles	131.000	267.000	+ 136.000
Ers	620.000	569.900	— 50.100
Pommes de terre	52.091.000	40.000.000	—12.091.000
Oranges	10.434.000	10.000.000	— 434.000

Des 14 produits agricoles fondamentaux, 10 continuent d'accuser un déficit alors que 4 seulement sont en légère augmentation. Le déficit global de la production de ces 14 produits est de 21.454.000 quintaux par rapport à la moyenne de 1931 à 1935. Une des raisons du déficit agricole, en dehors du manque de machines et d'engrais, provient de la diminution des surfaces ensemencées, phénomène qui se produit chaque fois que les prix officiels imposés ne laissent plus subsister des marges bénéficiaires suffisantes.

Les indices officiels de la production industrielle pour l'année 1950, publiés en janvier 1952, étaient les suivants :

— indice de la production industrielle :		
	1950 = 138,5	1929 = 100
— indice de la production agricole :		
	1950 = 73,6	1929 = 100

La production industrielle a augmenté notamment pour l'énergie électrique, l'industrie lourde et le charbon.

Coût de la vie et salaires

Un des aspects essentiels de la situation économique actuelle en Espagne est l'appauvrissement brutal de l'ensemble des masses laborieuses.

D'après les statistiques officielles, le salaire moyen journalier était de 31,60 pesetas en 1951 et de 8,60 en 1936. Les salaires représentent donc en 1951, 367,5 % de ce qu'ils étaient en 1936.

Par contre, le coût de la vie pendant la même période a augmenté de 597,2 %, ce qui signifie que les salaires ont aujourd'hui un pouvoir d'achat inférieur de 63 % à ce qu'il était en 1936.

Cette diminution du pouvoir d'achat oblige l'immense majorité des travailleurs espagnols à rechercher des travaux supplémentaires pour arriver à équilibrer, tant bien que mal, leur budget familial. Il est facile d'imaginer les conséquences morales et politiques de cet état de choses.

Relations économiques avec le monde extérieur

L'Etat franquiste intervient d'une manière non seulement totale, mais totalitaire dans tous les échanges commerciaux ou financiers avec les autres pays. Quelques exemples éclaireront cette situation :

1. — L'entrée des capitaux en Espagne est grevée d'impôts qui ne figurent ni dans les lois fiscales, ni dans le budget. Le régime appliqué à l'échange de devises étrangères est différent de celui qui régit le marché intérieur. Les marchandises importées supportent des surtaxes qui peuvent s'élever — comme le prouve l'exemple des automobiles importées — à 40 %, sans compter les droits de douane.

2. — Les bénéfices provenant de capitaux étrangers investis en Espagne ne peuvent sortir du pays sans autorisation spéciale délivrée par le Gouvernement, à moins qu'il existe des accords bilatéraux avec les pays intéressés.

3. — Des licences individuelles sont exigées pour toutes les exportations ou importations, même quand il y a des traités de commerce avec les pays en cause.

4. — Le régime espagnol considère les opérations commerciales comme un moyen de pression politique ou morale et l'exerce soit contre l'acheteur ou le vendeur étranger, soit contre le commerçant espagnol en rapport avec l'étranger. Les cas de chantage sont très habituels, comme le prouve l'exemple du chantage exercé au mois de mai 1949 contre les Gouvernements du Danemark et de la Norvège. Au moment où les délégués de ces Gouvernements, conformément à leurs convictions politiques, se disposaient à voter à l'ONU contre le rétablissement des relations diplomatiques et l'envoi d'ambassadeurs auprès le Gouvernement de Franco, ils furent informés que leur attitude entraînerait la rupture des négociations en cours pour l'élaboration d'un traité de commerce. Le 25 mai 1949, le ministre des Affaires étrangères norvégien dénonçait ce chantage devant son Parlement. Le journal conservateur de Copenhague « BERLINGSKE TIDENDE » écrivait au même moment que le fait d'« influencer par de tels moyens l'attitude parfaitement légitime d'un Etat quelconque au sein de la communauté des nations, constituait un véritable coup de force ». En cette occasion, la Norvège résista à l'intimidation, mais le Danemark s'inclina, en votant l'abstention.

Conclusion

Le bref résumé que nous venons de faire sur la structure économique de l'Espagne, présente des problèmes compliqués et appelle les conclusions suivantes :

— L'économie espagnole, comme le régime totalitaire de Franco — l'une étant le complément de l'autre — sont condamnés par la logique implacable des faits objectifs. Un budget de répression politique et sociale, un deuxième budget clandestin qui dépasse les possibilités financières du pays, une dette publique en ascension verticale, l'anémie financière des entreprises industrielles, la crise agraire chronique, l'autarchie meurtrière, l'immoralité administrative, la misère croissante des masses populaires, — tous ces phénomènes ne peuvent préparer que des lendemains tragiques.

- La situation économique espagnole, bien que très grave, peut encore être redressée. Pour cela, il faut procéder à une réduction impitoyable des dépenses publiques, mettre un terme aux interventions bureaucratiques qui paralysent les activités industrielles, imposer un contrôle réel aux prix de base, éviter l'effondrement définitif du pouvoir d'achat des masses et négocier des crédits extérieurs destinés à l'équipement indispensable au rétablissement et à l'augmentation de la production.
- La reconstruction espagnole est inimaginable sans concours extérieurs. L'Europe en voie de construction peut jouer un rôle capital à cet égard. Pour sortir du régime autarchique dont le Gouvernement de Franco est en même temps et la cause et l'effet, il faut des crédits et un marché. L'avenir de la C.E.C.A. et les projets envisagés pour une économie européenne en ex-

pansion devraient permettre de trouver les crédits nécessaires à l'Espagne pour augmenter sa production agricole, développer ses énormes possibilités en énergie électrique, renouveler son outillage industriel, moderniser et compléter l'équipement ferroviaire. Le marché commun, dont la C.E.C.A. n'est que la première réalisation, devrait pouvoir offrir à son tour de nouveaux débouchés à la production minière et agricole de l'Espagne.

Il n'y a en tout cas que trois solutions valables :

- a) continuer à végéter dans une autarchie qui prépare des convulsions sociales irréparables ;
- b) devenir une colonie américaine ;
- c) s'intégrer à l'Europe économique et politique, objectif auquel seul s'oppose à l'heure actuelle le caractère antidémocratique du régime de Franco.

NOUS TENONS A REMERCIER
SINCEREMENT L'UNION EUROPEENNE
DES FEDERALISTES ET LE MOUVEMENT
SOCIALISTE POUR LES ETATS-UNIS
D'EUROPE POUR LA COLLABORATION
QU'ILS ONT BIEN VOULU NOUS
APPORTER ET GRACE A LAQUELLE
NOUS AVONS PU
PUBLIER CE RAPPORT.

Le présent rapport a été publié à Paris, au mois de mars 1953.

Plusieurs personnalités espagnoles demeurant en Espagne ou exilées à l'étranger ont participé à la préparation et à la rédaction de ce document.

Ce rapport a été envoyé à tous les représentants de l'Assemblée Consultative et à tous les organismes du Conseil de l'Europe :

- aux principales personnalités de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ;
- aux Commissions techniques des autres Communautés européennes en voie d'élaboration ;
- aux membres des Parlements des pays démocratiques ;
- aux organisations politiques et syndicales internationales ;
- aux principales personnalités et organisations qui composent le Mouvement Européen.

Ce document a été présenté à la presse internationale au cours de la Conférence de presse qui s'est tenue à Paris le 28 mars 1953, à l'occasion des Journées d'Etudes Européennes organisées par le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen.

**CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPÉEN**

18, Rue d'Enghien - PARIS (X^{ème})

Président :

Salvador de MADARIAGA.

Vice-Présidents :

Rodolfo LLOPIS,

Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe.

Rafael SANCHEZ GUERRA,

Internationale Libérale.

« VITORIA » (En Espagne),

Fédéralistes Démocrates Chrétiens.

Juan A. ANSALDO,

Monarchistes Européens.

Carles PI I SUNYER,

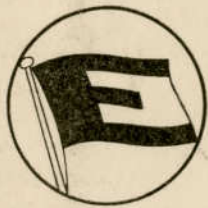
Conseil Catalan.

Manuel de IRUJO,

Conseil Basque.

Secrétaire Général :

Enric GIRONELLA.



CONSEIL DE L'EUROPE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DES ETUDES
Bibliothèque

PRÉRIÈRE D'ADRESSER LE COURRIER OFFICIEL:
SECRETARE GÉNÉRAL, OU BIEN SECRETARIAT GÉNÉRAL.
PLEASE ADDRESS OFFICIAL CORRESPONDENCE TO THE:
SECRETARY-GENERAL, OR SECRETARIAT-GENERAL

Adresse télégraphique: EUROPA Strasbourg
Telegraphic address: EUROPA STRASBOURG
Téléphone 534.00 à 09

COUNCIL OF EUROPE

SECRETARIAT-GENERAL

Notre Référence : R 13475

Strasbourg, le 10 décembre 1953.

Messieurs,

Nous nous proposons de publier, en supplément du prochain numéro de Recherches, Bulletin bibliographique et documentaire préparé par la Bibliothèque et le Centre de documentation du Conseil de l'Europe, une liste des organisations non gouvernementales internationales aussi bien que nationales dont l'action tend à l'unification de l'Europe.

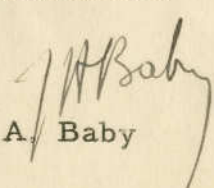
Cette liste précisera pour chaque organisation : son nom et son adresse, éventuellement son affiliation à d'autres organisations ou l'énumération des organisations qui lui sont affiliées, le nom de la personne qui en est responsable, les titres de ses publications périodiques et leur périodicité ainsi que les adresses de ces publications quand elles diffèrent de celle de l'organisation elle-même.

Nous serions désireux de faire figurer votre organisation sur cette liste mais, afin d'éviter toute erreur, nous vous serions très obligés de bien vouloir nous communiquer les renseignements nécessaires avant le 10 janvier, date à laquelle ce supplément sera mis sous presse.

D'un autre côté, nous serions heureux de vous compter, si vous ne l'êtes déjà, parmi les destinataires de Recherches et de mentionner régulièrement vos publications dans nos listes de dépouillement bibliographique. Aussi vous serions-nous très reconnaissants de nous assurer le service de vos publications.

En vous remerciant par avance pour le concours que vous voudrez bien nous apporter, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments très distingués.

Le Bibliothécaire


J. A. Baby



cartes d'EUROPA

Estimat amic :

Amb la regularitat que t'havíem promès t'enviem la segona CARTA, en la qual t'innocvem de l'important document que totes les forces democràtiques de l'interior i de l'exili han presentat als Ministres del Consell d'Europa i als diputats de l'Assemblea d'Estrasburg. Es tracta d'un anàlisi objectiu dels problemes que planteja l'absència d'Espanya del conjunt europeu i es destaca que Franco és l'únic obstacle perquè els ciutadans puguin afavorir-se dels beneficis morals i material que comporta la Federació Europea.

La repressió d'aquests darrers dies centra els elements no conformistes demostra, una vegada més, si calia, que a Espanya hi domina un règim totalitari que, lluny de « liberalitzar-se », s'enfonsa cada dia més en l'abjecció i propicia l'hostilitat de les forces europeistes que s'han imposat el deure de salvaguardar, pertot, els principis essencials de la civilització.

Al Consell d'Europa

EL CONSELL FEDERAL ESPANYOL DEL MOVIMENT EUROPEU acaba de presentar a l'Assemblea Consultiva del Consell d'Europa un llarg informe sobre la situació política, cultural, econòmica i militar d'Espanya.

EL CONSELL FEDERAL ESPANYOL DEL MOVIMENT EUROPEU, és la secció peninsular del Moviment Europeu, l'organisme que sota la presidència d'honor d'homes com SPAAK, CHURCHILL, SCHUMAN i DE GASPERI, agrupa totes les personalitats i moviments que treballen i lluiten per la unificació d'Europa.

EL CONSELL FEDERAL ESPANYOL està presidit per SALVADOR DE MADARIAGA i en formen part homes de totes les tendències democràtiques d'Espanya i els Consells Català i Basc.

L'informe esmentat ha causat en els medis europeus una profunda impressió. Una edició, patrocinada pels moviments federalistes europeus, serà repartida profusament en els medis parlamentaris i polítics de tot Europa. A finals d'aquest mes de març l'informe serà oficialment presentat a la premsa internacional.

A continuació reproduïm el capítol que resumeix les conclusions polítiques d'aquest document :

L'operació Tito, fals paral·lel

Un primer argument que ve a l'esperit dels qui propugnen la incorporació de l'actual Espanya al sistema de defensa occidental, consisteix a remarcar la política que segueix l'Occident envers Tito. Però aquesta política presenta perills que hom no podria passar en silenci. Un dia vindrà, probablement, en què el poble iugoeslau farà pagar a Occident la indiferència actual envers la seva llibertat. Veus ací un factor francament negatiu de l'operació Tito, factor que pot ésser compensat per l'afebliment que en el camp adversari representa la defecció de Tito. En l'operació Franco els dos factors són negatius : en primer lloc, perquè en el cas iugoeslau, les decisions preses comporten un menyspreu al poble espanyol i en segon lloc, perquè l'entesa amb Franco en lloc de dividir l'adversari divideix el camp occidental.

Franco i la guerra freda

La guerra freda és un problema d'opinió pública i de moral. Implica l'existència d'una fe, de creure en una causa que en valgui la pena. L'única causa que pot assolir aquest nivell és la de la llibertat individual i nacional.

En fer una aliança amb un dictador amb menyspreu per la llibertat d'uns pobles com són ara els d'Espanya — per raons purament d'estratègia militar — es destrueix la base moral damunt la qual reposa tota la defensa de l'Occident. S'identifica l'Occident amb el totalitarisme i es tracta Espanya, malgrat la diferència de mètodes, de la mateixa manera que Moscú tracta els països satèl·lits.

El resultat concret és que la política d'atansament a Franco és una victòria de la propaganda de Moscú, que pot riure's, amb raó, de les pretensions de l'Occident quan diu que lluita per la llibertat dels homes i de les nacions.

Franco i la guerra efectiva

¿ Es que els perills que comporta una tal política en temps de guerra freda compensen els beneficis que pot representar en temps de guerra efectiva ? En altres mots : ¿ Es que la importància estratègica i militar d'Espanya compensa els inconvenients polítics i morals d'una aliança amb el dictador ?

La resposta depèn de la importància que es vulgui donar al factor « home ». La història demostra que el poble espanyol és contrari a participar en guerres que es desenvolupin més enllà de les seves fronteres. Des de la guerra de la Independència, a començaments del segle passat, l'exèrcit espanyol no ha pres part en cap guerra europea. Per portar-lo a combatre per raons que no siguin les de la pròpia independència, caldrà vèncer el seu escepticisme tradicional. ¿ Es que hi ha algú amb dos dits de front que cregui possible fer decidir els pobles espanyols a lluitar i a morir per la llibertat dels altres, sota el comandament de l'usurpador de llur pròpia llibertat ?

Per altra part, a Espanya hi ha els favorables al feixisme i al nazisme que, amb Franco, han celebrat les victòries d'Hitler i Mussolini, i els favorables als règims de democràcia i de llibertat. Aquest darrers són majors en nombre malgrat que el règim els manté lligats de peus i de mans.

En el transcurs de la darrera guerra mundial, els partidaris de la democràcia han sofert en la carn i en els interessos per llur adhesió a la causa que ha esdevingut la de tot l'Occident. ¿ Amb quin dret aquest Occident demanaria avui a aquests mateixos demòcrates que continuïn lluitant al seu costat quan aquest Occident accepta aliances vergonyants amb el règim que els ha humiliat, desposseït, empresonat, torturat i afusellat per llur fidelitat a la causa de la llibertat, per la fidelitat a la causa de l'Occident ?

I després hi ha el problema Franco. L'Occident li demana bases i homes amb l'esperança que això el portarà cap a la de-



La llibertat sindical i la repressió franquista

Creiem que és oportú, per a l'estudi de l'actual repressió franquista, analitzar-la amb els elements que hi aporta una polèmica que s'ha suscitat en el si del P.S.O.E. i de la U.G.T. a l'exili. El tema en discussió sembla ésser destinat a precisar una línia de conducta per si es donava el cas que, per conveniències internacionals, Franco s'avingués a permetre l'actuació a Espanya de la U.G.T.

El sol fet de presuposar una actitud semblant ultrapassa el quadre d'un tema de discussió en un medi polític determinat, i afecta tota la política antifranquista, la qual, forçosament, es veuria obligada a reconsiderar la seva actitud.

El problema fou plantejat públicament per Trifon Gomez, President de la U.G.T. a l'exili, amb aquestes dues preguntes que deixà incontestades, per bé que el caràcter de les dues interrogants evidencien ja una presa en consideració inicial: « ¿ Què contestaríem a certs amics (els sindicalistes americans?) si ens diguessin que Franco autoritza la nostra actuació a l'Interior? ¿ Què respondríem als militants de l'Interior si ens deien que donada la facultat d'actuar, la nostra obligació era de defensar els obrers dintre del mateix país? » Després, Lluís Araquistain, en una conferència donada fa poc a París, es declarà contrari a la « cridèria inútil » de l'exili i no defugí, tal com es féu durant la Dictadura Primo de Rivera, unes possibilitats de contemporització per tal d'accelerar la descomposició del règim des de l'interior.

Dos altres socialistes, per ara, s'han manifestat contraris a tot compromís amb el règim, o, almenys, a no servir-se d'una pretinguda « liberalització ». Wenceslao Carrillo respengué negativament, i amb tota contundència, des de París. Indalecio Prieto acaba d'alçar-se contra tals preocupacions des de Mèxic: « Por mi parte, digo que cuando no se puede hacer otra cosa que vociferar, dar grandes voces, es político ». I contradint que existeixin els mateixos motius de l'actuació que durant la primera dictadura, digué: « Todo, menos Franco, dije yo enronqueciendo (...) Todo, menos Franco, repito hoy; todo, menos Franco, dicen nuestros camaradas del interior ».

El sol fet de remarcar, ara, en un mateix comentari, aquest seguit de manifestacions — les quals, tot hi haver-se produït esporàdicament, ho han estat dintre d'un mateix medi polític i per persones ben representatives — no vol dir que creiem prou formalitzats els motius que les han suscidades, per a respondre-hi directament.

Ens ha semblat, però, que la darrera repressió franquista és prou significativa, pel caràcter i per la coincidència, per a desil·lusionar els que creguin el règim de Franco decidit a aplanar apressades dificultats internacionals fins al punt d'acceptar de posar en perill la seva pròpia existència. No creiem que en facilitar qualsevol ingerència sindical altra que la oficial, es pensi que pot consolidar-li el règim. I no es pot concebir que els qui vulguin practicar-la pensin altrament. El dia que el règim necessiti una successió, la buscarà dintre de les classes que el sostenen i no començarà per precipiar-la en els medis socials hostils, per més tímida que pensés permetre-hi i per més padrinatges que li garantissin la moderació.

Fins ara, Franco no ha deixat d'ésser lògic amb ell mateix. Ha pesat en evidència, sovint,

oportunament i prou intel·ligentment per a fer-ho comprendre, que és amb ell i exclusivament a través del seu règim que cal tractar les coses d'Espanya. He ha fet enfront de tota velleïtat d'ingerència. La seva línia de conducta en les relacions internacionals, amb la pròpia Iglésia, amb la Marquía, amb els pactes militars i en les negociacions econòmiques, ens ho han prevat, malgrat la seva situació d'inferioritat.

Tot el que, ara, li pugui ésser imposit de condicional en el « modus vivendi » econòmic-militar que gestiona amb l'Estat nordamericà, no pot arribar fins a fer-li acceptar una immisció de les organitzacions sindicals americanes per a una tollerància sindical dintre el règim.

La darrera repressió ha estat dedicada, precisament, a la destrucció dels quadres dirigents i de l'organització de la U.G.T. clandestina. Es un brutal advertiment? Podria molt ben ésser que per damunt de les oposicions interior i exiliada, l'advertència vagi dirigida als medis liberals i sindicals americans, els quals portats a justificar, a contraccar, l'oportunisme militar que creu imprescindible la integració de l'Espanya franquista, voldrien compensar-lo obtenint una concessió moral paral·lela.

Es una il·lusió que Franco es cuida d'esviar a la seva manera.

El que no el diu la premsa franquista

1 El diari « Excelsior » de Mèxic publica una informació facilitada per « International News Service » en la qual es diu que « els metges de Franco estan seriosament preocupats per un mal, la gravetat del qual no ha pogut ésser encara determinada ».

2 Un dels encartats per les maiversacions descobertes al Ministeri del Treball és Gonzalo Gallego, el qual ha pres per defensor el capità Moro. Segon un full clandestí, aquest posseeix un document que el Ministeri voldria rescatar a tota costa. Primer oferí un milió de pessetas, després dos i, finalment, « cuatro tiros ». Girón ha intercedit prop de Muñoz Grande per a reduir el capità Moro, però les relacions entre els dos ministres deixen molt que desitjar puix que l'entrevista tinguda s'acabà tirant en cara de Muñoz Grande el títol de « criminal de guerra » i aquest replicà a Girón amb un « y tu eres un criminal a secas ».

3 L'Assemblea Sindical Interamericana dels Sindicats Lliures celebrada a Rio de Janeiro, ha aprovat una resolució condemnant tots els règims dictatorials i, entre ells, el del general Franco. En el mateix text es planyen els Sindicats que aquestes dictadures siguin armades per altres països sota el pretext de reforçar la defensa.

El Duc ataca

El Duc de Maura ha autoritzat la divulgació a la premsa francesa de la seva opinió sobre l'actitud que hauria de prendre el Consell d'Europa en el cas que Franco sol·licités la seva entrada als organismes europeus. Aquesta entrada només « depèn de la voluntat nacional notòria i inequívocament expressada » i « la dificultat consisteix en què el règim adoleix d'organ representatiu (...) puix que les Corts són merament assessores i no poden exercir cap llei fiscalitzadora ». També hi ha l'inconvenient que el país no té mitjans d'expressió. La qüestió esdevé més complicada perquè, tot i que Franco ha reconegut el sufragi universal, « ni la instauració ni la continuïtat del règim vigent no han obtingut mai la ratificació ciutadana ». La declaració que segons Maura hauria de fer el Consell d'Europa acaba així: « Aquesta persistent ignorància sobre l'autèntica voluntat del poble espanyol és el veritable obstacle que s'oposa a la presència ací (al Consell d'Europa) dels seus representants, la qual presència fóra tan ben rebuda per nosaltres com tan ens planyem de la seva absència, tal vegada involuntària ».

El General Franco arrufarà el nas davant d'unes declaracions que posen tan en evidència la culpa del règim quant a l'aïllament d'Espanya.

Un Llibre Blanc sobre Espanya

Com que estem segurs que la premsa franquista farà ressortir que el « Llibre Blanc » que sobre el sistema penitenciari espanyol, publicat per la Comissió Internacional contra el règim concentracionari, conclou en la inexistència, a Espanya, de camps d'extermini, creiem necessari donar algunes referències del volum que consta de prop de 300 pàgines.

Les negociacions per a poder efectuar l'enquesta a Espanya duraren del 19 de novembre del 1950 fins el 21 d'abril del 1952. El senyor David Rousset, l'instigador d'aquestes inspeccions, ha declarat que les autoritats van intentar les negociacions per a « maquillar » algunes coses, però els investigadors, expresoners dels camps d'Alemanya, saberen veure els « retocs ».

Entre els qui intervingueren per a precisar les condicions de la visita de la Comissió a Espanya, descobrim Carles Sentís, el qual pretenia en nom del « seu » govern (el d'avui, car durant la República feia de « cárrec » oficial « rojo ») que es facilités una llista de les presons que es volia visitar i que, per endavant, no fes posada en dubte la inexistència de « camps » a Espanya. Li fou contestat que aquestes condicions eren inadmissibles. Un cop la Comissió a Madrid, calgué, encara, arrencar el permís de poder parlar sense testimonis als empresonats.

23 foren els establiments investigats i, per primera vegada a la vida, els investigadors es des preocuparen de fer quedar bé les autoritats. La Comissió ret un homenatge als empresonats que no tingueren inconvenient a signar llurs denúncies.

Heus ací, ara, algunes de les consideracions tretes del « Llibre Blanc ».

« El nombre de presoners i de detinguts a la fi de la guerra passava de 300 mil; fins al primer de gener del 1940 foren condemnats a mort 2.823 (aquesta estimació oficial, es diu, està molt per sota de la realitat); els acusats no podien prendre contacte amb llurs defensors ni amb els familiars; els empresonats han declarat haver estat objecte de tortures i mals tractes; a les cel·les s'hi encabeixen de 12 a 16 detinguts; els textos que sancionen els delictes que no siguin de dret comú, corresponen, en conjunt, a una legislació del temps de guerra, o en qualsevol cas, de l'estat de guerra proclamat en 1936 i que encara és vigent avui; un quart de l'actual població penitenciària (30 mil) són elements polítics, i que prop d'un miler encara no han estat condemnats; existeixen detinguts des del començament de la post guerra civil; no hi ha discriminació entre « polítics » i « comuns »; es nota molta deficiència sanitària en la major part d'establiments i faltes greus d'alimentació i d'assistència facultativa; treball obligatori sistemàtic a profit de l'Estat en molt gran escala i en condicions duríssimes; detencions arbitràries i execucions judicials o il·legals en un gran nombre, etc. »

Els Estats Units

pretenen alliberar els pobles orientals de l'opressió soviètica

amb l'ajut de Franco,

opresser dels pobles d'Espanya.

L'adagi diu:

« Diga'm amb qui vas i et diré qui ets »

Una nova repressió franquista

SEGONS EL « NEW YORK TIMES »:

« Han estat detinguts quinze socialistes madrilenys amb una extraordinària brutalitat. A Barcelona, l'onada de detencions (dotze) afecta elements d'activitats democràtiques, catalanistes, socialistes i sindicalistes. »

L'AGENCIA REUTER ANUNCIA:

« El socialista madrileny Tomàs Centeno (President de la U.G.T. clandestina), ha estat trobat mort a la cel·la que ocupava a la Comissaria Central de Policia de Madrid. »

El món dels homes i de les col·lectivitats que és la substància liberal de la qual l'Occident es fa l'interpret, ha estat invitat a fer sentir la seva protesta. La Federació Internacional de Sindicats Lliures ha trobat l'oportunitat de reiterar la seva opo-

sició al règim i es declara disposada a fer tot el possible per a impedir l'admissió de l'Espanya franquista a l'O.N.U.

Per la seva part, el « Consell Català » del Moviment Europeu s'ha adreçat a les personalitats i organitzacions europees per tenir-les al corrent d'aquestes noves violències franquistes i perquè facin sentir la condemna d'Europa. Ho ha aprofitat també, per a fer remarcar la incongruència que representa que hagi estat invitada una delegació de l'Estat franquista als treballs d'estudi tècnic del projecte de Comunitat Europea de l'Agricultura (Pool Vert), quan tothom està convençut que les més elementals garanties imposades per la Carta dels Drets de l'Home, aprovada per l'Assemblea del Consell d'Europa com a condició d'integració, són burlades permanentment a l'Espanya de Franco.

Les històries del senyor Prat

Usant i abusant de la llibertat de tergiversar la veritat, que dona el règim als seus defensors, el senyor Jorge Prat Ballester escriu en el seu llibre « La Lucha por Europa »: « Es evidente (...) que la nueva España adoptó una forma de gobierno distinta de la de estos (democráticos) países, suprimiendo los partidos políticos y el derecho de oposición, así como transitoriamente, la crítica en materia política. Aunque subsisten algunas de estas limitaciones, estimadas como derechos fundamentales por los regimenes democráticos, no queda por ello fundamentada la actitud anti-española manifestada durante años por los gobiernos europeos, máxime teniendo en cuenta que todos ellos han ido adoptando progresivamente medidas restrictivas de la libertad individual... »

El senyor Prat, per començar, faria bé de concretar quins són els drets individuals que han estat « progressivament » restringits per totes les nacions. I com que en un altre lloc fa referència a la discriminació racial, « inexistente en España » (passa per alt, és clar, la discriminació política del règim franquista i negligeix la vergonyosa separació de les famílies després de la mort per raons de confessionalisme), ve com l'anell al dit recordar que, precisament, la nació al·ludida en aquest cas, l'Amèrica del Nord, és la democràcia que més s'afanya a rehabilitar el règim franquista.

L'autor, que s'aprofita del tema europeu per a presentar-nos la revolta militar com una necessitat patriòtica aliena a tota intenció política (!) escriu tranquil·lament: « Las tradiciones de nuestros pueblos, las leyes, costumbres, principios y hasta las prácticas religiosas habrían (cas d'una victòria alemanya) tenido que pasar por el rasoero racionalizador del Tercer Reich ». ¿ Per què calla el senyor Prat que el « gloriós moviment » fou l'amistançat d'aquest Tercer Reich? I si el « levantamiento » no anava « contra las libertades y derechos individuales ni contra la de-

mocracia, sino en pro del orden y la estabilidad social », ¿ per què la transitorietat de la restricció de la crítica política (només política?) continua en 1953 com en l'any 1939? El franquista Prat ens promet aquella llibertat de crítica per a quan hagi renascut la pau interior. El que equival a dir que el règim no ha sabut propiciar-la al cap de 14 anys o bé que són molts els « recalitrants » que no la conceben com els falangistes, la qual cosa permet de dir que el « glorioso movimiento » fou una sagunt estafa primerament i un instrument polític desastrós, després.

Es queixa el senyor Prat que Espanya sigui objecte de la incomprensió per part dels qui li neguen l'entrada a la comunitat europea. Es veu que l'autor no ha llegit el seu llibre, car les pàgines 71, 120 i 280 li donen la resposta adequada. En els textos citats per ell mateix s'hi especifica que els membres dels organismes europeus han d'ésser democràtics i han de salvaguardar l'úsdefruit dels Drets de l'Home per a llurs ciutadans. ¿ Com és possible, doncs, l'entrada d'Espanya en aquelles institucions si el seu règim no s'avé a subscriure les obligacions que constitueixen llurs fonaments? I no s'hi val a fer jocs de mans atribuït a aquells principis un contingut sectari car tots ells estan en vigor en països monàrquics i republicans, amparats per governs conservadors, demòcrats cristians i socialistes i reconeguts per tots els partits, en fi, a excepció dels antidemocràtics de les extremes dreta i comunista. Ben entès, el senyor Prat — que dona força textos — no ha fet cabre al llarg de les 300 pàgines la Convenció dels Drets de l'Home, i deixa així els seus lectors amb el dubte de si es tracta d'un document partidista que dona la llibertat d'enfonsar portes i de fer-se cadascú la llei.

¿ Ens vol dir l'autor de « La Lucha por Europa » si hi hauria d'haver dues menes de diputats a la Constituent en projecte: els elegits a Espanya, per un sistema electoral, oligàrquic i els qui, en tots els altres països, serien elegits democràticament pel sufragi universal?

Comptem amb el vostre ajut

CARTES D'EUROPA han aparegut fins ara gràcies a la cooperació econòmica de diferents organitzacions europeistes amigues. Però, en endavant, ens cal l'ajut de tots els catalans de l'exili que creuen que s'ha de mantenir la lluita contra el dictador des de totes les posicions que les circumstàncies ens permetin.

Des del tercer número enviarem un « mandat-carte » a tots els amics perquè puguin fer-nos arribar l'import de la subscripció i, en el possible, un donatiu. La regularitat amb què han aparegut les nostres CARTES constitueix una penyora del nostre desig de continuació.



(Ve de la pàgina 1.)

mocratització. Ell pren els dòlars amb l'esperança que el moment de combatre no ha d'arribar mai, car, si en cas de guerra, calla armar el poble ¿ qui pot afirmar cap a quin costat apuntarien els fusells ?

L'alternativa

L'únic principi de tot dictador podria ésser resumit en un mot : subsistir. El terror ha estat fins avui la força que ha permès la vida al règim. Tots els observadors estan d'acord en aquesta doble constatació : Ningú no simpatitza amb el règim. Molts el suporten i s'hi resignen per por a l'endemà de la seva caiguda. Per a aconseguir que el règim perduri, Franco es refusa a tota mesura encaminada a facilitar un retorn a la normalitat i a la pau social. « Darrera meu el diluvi de sang » sembla resumir la divisa, darrera la qual el franquisme assegura la seva permanència. Tota activitat política, sigui la que sigui, és condemnada pel règim sota l'anatema de sedició.

Aquesta constatació portà el Sr. Dean ACHESON a declarar que el règim de Franco no tenia alternativa. Nosaltres no dubtem ni un moment a refutar aquesta opinió.

Declaració

EL CONSELL FEDERAL ESPANYOL DEL MOVIMENT EUROPEU, organisme que agrupa els diversos moviments en el si dels quals es troben els elements representatius de totes les forces polítiques, a l'excepció, naturalment, dels feixistes i dels comunistes, després d'haver mesurat la responsabilitat de les seves afirmacions, declara que totes les forces democràtiques estan unides i d'acord per a assegurar :

1. — Una transició tan pacífica com ho permeti la política del dictador.
2. — Un règim transitori d'autoritat, assegurat per un govern en el qual estiguin representats tots els partits no totalitaris.
3. — El retorn progressiu a la llibertat de premsa, d'associació política i sindical, de circulació interior i exterior ; l'alliberament de tots els detinguts polítics i el retorn de tots els emigrats.
4. — Eleccions lliures tan aviat com aquest període d'adaptació hagi donat el seu resultat.
5. — Respecte absolut de les decisions que resultin d'una ampla consulta democràtica al país.
6. — Respecte de les llibertats i autonomies dels pobles basc i català, i la concessió de llibertat i autonomies similars a les regions que vulguin gaudir-ne.

Europa i Espanya

Sense Espanya, Europa està mutilada. Amb l'Espanya de Franco Europa fóra mutilada i deshonorada. Atès que Franco és l'enemic dels pobles d'Espanya, Europa no pot guanyar Espanya sense perdre Franco, ni guanyar Franco sense perdre Espanya. En conseqüència, per a poder arribar a realitzar plenament Europa s'imposa l'eliminació de Franco.

Convençut del seu caràcter representatiu, el CONSELL FEDERAL ESPANYOL DEL MOVIMENT EUROPEU afirma, davant l'Assemblea d'Estrasburg, que Espanya alliberada fóra un dels elements econòmics, polítics, militars i culturals més vigorosos d'aquesta Europa que tots volem ben gran i ben forta.



Conferència de premsa

Dintre del programa de les « Jornades europees del Consell Federal Espanyol » el dia 29 de març tingué lloc a l'estatge dels « Amis de la Liberté », a París, una important conferència de premsa, en la qual, el senyor Salvador de Madariaga informà els periodistes francesos i les Agències internacionals de la tramesa al Consell d'Europa del document del Consell Federal Espanyol sobre « Espanya i Europa ». També fou comunicada a la premsa una declaració del Duc de Maura en la qual es destaca l'obstacle que significa Franco per a la integració d'Espanya a Europa. Foren presents destacades personalitats europeistes de tots els països.

El Dr. Murillo ha mort

El Dr. Murillo és una d'aquelles figures de la Catalunya Exterior que no necessiten viure ni morir vora de la Mediterrània per a tenir la consideració d'un català nacional. On hi ha un Dr. Murillo hi ha Catalunya.

El nostre país no té oficialment ambaixadors. Té en canvi, en diferents països de les mateixes Amèriques, personalitats que com la del Dr. Murillo representen individualment valors col·lectius. La manera moral de comportar-se, la perseverància en un comú combat — que és sempre un recommençar — i la fidelitat a una il·lusió que és també la nostra, els arriben a singularitzar en un medi on la llunyania fa que les obligacions patriòtiques se les hagi d'imposar un mateix.

En el cas català, una categoria semblant només, pot ésser-les atribuïda per convicció moral. No hi juguen ni beneplàcits per a escollir-los, no depèn de cap sistema orgànic el seu nomenament, ni la seva vida, ben sevint modesta, exalta episòdicament la nostra admiració. És la vàlua de feta una existència la que compta ; una existència que la podem comprendre i estimar perquè és regulada en les mateixes incidències històriques que han acompanyat la nostra.

Els que hem conegut el Dr. Murillo creiem que estarà content que la seva mort doni motiu per a recordar a les noves promocions d'emigrats, el que Catalunya deu a una altra generació d'emigrats que, com el Dr. Murillo, van envellint sense descoratjar-se.

Les CARTES D'EUROPA, que apareixen un cop cada mes, expressen amb tota independència l'opinió d'un grup de catalans demòcrates que pertanyen a diferents formacions polítiques i que treballen en el Moviment Europeu, a través del Consell Català, per una Europa Unida sota el signe de la LLIBERTAT.

El preu de cada CARTA és d'una pesseta a Catalunya i vint francs francesos arreu del món.

Redacció i Administració : Boîte Postale 1507, Paris VII — Le Directeur : Roger BARRIER.



cartes d'EUROPA

Estimat amic:

Tres són les qüestions que avui seran l'objecte principal del nostre comentari: l'ofensiva internacional de pau, la participació dels representants franquistes a les converses de París sobre la creació d'una organització europea dels mercats agrícoles i el lliurament oficial als sis governs de la Comunitat europea del primer projecte d'una constitució política continental. Ens referirem, també, als comentaris que ha suscitat la instal·lació del nou centre siderúrgic d'Avilés, a les activitats de la internacional feixista i alludirem breument a la significació actual de l'aniversari de la proclamació de la República i la festa del 1er. de Maig.

¿ Veurem concretar-se la pau mundial que permeti a tots els pobles treballar sense tèmer l'angoixa d'una nova guerra? Tant de bo! I ja que la U.R.S.S. sembla disposada a tranquil·litzar el món amb els seus testimoniatges diplomàtics, per què no fa un nou gest i allibera els empresonats espanyols de Karaganda?

L'ofensiva de pau

Mort Stalin, els pulmons del món s'han eixamplat i la por ha cedit el pas a un relatiu optimisme.

Malenkov allarga la mà al president dels Estats Units per damunt del foc i de la sang de l'infern de Corea. Totes les diferències — diu — que divideixen actualment el món, poden trobar una solució pacífica. Els sistemes oposats poden conviure damunt la terra. El diàleg reprèn a Pan-Mun-Jom i el primer resultat concret és l'intercanvi de presoners malalts i ferits.

La resposta no es fa esperar. Eisenhower defineix la posició del seu govern. Les paraules han perdut la seva força persuasiva: darrera la branca d'olivera el món espera l'arribada dels negociadors d'una pau veritable. El programa Eisenhower conté: armistici immediat a Corea, reunificació i eleccions lliures en el conjunt d'aquest territori; aturada de les intervencions a la Indoxina i la Malàsia; reunificació d'Alemanya i eleccions lliures; integració d'Europa; tractat de pau i evacuació d'Àustria amb la conseqüent retirada de les tropes soviètiques, i lliure dret de determinació dels pobles de l'altre costat de la cortina de ferro; liquidació de la política d'armaments i creació d'un fons mundial destinat a lluitar contra la fam i la misèria que planen damunt dels pobles endarrerits de tots els continents.

La cortina de ferro s'ha convertit en una xarxa de tennis. La pilota va d'un camp a l'altre, de Moscú a Nova York i de Nova York a Moscú. La nova jugada correspon a Moscú i s'espera d'aquest una penyora de sinceritat: una posició concreta i constructiva entorn del problema alemany.

Es de desitjar que les potències europees no s'avinguin al paper d'espectadores i, en tant que primeres afectades pel problema de la pau, aportin a les negociacions actuals l'esperit realista i transigent que pot mancar a la diplomàcia nordamericana influenciada pels « ultres » del partit republicà.

El règim franquista contempla esgarriat aquesta partida internacional. Franco és incompatible amb la pau. Fill de la guerra civil, equilibrista tot al llarg de la guerra mundial, només pot subsistir sota un clima de pànic i de preparació de guerra. Syngman Rhee, Chang-Kai-Chek, Mac Carthy i Franco constitueixen els quatre genets de l'Apocalipsi modern. Són els cavallers de la nova « creuada » que, muntats damunt de la llibertat de llurs pobles, deixen darrera una polsaguera d'arnes i de naftalina.

No ens fem gaires il·lusions sobre les intencions reals dels dirigents soviètics. Les dictadures són sempre instruments de guerra, de guerra civil i de guerra internacional. Només els pobles lliures són una garantia de pau veritable. Però, feta aques-

ta observació, nosaltres posem l'esperança en la carta de la pau i tant de bo que la puguem veure guanyadora.

Si la tensió entre els Estats Units i la URSS disminueix, les bases militars espanyoles no serien cohejades i la tela de Penelop que constitueix el pacte bilateral entre el franquisme i els Estats Units, quedaria potser abandonada. Franco perdria el seu caràcter d'aliat potencial per a convertir-se en la mala consciència del món occidental.

El "pool vert"

El franquisme, per a desorientar l'opinió, ha llançat les campanyes al vol. Per primera vegada els seus representants han pres part en unes converses europees les quals han tingut lloc darreterament a París per discutir les possibilitats i les condicions d'una organització europea dels mercats agrícoles.

Dues són les raons que han possibilitat aquesta diguem-ne « victòria » oficial. L'economia espanyola necessita obrir les finestres del món si vol evitar el raquitisme crònic i l'ensulsiada total. En segon lloc, el règim necessita posar una barrera al corrent europeista que s'inicia arreu d'Espanya, a aquesta nova voluntat que va més enllà del règim i de l'abim creat per la guerra civil i la qual guanya progressivament les universitats, les joventuts, la intel·lectualitat i els nuclis més inquiets i més dinàmics de la societat espanyola.

No serem pas nosaltres els qui treurem importància als fets i els que posarem aigua al vi. De totes maneres, cal reduir la « victòria » diplomàtica a les seves veritables proporcions.

En primer lloc, les converses de París foren únicament tècniques, d'estudi i de tanteig, i obeeïren a iniciatives governamentals.

Segonament, la presència dels representants franquistes fou — segons « Le Monde » de París — el resultat d'un « chantatge ». El Govern francès, diu J. Creach, ha manifestat un interès extraordinari en la qüestió de l'organització industrial d'Avilés i el Govern de Madrid ha intentat treure'n el màxim de profit. Talment com el gitano del conte, ha conduït les negociacions prescindint de tota honorabilitat: jo et dono i tu em dones; et faig la comanda si tu m'invites a les negociacions per al mercat agrícola europeu.

Finalment, pujar a la barca no vol pas dir arribar a port. La integració d'Europa no és pas una simple qüestió de governs, sinó de pobles. Per salvaguardar l'estructura democràtica de la Comunitat, per evitar que els Estats totalitaris intentin introduir-hi, un dia, el virus de la dictadura i de la descomposició,

(Passa a la pàgina 4.)



La República i Catalunya

Ja fa 22 anys que Francesc Macià i Lluís Companys proclamaren la República. Franco i els seus s'aixecaren contra ella i la vengeren per les armes. No han pogut, però, desposseir els catalans de la nostàlgia republicana, convençuts com estem que és el clima indispensable per al desenvolupament de la nostra personalitat.

Els catalans ens sentim ergullosos de la part que la nostra Pàtria prengué en l'enderrocament del règim borbònic, que tant de mal féu a Espanya i, especialment, a Catalunya. El nostre país trobà dintre el nou règim una comprensió que reconeixem sincerament, malgrat les reticències i els obstacles dels qui, democràticament, no havien d'haver regatejat la voluntat popular, manifestada en el plebiscit de l'Estatut de Núria. Però, això aclarit, recordem als catalans que l'Estatut aprovat constituïu un pas importantíssim pel camí de la llibertat nacional.

Anem alguns aspectes de les llibertats aconseguïdes: Supressió del Decret de Nova Planta i facultats per a legislar en matèria civil, administració local, ordre públic, ensenyament, sanitat, etc. Oficialitat de la llengua i de la bandera catalanes. L'administració de les qüestions socials en mans autòctones impedia que aquestes servissin de pretext a les intervencions polítiques de l'Estat central, per a afavorir les classes reaccionàries del nostre país; la desaparició dels « governadors civils » matava el caciquisme; les possibilitats en matèria d'ensenyament eren tan extenses com grans fossin les aptituds dels governs catalans per a desenvolupar-les.

L'Estatut acabava el virreïnat que havia imposat en èpques diferents a Catalunya el règim monàrquic. Era el propi President de la Generalitat qui representava a casa nostra la primera magistratura de la República (i com a tal tenia els mateixos honors) i els ministres del Govern de la República no podien relacionar-se amb Catalunya sinó a través del President de la Generalitat.

Insuficient, però gairebé inèdit per la curta existència que va tenir l'Estatut s'ha prestat a ésser discutit. I, sobretot, ho ha estat ara a l'exili. No oblidem, però, que ha estat el més important reconeixement de sobirania de segles ençà i que solament en la República i en les organitzacions que la portaren vàrem trobar els aliats necessaris per a fer triomfar les nostres regatejades reivindicacions.

Les « Cortes » de Franco no valen

Es tenien moltes temences que la « Union Interparlamentaire » decidís l'exclusió de la representació republicana espanyola en favor de les « Cortes » elegides personalment per Franco. Hom preveia que, en el millor dels casos, els reunits de Mònaco deixarien la qüestió sobre la taula. Un ajornament semblant comportaria el perill d'una sorpresa desagradable que podria escaure's, ulteriorment, a l'empar de qualsevol circumstància.

Però els diputats delegats a les reunions de Mònaco, no solament han ratificat els drets de la representació republicana (fins i tant que no sigui substituïda per una altra elegida per sufragi universal, directe i secret), sinó que s'ha acordat que aquesta qüestió quedava completament closa i que, excepcionalment, no podia reproduir-se al si de la Unió.

A Mònaco triomfà la tesis jurídica de la legalitat d'un Parlament no substituït, per damunt de tota consideració política de dretes i d'esquerres, car així ho prova el fet que recollís la UNANIMI-

TAT dels delegats de 22 parlaments que hi eren representats. Fou votada àdhuc pel diputat conservador anglès que hi havia oposat objeccions reglamentàries i pels representants dels parlaments tals com el dels Estats Units, Suïssa, Irlanda, Turquia, etc., poc suspects d'antifranquisme. Les preocupacions sobre « estratègia », les consideracions ideològiques i tota raó d'Estat no han influït per res en l'ànim dels diputats reunits a Mònaco, els quals, amb la Llei a la mà, han proclamat categòricament que les actuals « Cortes » de Madrid són falses, i que no responen més que a la voluntat d'un home: el dictador Franco.

La Internacional feixista

Els complotaires nazis empresonats pels anglesos i lliurats després a la jurisdicció alemanya, han fornit al Cancellier Adenauer elements suficients de judici per a poder alludir la possible complicitat del govern franquista.

Per la seva part, « Le Figaro » de París ha publicat una sèrie d'articles molt documentats sobre les activitats del grup Naumann el qual — segons la reportera Dominique Auclères — disposa de poderosos mitjans econòmics facilitats per magnats del Ruhr i per elements que resideixen a l'estranger. En aquest reportatge s'hi lleixen que l'aviador que rescatà Mussolini, Skorzeny, és el principal agent alemany a Madrid. Allà es fa dir Steinberger i visqué molt de temps al domicili de la comtessa Finkenstein. Aquell nazi « té les portes obertes arreu i gaudeix dels favors del règim franquista ». L'agent del mateix grup a Barcelona es diu Rudolf Schrader-Woss.

Els nazistes — sempre segons el reportatge del « Figaro » — preparen una acció a través del « Moviment Social Europeu » per fer una Europa sobre els principis d'Hitler, a base de l'hegemonia alemanya. Aquesta mena d'europeisme compta amb els següents òrgans periodístics: « Nation Europa » d'Alemanya, « Europa Nazion » d'Itàlia i « Rivarol » de França, tots ells germans d'« Equipos Europeus » de Madrid.

Una Internacional feixista anomenada « Nativern » coordina totes les activitats de caràcter internacional i « compta a Espanya amb homes de bona voluntat ». Una de les seves reunions s'escaigué el setembre del 1951 a l'Alcàsser de Toledo amb motiu del pelegrinatge que hi féu la Legió Kondor. Un dels caps més vistosos de la « Nativern », és el mateix Skorzeny. Aquesta organització s'ha imposat la missió d'impedir l'aproximació d'Alemanya als pobles occidentals, la qual cosa no pot fer més que afavorir els designis russos. Afegim que, segons « Le Figaro », el citat agent alemany manté relacions amb la Duquesa de València « i amb l'oposició silenciosa ».

Sense que vulguem dir que acceptem com a autèntic aquest darrer extrem, bo serà recordar, als qui oblidem el pacte germano-rus, que els totalitaris no senten cap escrúpol a sacrificar llurs xerrameques ideològiques a una posició tàctica i astuta que els valgui algun benefici circumstancial o que serveixi d'auxiliar al pla general, pel biaix del pla local. Pel que a casa nostra es refereix, hi ha exemples ben desconcertants. Els alemanys intentaren l'any 1940 entrar en contacte amb exiliats residents a França, i l'any 1945, certs serveis aliats s'esforçaren a localitzar al Migdia de França uns agents falangistes al servei dels alemanys, els quals, bo i oblidant els escrúpols del « Glorioso Movimiento », tractaven de relacionar-se amb certs « rojes separatistas ». No els recíix, però, cap de les dues temptatives.

El que no diu la premsa franquista

1 En una de les converses que Hitler sostingué el 30 d'octubre del 1941 amb personalitats nazis, converses divulgades ara pel « Sunday Express » de Londres, aquell exclamà: « Si l'any 1936 no hagués enviat jo els primers avions Junker a Franco, aquest no hauria pogut guanyar la guerra. ; I ara atribueix la victòria a Isabel la Catòlica ! »

2 Referint-se als rumors que han circulat darrerament a Madrid i Barcelona sobre una propera restauració monàrquica, el corresponal de l'Associated Press confirma la informació de « Le Monde » de París, segons la qual « Don Juan » ha rebutjat l'últimatum de Franco perquè abdiqués en favor del seu fill, el qual, prèvia la rectificació de la Llei de Regència, fóra entronitzat (si Déu ho volia !) d'ací set anys. Per la seva part, « Don Jaime » s'ha desdit del seu renúnciament i, com el seu germà, demana... la lluna

3 « Paris-Presse » de París, diu que enguany, per primera vegada, la ràdio soviètica no ha commemorat l'aniversari de la República espanyola, i que la premsa francesa ja ha assenyalat que des del canvi de govern a la U.R.S.S., la ràdio de Moscou s'ha abstingut d'atacar Franco. Un altre telegrama — diu el mateix diari — dona compte de l'arribada a Moscou dels dos delegats comercials argentins que han estat a Madrid per negociar amb el govern del general Franco. Recordem que ja fa anys que l'evocació de la República espanyola ha desaparegut com a mot d'ordre del manifest comunista del 1er. de Maig.

4 Segons « The Nation » dels Estats Units, una comissió presidida pel general Aranda, ha fet saber a la representació diplomàtica d'aquell país a Madrid que els acords que se signin amb Franco no tindran cap validesa en el cas d'enderrocament de la dictadura espanyola.

5 Diferents personalitats nordamericanes, canadenques, angleses i franceses han fet pública una crida adreçada a l'OTAN. Recordem, referent al Pacte de l'Atlàntic, que aquest preveu una Comunitat de Defensa que té com a finalitat d'assegurar: « 3) L'eficàcia de la nostra comuna política internacional orientada cap a la pau i la SALVAGUARDA DE LES LLIBERTATS INDIVIDUALS ». Signen entre altres personalitats: George Marshall, Henry Ford, general W. Donovan, Norman Armour, almirall Standler, Philip Reed, sir Cunningham, Bertrand Rulsels, Lionel Curtis i Edouard Herriot.

6 « L'Etoile du matin » de París, denuncia diferents casos de robatoris de cadàvers protestants ocorreguts a Espanya. La policia espanyola s'ha presentat, en diverses ocasions, en el moment d'efectuar-se un enterrament protestant i malgrat les protestes de la família (en possessió del corresponent permís d'inhumació), s'ha emportat el cadàver per enterrar-lo catòlicament.

AJUDEU-NOS!

L'import de les subscripcions i els donatius han d'ésser adreçats al compte de xecs postals: C.C. Paris 1607-63. Cartes d'Europa
Bcîte postale 1507. Paris 7^e

Acusarem rebut dels donatius per mitjà de carta particular, car NO PUBLICAREM CAP LLISTA en aquestes pàgines.

SI LA REPUBLICA DEL 14 D'ABRIL

vingué amb cants i alegries

EL « GLORIOSO MOVIMIENTO »

portà sang, foc i rifenys

Quan uns « patriotes » del Volga parlen

Copiem: « ...la monstruosa confabulació agressiva muntada per la reacció vaticano-imperialista dita « comunitat de defensa » i que té per objectiu la preparació d'una nova creuada contra els pobles de la U.R.S.S. i de les Democràcies Populars (...) i que considera com les forces més aguerrides i segures la Wermarkht (...) els exèrcits feixistes de Grècia i Turquia, de Tito i... de Franco... »

No és cert que es tracta de literatura de cèl·lula comunista? I què és ben calcada, tant si es vol creure com no, per un « grup de catalans patriotes » que se n'han servit per a esbravar-se contra CARTES D'EUROPA, aquest « full infecte », producte, per si no us n'havíeu adonat, de « l'Amèrica dels Morgan i Roquefeller ». Valgan's Déu i, quina febre més alta pot arribar a donar el caviar espiritual.

Els « patriotes » en qüestió fan veure que només han llegit el número 1 de la nostra publicació puix que silencien el Pasquí del número 2 en el qual denunciàvem, sense contemplacions, la conxorxa des Etats Unis amb Franco. D'aquesta manera ens han pogut dedicar, mancats d'originalitat, les consignes que els han donat els comunistes i les quals eren segurament destinades als Mau-Mau, més que no pas als catalans que no han perdut el costum de pensar.

Els recaders de les cèl·lules comunistes ens fan còmplices d'un complot internacional (i doncs, què us creïeu?) contra « la unitat obrera i republicana, eix del Front Nacional » que, pel que diuen, fa passes de gegant. Es tracta d'un cas de cinisme o d'inconsciència? Adhuc els infants saben que tots els sectors antifranquistes ja fa molt de temps que s'han declarat INCOMPATIBLES amb els comunistes. ¿ Quina necessitat tenen, doncs, els Roquefeller i els Morgan de llançar dòlars per a una obra disgregadora (sic) que els han donat tota feta els stalinistes? Els nostres « patriotes » hi guanyarien més dedicant-se a convèncer els comunistes perquè facin possible la unitat desent-se de tuteles estrangeres, practicant la lleialtat i no considerant la honra aliena com un os per a donar als gossos.

Aquests encesos « patriotes » que ara parlen s'han callat com unos morts davant l'internament dels catalans i dels espanyols a Karaganda. Varen callar igual-

Un plebiscit a Espanya?

L'ambaixador de la República Espanyola a Mèxic ha declarat a un periodista del diari « Novedades » d'aquella capital, que « diferents països que sostenen relacions diplomàtiques amb el Govern republicà espanyol exiliat demanarien dintre poc a l'O.N.U. que proposi la celebració d'un plebiscit a Espanya, per tal que el poble determini la forma de govern que cregui més convenient. Si els republicans espanyols — continua l'ambaixador — perdéssim la votació i encara que la guanyessin els monàrquics o els falangistes, acceptariem de bon grat la derrota i ens dedicariem a col·laborar, pel bé d'Espanya, a la recuperació de la pàtria ». La declaració acaba així: « En qualsevol cas — però sempre que el poble pugui lliurement determinar quina classe de règim li plau — els republicans acceptariem la reconciliació amb tots els grups ideològics de la pàtria i, si perdéssim, militaríem en una oposició de tipus constructiu ».

Afegirem nosaltres, com a complement d'informació, que la fórmula d'un plebiscit per a resoldre la qüestió espanyola, és objecte d'un especial interès per part d'un Estat gens sospitós d'antifranquisme.

Diguem, però, que l'Ambaixador de la República no parla per nosaltres quan promet unes col·laboracions tan incondicionals. De totes maneres, si una notícia semblant ha de desvetllar una certa esperança no voldríem ésser nosaltres a tirar aigua al vi, fent un comentari pessimista. Que es presenti la petició. Si més no, servira per a fer remarcar novament l'anomalia del règim de Franco.

Ara bé, creiem que seria impolític — des del punt de vista d'eficàcia i de prestigi — el resplan-tejar la qüestió espanyola en el sí de l'organisme internacional, sense que prèviament existís, o s'hagi degudament propiciat, una raó prou impor-

ment com uns morts quan « Lluita » insultà amb els pitjors mots a altres catalans als quals ara es cerca com si res no hagués passat. I es callen vergonyosament davant el fet que uns comunistes acusen uns altres d'intent d'assassinat d'un líder seu (acció anti-unitària per decapitació) i s'estan, si no ho creuen veritat, de denunciar l'antiunitarisme dels falsos acusadors.

A nosaltres ens diverteixen més els comunistes i llurs adlèters quan ens insulten que no pas quan ens volen fer escoltar la llauna de les seves consignes. En aquest darrer cas tenim la sensació que estan tractant de prendre'ns el pé. Quant als insults, els mots en llavis dels comunistes i dels recaders esdevenen d'una vàlua molt relativa. Els herois i els patriotes, els venuts i els traïdors esdevenen el contrari, per la màgia d'aquells. Els noms de Slanski, de Tito, de Marty, de Hernandez, de Comorera i de Vidiella ens en forenxeixen la prova suficient.

Nosaltres continuarem, tant si plau com no als « patriotes » del Volga, denunciant tota mena de feixismes. No volem que passi a Catalunya com a Geòrgia on ara, mort Stalin, s'han donat compte de la honorabilitat i el patriotisme d'unes personalitats fa anys empresonades. Volem que a Catalunya es puguin defensar públicament els acusats per qualsevol causa. Si a la U.R.S.S. existís llibertat d'expressió com als Estats Units i a França, on s'han pogut constituir amics de Dreyfus i dels Rosenberg, els metges russos no haurien pogut ésser tan fàcilment les víctimes d'una « maniobra criminal » (« Pravda », dixit) i els qui ara han ocupat llurs cèl·lules trobarien uns altres homes que exigirien tota la llum, voldrien saber qui els manà acusar tan lleugerament i quantes vegades han utilitzat els mateixos mitjans per a fer empresonar o afusellar a altres.

I, per acabar: Si nosaltres hem provat la nostra independència amb l'enjudiciament de la conducta antidemocràtica de la diplomàcia nordamericana respecte Espanya, i en canvi els « patriotes » del full clandestí han fet i fan de « clique » per a totes les decisions del Kremlin, del Kominform i dels dos P.S.U.C., qui, DIALECTICAMENT, pot acusar millor els altres de MERCENARIS?

tant, que mereixi uns assentiments que li donin un pes subs'ancial. Si vam perdre una « recomanació » que es mantenia a l'ordre del dia no ens podem ara accontentar amb una « incidència » dins de les qüestions generals.

El Primer de Maig

Aquest 77^e aniversari de la Festa Mundial del Treball ha passat ben silenciosa en els nostres pobles. No es pot establir, però, cap semblança amb el caràcter festiu que ha pres la Festa del Treball en els pobles d'Europa, des de la victòria contra els Estats feixistes. A mesura que el moviment obrer s'ha incorporat a la vida política i ha deixat de considerar-se i ésser considerat com un pària al marge de la societat establerta, les seves reivindicacions, que tant d'afany i de sang li ha anat costant per a aconseguir-les prenen els camins de la intervenció política permanent en l'Estat democràtic. La cendició proletària tendeix a esdevenir, cada dia més, un dels pilars fonamentals dels Estats moderns. No han d'ésser problemes d'apreciació moral, per cristiana que siguin les condicions i els nivells de vida, sinó que cada dia més han d'ésser considerats com a retribucions equitables del benestar i de la riquesa produïdes en profit d'una comuna societat, als deures i a les vicissituds de la qual els treballadors es van integrant fins a adquirir-ne tota la responsabilitat.

El silenci de l'Interior no és de Festa, tot i ésser de fet una mena de celebració per absència. Les condicions d'existència i de repressió dintre el franquisme, si bé fan difícil l'esclat violent de manifestacions reivindicatives — com escauria a la situació en la qual es troba el món del treball — no fan possible a Franco d'oferir al món altra cosa que l'evidència que el seu Estat és un cles ben al marge dels països occidentals, la consideració dels quals busca amb tanta insistència.

(Ve de la pàgina 1.)

L'Assemblea d'Estrasburg va prendre una decisió que s'ha convertit en una mena de llei moral : cap nou país, cap nou Estat no podrà entrar a formar part de la Comunitat europea sense un debat previ dins de l'Assemblea. És aquest l'organisme que ha d'acceptar o de refusar el nou candidat. I no s'ha d'oblidar que els representants que formen part de l'Assemblea no són ni els representants, ni reben ordres de llurs governs respectius. No tenen aquells altre jutge que la pròpia consciència.

Les portes d'Europa segueixen tancades al franquisme. Aquest només podrà participar a reunions diplomàtiques, convocades entre governs, per discutir problemes tècnics. A l'altre costat, vetllen els pobles. Les parets i la taulada del règim franquista són de vidre, incapaces de resistir el primer cop de pedra de la crítica i de la llibertat.

La primera constitució política d'Europa

El Sr. SPAAK, president de l'Assemblea constitucional, presentà el dia 9 de març darrer, en presència de tots els diputats i de la premsa mundial, el projecte de la primera constitució política d'Europa.

Durant sis mesos, els homes més eminents dels parlaments de França, d'Alemanya, d'Itàlia, de Bèlgica, d'Holanda i de Luxemburg, treballaren en l'elaboració del document cridat a convertir-se en la Carta fonamental de les llibertats i de la vida europees. La base de tot l'edifici reposa damunt de la tolerància, la democràcia i la justícia social.

155 milions d'europeus elegiran llurs representants per sufragi universal i directe. El conjunt constituirà la Cambra dels Pobles. Els parlaments nacionals dels sis països designaran un Senat. Cambra dels Pobles i Senat formaran el Parlament europeu, encarregat de fer les lleis i seran el control democràtic de

la Comunitat. El Consell Executiu Europeu, el president del qual serà investit pel Senat, constituirà el veritable Govern de l'Europa unida.

Tres organismes completaran l'edifici : 1) Un Consell de ministres nacionals, encarregat d'harmonitzar els interessos de la Comunitat amb els de les nacions membres ; 2) Un Tribunal de Justícia, encarregat de fer respectar les lleis ; 3) Un Consell Econòmic i Social, encarregat d'assessorar el Consell Executiu i el Parlament.

El projecte ha estat oficialment lliurat als sis governs interessats. Els governs i els parlaments nacionals hauran de decidir-se. El dia no llunyà en què la Constitució sigui oficialment promulgada, una Comunitat de 155 milions de ciutadans haurà nascut al centre d'Europa. Entre els dos gegants mundials s'alçarà una Europa poderosa i rica, capaç de garantir la pau, la llibertat i el benestar dels homes que en formaran part.

Conclusio

L'abim s'eixampla entre l'Europa democràtica i el règim totalitari de Franco. Conseqüència : els nostres pobles seguiran condemnats a la misèria i al raquitisme, sacrificats a l'esperit de venjança i de guerra civil que representa el règim actual.

No podem romandre passius davant l'Europa en gestació. Són el pa, la pau i el progrés de tots que estan en joc. L'únic obstacle que se'ns oposa és la muralla que el franquisme ha alçat entorn de la Península, aquest Pireneu polític que ens separa de la resta dels pobles d'Europa. Els franquistes bufen les cendres per revifar el foc de la discòrdia, mentre arreu es donen les mans els homes de diferents doctrines polítiques i religioses. L'enemic, doncs, d'Europa és Franco, i aquest reiet d'orgull i de rancúnia és l'únic responsable de l'aïllament en què viuen els pobles espanyols.

LA INDUSTRIALITZACIO FRANQUISTA

L'intent que ve fent el « Glorioso Movimiento » des de la seva entronització per a industrialitzar la península, no té res a veure amb la veritable revolució industrial que els altres països han acomplert, a l'hora oportuna, per a salvar tota la seva possible independència i adquirir preponderància. Durant el període de completa autarquia, el règim franquista no féu res més que propiciar la instal·lació d'un gran nombre d'indústries que han resultat antieconòmiques. La lluita clàssica entre l'Espanya unitària i reaccionària i les concentracions industrials que donen puixança a les personalitats nacionals de Catalunya i d'Euzcadi, justifica molt més la dispersió industrial que ve fent el franquisme per tota la Península — amb la consegüent prohibició d'instal·lació de noves indústries a aquests dos països — que no pas el desig de la seva independència respecte l'estranger, com tampoc obeeix a la preocupació d'aixecar els nivells de vida locals.

Un curt comentari com el nostre no permet tractar degudament aquesta qüestió capital de la gestió franquista, el caràcter de la qual tindrà conseqüències irremediabls en la resistència a l'assimilació dels països endarrerits davant l'expansió dels grans països industrials. Fem remarcar per a il·lustrar aquest comentari que el viatge del Caudillo per les terres del Sud és interpretat per Jean Creach en « Le Monde » de París com una fase més d'aquesta preocupació d'obstaculitzar l'expansió industrial catalana : « El Govern espanyol sap que la major part de les grans commocions d'Espanya han nascut o han pogut desenvolupar-se gràcies a l'ajut de Catalunya. Al mateix temps que els problemes inherents a Andalusia, és la relació entre la crisi endèmica i les diferents qüestions que suscita Catalunya el que Madrid desitja plantejar-se ».

Pel que fa al Nord, el projecte del nou centre siderúrgic d'Avilés sembla correspondre a una línia de conducta semblant, i amb menyspreu, també, de tota preocupació d'ordre econòmic. El nostre amic J. Ventura Sureda de Nova York, ens envia un retall del periòdic financer, « The Wall Street Journal », que fa el següent comentari : « Franco fomenta un gran descontent per la seva decisió de construir una nova fundició d'acer. Entre els més preocupats s'hi troben els experts oficials nordamericans, els quals han estat estudiant l'economia espanyola en connexió amb la possibilitat d'un ajut econòmic nordamericà a canvi de la concessió de bases navals i aèries. Aquests oficials han insistit fins ara en què la necessitat econòmica més gran i més urgent per a Espanya és l'augment i la industrialització de la producció agrícola, la qual cosa fa indispensables fertilitzants i maquinària agrícola, i no pas indústria pesada. Aquests experts creuen que la idea de la nova fundició d'acer demostra l'escàs interès que té Franco per a promoure una rehabilitació de l'economia espanyola ».

« Altres experts britànics, francesos, alemanys i d'altres països europeus occidentals, critiquen l'aventura des d'un altre angle. Declaren que l'Europa occidental posseeix una excessiva capacitat d'acer i temen que abans de finalitzar l'any, el Rhur, i àdhuc els productors anglesos d'acer, buscaran desesperadament clients estrangers per a col·locar llurs excedents ».

« (...) Els propis productors espanyols d'acer són també contraris al projecte i donen com a raó que Espanya, que manca ja de ferro bó i de carbó de coc per als forns existents, augmentarà aquest dèficit amb les noves instal·lacions ».

Les CARTES D'EUROPA, que apareixen un cop cada mes, expressen amb tota independència l'opinió d'un grup de catalans demòcrates que pertanyen a diferents formacions polítiques i que treballen en el Moviment Europeu, a través del Consell Català, per una Europa Unida sota el signe de la LLIBERTAT.

E preu de cada CARTA és d'una pesseta a Catalunya i vint francs francesos arreu del món.

Redacció i Administració : Boite Postale 1507, Paris VII^e — Le Directeur : Roger BARRIER.

Compte dels xecs postals : C.C. Paris 1607-63 - Cartes d'Europa - Boite postale 1507 - Paris 7.

*La Jansa Gisoella para
lucha propaganda
4/83*

Senas omunes EDITORIAL ARANZADI - PAMPLONA.

Javier Ariz Gorriz
 Julian Comia Mosso
 Jose Rodriguez Miranda
 Antonio Arroyo Benitez
 Javier Epalza Aranzadi
 Juan T. Azcarate Echenique
 Juan Satamaria Ansa
 Luis Callejo Oscoz
 Igracio Usechi Ocon
 Antonio Laguna Serrano
 Jose Rodriguez Devosa
 Miguel de Perano
 Julio Garcia Herrero
 Acacio Francos
 Jose Moyron Duran
 Jose Maria Piudo Piudo
 Jose Fernandez Victorio
 Rafael Ramos Losada
 Florencio Morales
 Florencio Martinez Baro
 Alfredo Manpaso Bueno
 Federico Enrique Ferrer
 Luis Chillon Sanz
 Emilio Villanueva Echeverria
 Alfonso Alzagaray Jacome
 Fernando Berazaluce Elcar te
 Rafael Gofii Latasa

Juan Carlos Garcia Polavieja
 Luis Oroz Zabaleta
 Jose Maria Abreu Zumarraga
 Luis de Diego Sanper
 Valentin Blazquez
 Francisco Rebota Beunza
 Jose Lopez Candela
 Bernardo Garcia Gutierrez
 Jose Maria de Gazpafaga
 Antonio Peito Lopez
 Manuel de Sabricio Lopez
 Jose Luis Garcia Rubio
 Felix Valencia
 Julian de Pinedo
 Rafael Sabio
 Antonio Castrillo
 Jose Aguerre
 Ramon Gofii Nagore
 Estanislao de Aranzadi

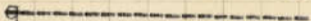
BOLETIN DE INFORMACION

11, Avenue Marceau - PARIS (16)
 SERVICE BASES DE PRESSE

Oficina Prensa Enzkaqi

ENSKO DEVA ■ subbjetem, qn u,

ARCHIVO FEDERALISTA



Barcelona, 10 de Abril de 1953.

CONSEJO FEDERAL CATALAN

El MARTINEZ que fué a la reunión del Consejo Federal Español, lo fué, en cierto modo, como representante catalán.

Hay aquí un organismo llamado Consell Federal Catalá, formado hacia el pasado mes de Septiembre.

Por otra parte, Unión Democrática está en relación directa, por correo y también por alguna entrevista personal, con AGUILAR. Este les ha escrito alguna carta en la que se manifiesta como demo-cristiano. El de Unión Democrática se ha creído en el caso de dar a conocer dicha carta en el seno del Consell Federal Catalá, dando con ello estado oficial a dicha relación.

De paso diré que, habiendo representantes de otras tendencias en el dicho Consejo Federal Catalán, la postura demo-cristiana de AGUILAR, y sobre todo sus afirmaciones de que haya que volver a cristianizar el mundo, han suscitado los recelos y disgustos, diré así, de los no cristianos.

Madrid, 11 de Abril de 1953.

Federalismo

ACTIVIDADES DE AZAOLA

Según Verbis, Azaola se muestra activísimo en la rama de su especialidad del federalismo europeo. Han constituido un grupo de Estudios que tiene su sede en el Ateneo y que tiene reuniones semanales en las que se hacen exposiciones de temas y polémicas sobre las exposiciones.

Al parecer, este grupo ha llegado a tener unos treinta y cinco asiduos concurrentes. Para estas reuniones se envían invitaciones de las que -a pesar de conocer la postura de Verbis- le ha enviado dos. Verbis le ha enviado estas invitaciones a Vitoria, a título de información.

10 - 4 - 53.

Querido amigo Vitoria:

Recibida su carta del 20-2-53 y los trabajos de usted. Felicitaciones por la actividad desplegada y por los primeros resultados, verdaderamente reconfortantes. Esperemos que seguirán adelante y en progresión vertical y horizontal, es decir en profundidad ideológica y en extensión geográfica. El objetivo inmediato es llegar a disponer de grupos, por pequeños que sean, en la mayoría de poblaciones importantes.

En este sentido no nos cansaremos de insistir sobre la necesidad de trabajar con el máximo de precauciones. No se dejen llevar por los primeros éxitos de organización, no se confíen demasiado. El enemigo no tiene mejor aliado que nuestras propias debilidades. Descentralicen al máximo la organización, eviten que todo el mundo lo sepa todo, camuflen el trabajo todo lo posible, faciliten la iniciativa espontánea de cada grupo y su autonomía orgánica. Limiten el organismo de dirección al mínimo imprescindible. Probablemente nuestros consejos son obvios e innecesarios, pero nos creemos en el deber de insistir. Vds. son la base de un gran movimiento en potencia, que ninguna ligereza debe poner en peligro. La mayoría de las actividades clandestinas de los últimos años constituían la prolongación y la estela de situaciones políticas pasadas, la de Vds. responde a una situación política que se inscribe en el futuro. Del pasado, la policía conocía fácilmente los hombres, las ideas, los enlaces, las reacciones profundas; del de Vds. la policía no conoce en principio nada. Ahí residen en gran parte nuestras posibilidades. El pasado dependía únicamente de nosotros los españoles, de nuestra capacidad de sacrificio y de la situación catastrófica del país; nuestro futuro depende en gran parte de las realizaciones de la revolución europea que ha empezado. La democracia europea, fuerza dinámica de las transformaciones que han comenzado, es por esencia y conciencia hostil al franquismo, que constituye una amenaza permanente a lo que con tantos esfuerzos se intenta crear; Europa sabe, por otra parte, que si Franco no estuviera actualmente en el poder, España formaría parte de la actual Comunidad europea; no hay la menor duda que, en la medida que la Europa unida tomará forma y fuerza, jugará intransigentemente contra el franquismo. Ustedes y nosotros estamos preparando este día. El trabajo será probablemente duro, largo y difícil. Hay que trabajar en el marco de las grandes perspectivas, sin precipitaciones, sin prisas, sabiendo que nuestra acción se inscribe en la roca dura de las realidades.

GRUPO DE ZARAGOZA

Ultimamente han venido a vernos unos muchachos de Zaragoza, cuyos nombres y señas van a parte. Han manifestado una gran curiosidad por todas las realizaciones europeas y un gran interés por las actividades del Consejo Federal Español, con el cual han decidido de mantenerse en contacto. Son un grupo de muchachos, profesores y alumnos, de la Universidad de Zaragoza. Han creado un centro de estudios europeos y organizan conferencias, discusiones y estudios. La mayoría son de mentalidad monárquica. Hasta la fecha no han tenido relación con ningún otro grupo en España y desconocían la existencia de preocupaciones parecidas en otras universidades o ciudades. Les hemos proporcionado material de información y hemos establecido contactos epistolares regulares.

Un problema se plantea. Nosotros no tenemos de estos muchachos ninguna referencia. No queríamos correr el riesgo de ligereza y en nuestras conversaciones nada les hemos dicho del trabajo que están realizando ustedes. Sólo les hemos indicado que en otras universidades y en otras ciudades amigos nuestros están trabajando en un

sentido europeo. Ellos están dispuestos a entrar en contacto con quienes nosotros les digamos. De todas maneras la precaución se impone. Antes de llegar a una plena compenetración, es necesario saber lo que realmente son y representan.

El mejor método sería el siguiente: ustedes, por los medios que estimen convenientes, deberían obtener información sobre estos amigos, garantías morales y políticas sobre los tres o cuatro que pasan por ser los dirigentes. Por otra parte uno de ustedes, a título completamente personal y sin poner en peligro la organización, debería escribir al amigo indicado aparte, dándole que lo hace por indicación mía (de Gironella) y que tiene interés en entrar en relación epistolar y que le informen de sus trabajos de carácter europeísta. Una vez la relación establecida y las referencias obtenidas, ustedes mismos verán hasta donde pueden llegar en el plan de la organización.

TRABAJO EN CATALUÑA

Nuestros amigos de Cataluña trabajan mucho y bien. La proximidad de la frontera con Francia les permite salir del país y establecer relaciones directas con nosotros. Repetidas veces hemos tenido largas conversaciones con estos amigos y hemos discutido de viva voz los problemas ideológicos y tácticos. Están preparando un gran plan de actividades y por nuestra parte les mandamos regularmente información objetiva y completa.

Ultimamente, estos amigos de Cataluña y los catalanes de Francia, que forman en conjunto el grupo catalán del Consejo Federal Español, editan un pequeño boletín, llamado CARTAS DE EUROPA, destinado fundamentalmente a propagar en Cataluña las ideas europeas. Este boletín es regularmente enviado a profesores, maestros, estudiantes, intelectuales, economistas, periodistas y personas destacadas de la vida ciudadana, además de bibliotecas, escuelas, grupos excursionistas, centros recreativos, etc. Les mando los números que han sido últimamente publicados.

Creo que alguno de los muchachos que lleva el trabajo en Barcelona estuvo últimamente a verla a Vd. en su propio "centro". Ellos harán cuanto sea necesario para coordinar su acción con la de ustedes.

MONARQUICOS

Estos amigos tienen una persona que forma oficialmente parte del Consejo. Le hemos planeado la sugerencia de ustedes. Se ha tomado nota y se nos prometido que el asunto sería planteado a quien corresponde y que seguramente se haría una indicación a los monárquicos de marras para que entraran en acuerdo con ustedes y trabajaran juntos.

MEJICO

En relación con lo que nos indicaron ustedes hace meses hicimos las gestiones pertinentes en Méjico. Le acompaño la respuesta, que espero merecerá su aprobación.

JORNADAS DE ESTUDIOS EUROPEOS DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL M.E.

Hemos celebrado a fines de Marzo unas jornadas de Estudios Europeos. El objeto era doble. De un lado, integrar la emigración española residente en Francia a la acción europea general, teniendo en cuenta que un interés creciente se manifiesta en los medios españoles sobre todos los problemas de carácter europeo. Por otro lado,

afirmar nuestra presencia en Europa, frente a las maniobras persistentes de los franquistas y de los "anfibiaos" como Azaola que no han abandonado la idea de entrar a formar parte de los movimientos y de los organismos europeos. La delegación de Gobierno de Franco participando a las conversaciones en vistas a la organización de los mercados agrícolas europeos y Ballester-Azaola que han nuevamente insistido cerca de la Secretaría General del Movimiento Europeo para que una delegación de personalidades españolas sean recibidas el próximo mes de julio por los dirigentes de este Movimiento, la única manera era dar un gran golpe de propaganda, buscando a situar cada cosa en su lugar. Las Jornadas de Estudios nos dieron esta oportunidad.

Le acompaño una pequeña reseña de estas Jornadas que han constituido una verdadera manifestación de trabajo y de fuerza. El ciclo de conferencias reunió una asistencia irregular, la mayoría jóvenes. El domingo por la tarde, a la conferencia del Sr. Madariaga, el local estuvo materialmente abarrotado. Entre 250 y 300 personas. El meeting del sábado por la noche reunió una 500 personas. Más adelante les mandaremos el resumen de las principales intervenciones.

INFORME ENVIADO AL CONSEJO DE EUROPA

Las Jornadas de Estudios Europeos nos dieron la ocasión de presentar a la prensa internacional, convenientemente editado, el Informe que el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo acaba de enviar al Consejo de Europa. Junto con el material de información les enviamos a ustedes dos ejemplares del Informe. Este documento ha sido enviado a todos los diputados de Estrasburgo, a las principales personalidades que constituyen el Movimiento Europeo, a todos los periódicos y periodistas de más nombre, así como a una serie de personas y personalidades del mundo político e intelectual.

UN NUEVO CONGRESO DE LA HAYA

El Movimiento Europeo prepara, probablemente para el próximo mes de octubre, en La Haya, un gran Congreso para sostener el apoyo de Comunidad Política Europea últimamente elaborado por la Asamblea Ad Hoc o constitucional. El Congreso reunirá por lo menos unas 500 ó 600 personas. Si a esta ocasión alguno de ustedes tuviera la ocasión de poder encontrarse en el exterior, nosotros podremos arreglarle todo lo relativo a su participación en el mencionado Congreso. Probablemente 6 ó 8 delegados de nuestro Consejo Federal Español serán invitados a tomar parte en el mismo.

Nuestro interés no es solamente para que uno de ustedes vea con sus propios ojos las personas, los argumentos y el estado de ánimo de esta manifestación, sino también para poder discutir ampliamente entre nosotros y establecer si posible todo un plan de actividades comunes. De todas maneras tenemos tiempo y probablemente la ocasión de volver a hablar de ello. Lo que importa es que si alguna vez alguno de ustedes pasa por aquí, que no pierda la oportunidad de vernos y de saludarnos.

MATERIAL DE INFORMACION

Adjunto lista de material de información que acabamos de mandarles.

Un abrazo

GIRONELLA

10 - 4 - 1953

ENVIO NUMERO 4

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN

Rapport adressé au Conseil de l'Europe (dos ejemplares)

CONSEIL DE L'EUROPE

La Convention Européenne des Droits de l'Homme.

ASSEMBLEE AD HOC

Comptes-rendus analytiques de la session de Mars 1953
Projet de Traité portant STATUT DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

MOUVEMENT EUROPEEN

Nouvelles de l'Europe nos. 32 - 33 - 34 (dos ejemplares de cada uno)
Etudes sur le Federalisme - Volúmenes II y III
Cahiers Européens - numero 2

MOUVEMENT EUROPEEN (Organisation Française)

Conférence Nationale (mois de janvier 1953)
Courrier Européen (N. 8)

MOUVEMENT EUROPEEN (Section Belge)

Bulletin EUROPE UNIE -numeros 1 y 2 de 1953

CAMPAGNE EUROPEENNE DE LA JEUNESSE

JEUNE EUROPE - (Numeros 1 - 2)
Fiches du Militant Européen
(La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier)
(La Communauté Européenne de Defense)

CENTRE EUROPEEN DE LA CULTURE

Bulletin numero 10

MOUVEMENT SOCIALISTE POUR LES ETATS UNIS D'EUROPE

Gauche Européenne (numeros 1 - 2)
La Petite Europe

LIGUE ECONOMIQUE DE COOPERATION EUROPEENNE

Reconstruction monétaire - (Congrès de Bruxelles 29-31 janvier 53)

NOUVELLES EQUIPES INTERNATIONALES

L'Eveil de l'Europe - Numeros Janvier - Avril mai - Aout Sept.

UNION FEDERALISTE INTERUNIVERSITAIRE

La jeunesse et l'idée européenne

ZARAGOZA

Personas que nos han visitado:

José Alberto García Atance
Paseo de la Independencia n.14
ZARAGOZA

Pemón Sainz de Baranda
San Vicente de Paul n. 23
ZARAGOZA

Para ponerse en contacto deberían ustedes escribir a

José Luis Andrés Aguilar
Paseo de Ruiseñores n. 57
ZARAGOZA

(de parte del Sr. Gironella que tuvo la ocasión de saludar,
a su paso por París, a los Señores García Atance y Sainz
de Baranda)

SOBRE TODOS ELLOS ES NECESARIA UNA INFORMACION PREVIA: LOS PRIMEROS
CONTACTOS DEBEN SER PRUDENTES

Nuestros amigos de Sevilla nos anunciaron, con fecha 18 de noviembre 1952, que una Universidad libre de Méjico, en la que trabajan profesores españoles refugiados, había invitado oficialmente, por conducto del gobierno, a unos profesores franquistas.

En la comisión de intelectuales designadas, decía que figuraba el profesor Juan Manzano, de la Universidad de Sevilla. Su condición de antiguo discípulo de Altamira se presentaba a que lo considerasen en Méjico como hombre al margen de la situación cuando no contrario a la misma. Y los amigos de Sevilla nos pedían que previniésemos a nuestros amigos de Méjico.

Hecha la advertencia a Méjico, se me contesta que el profesor Niceto Alcalá Zamora es requerido en consulta por el Rector de la Escuela Libre de Derecho que funciona en Méjico cada vez que se trata de hacer alguna invitación a profesores de España; las únicas invitaciones que se han cursado me aseguran haber sido hechas a Gimenez Fernandez, de Sevilla y a Perez Serrano y Garrigues, de Madrid. Parece ser que solo Garrigues contestó afirmativamente, pero que después de haber comenzado las gestiones para el viaje, hubo de desistir.

La Escuela Libre de Derecho de Méjico me dicen es una especie de Deusto en pequeño. Sus títulos tienen validez académica.

JORNADAS DE ESTUDIO DE LA SECCION JOVEN DEL CONSEJO FEDERAL
ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

P A R I S

marzo 1953

- - - - -

P R O G R A M A

marzo: Viernes

Tarde

Recepción de los delegados

5.30

Conferencia de prensa y aperitivo en los locales
de los AMIS DE LA LIBERTE, Avenue Montaigne

Tomarán la palabra los señores MADARIAGA, PEZET y
DRAPIER (o Rebattet) para explicar la actitud
del Consejo Español, de la Asamblea de Estras-
burgo y del Movimiento Europeo ante el problema
de la integración de España a Europa.

marzo: Sábado
mañana y tarde,
marzo: Domingo
mañana

Jornadas de estudio: Conferencias seguidas de
discusión general. Dos temas por sesión.

Conferenciantes y temas posibles:

Salvador de MADARIAGA: La estructura política de
la nueva España.

Rodolfo LIOPIS: Puede la unificación europea
ayudar a resolver el problema social de
España?

Julio JUST o Fernando VALERA: Las Comunidades
económicas europeas y España.

José Antonio AGUIRRE: La tolerancia base de
toda Federación.

Felix VEJARANO: La vocación europeísta de
España.

Juan SAURET: Integración a Europa, garantía
de libertad

Locales de los AMIS DE LA LIBERTE

marzo: sabado

20.30

Reunión pública en los locales de FORCE
OUVRIERE, 198 Avenue du Maine

Presidencia: Salvador de MADARIAGA

Oradores: André PHILIP
Henri FRENAY
Léon JOUHAUX
Pierre-Henri TEITGEN
CHIOSTERGUI
Albert CAMUS o BRUGMANS

marzo: domingo

15.30

Festival folklórico, en uno de los salones
de LA SORBONA.

Bajo la presidencia de honor de los Srs.
Albert SARRAIL, Rector de la Academia de Paris
Marius ROQUES, del Instituto de Francia
François MAURIAC, Premio Nobel de Literatura
Pierre FOUCHE, Director de Fonética

Con la colaboración de los siguientes elementos

Maria CASARES
Grupo bailes populares vascos
Esbart Catalan de Dançaires
Cantatriz (números gallegos)
Niño de Cadiz y acompañamiento
Guitarrista y canto jondo

AUTORITE SUPRANATIONALE ET LA NOTION DE SOUVERAINETE

Respuesta al Cuestionario

Comentario general

Euzkadi (el País Vasco) no tiene existencia como Estado independiente. Hay forma parte de España, en la que ocupa las provincias de Vizcaya, Guipuzcoa, Alava y Navarra. España es, en tesis, una Republica regida, de jure, por la Constitucion de 1931. De facto, y en hipotesis, España es el Estado totalitario regido y gobernado por el General Franco. Euzkadi (el País Vasco) fue regido por sus "Fueros", Cartas Constitucionales, hasta 1839, en cuya fecha, quedó ^{reducido a} constituido en las cuatro provincias de España, conservando un régimen de autonomía, sobre el cual, fue erigido el Estatuto ^{característico en} Autonomico de 1936. En la actualidad, el Estado republicano, con su Presidente, su Parlamento, su Gobierno y las restantes instituciones complementarias, se halla en exilio, reconocido como régimen de jure por varios Estados, desconocido por otros y en sistema de mudus vivendi por algunos. El Gobierno Vasco, con los organismos integrantes de su vida juridica, está así mismo en exilio. ^{el territorio de} Sobre Euzkadi, como sobre todo el Estado español, no existe otra autoridad de facto que la del General Franco y su régimen.

Acompañamos:

El texto de la Constitucion de la Republica española.

El texto del Estatuto de Autonomia de Euzkadi.

Y el rapport presentado ^{en Mayo de 1953} al Consejo de Europa por el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, que define de manera sintética el régimen franquista instaurado sobre el Estado español.

Previo este comentario general, pasamos a contestar al cuestionario. Lo haremos atendiendo a las tres situaciones reflejadas en aquel comentario previo.



ГРЕБЕК 13-93
СЛУЖБА ЗА ПИСМАТА И ДОКУМЕНТИ
SERVICIO BASCO DE PSESSA
Орден "1918-1919"
ΕΠΙΣΚΟ ΔΕΛΑ

la Ley que atribuye como es ~~atribuida~~ a los Gobiernos aut6nomo la tutela legitima de los de edad ~~menores~~ que carecieran de padres o guardadores legales en el extranjero, con arreglo a la Convencion de La Haya y dem6s aplicaciones de derecho internacional.

2 - Contestada en la anterior.

3 - Tambien est6 contestada en el punto primero.

a) - En la teor6a politica, el franquismo no ha hecho variaci6n alguna. La filosof6a ~~totalitaria~~ totalitaria inspira la teor6a del Jefe 6nico responsable solo ante Dios y ante la historia, en el que se concentran todos los poderes del Estado y del que emanan a los restantes 6rganos e instituciones, que proceden siempre por delegaci6n de aquel, sin que, ni la ciudadan6a, ni la naci6n, ni el Estado mismo, sean base de soberan6a, otorgada exclusivamente al Jefe.

b) - En la practica, posteriormente a la derrota de los paises totalitarios, el Estado franquista ha adoptado formas aparentes que sirven para presentarle como un Estado de derecho. Pero, se trata solamente de apariencias. Mencionaremos entre ellas: la declaraci6n del Estado como una monarqu6a, la reunion de Cortes a guisa de Parlamento, y el Fuero o Carta de derechos de los espa6oles. La monarqu6a es tan solo un enunciado. Es una monarqu6a sin rey, en la cual, todos los poderes continuan siendo atribuidas al ^{integrado} General Franco. Las Cortes son un organismo ~~designado~~ ^{designado} por elementos afectos al franquismo, ~~nombrados~~ ^{designados} de manera directa e indirecta por el Jefe del Estado, y que carecen de la facultad de hacer las leyes, facultad reservada de manera expresa ^{y exclusiva} al Jefe del Estado. El Fuero de los Espa6oles, con su apariencia de Carta de derechos de los ciudadanos del Estado, tiene la misma eficacia que tuvo la Constitucion rusa en tiempos de Stalin. Se trata pues de apariencias adoptadas para arrear el Estado totalitario ^{para poder} franquista, autoritario y carente de democracia, ~~presentarlo~~ ^{presentarlo} en un mundo de ~~democracias~~ ^{democracias} con apariencias menos apuestas al resto de los paises libres.

c) - En la jurisprudencia emanada de los organismos actuales establecidas en Espa6a existen casos concretos que permiten deducir la situaci6n de arbitrio ~~en~~ ^{en} las relaciones

ejemplar
 Daremos dos datos de bien diverso orden.
 nada. / Los consulados reciben peticiones de ciudadanos para que se les vise su docu-
 mentación. Dichas *con frecuencia* peticiones, formuladas en situaciones idénticas, unas veces son aceptadas
 Y no debe olvidarse que, las
 y otras rechazadas: ~~en algunos consulados~~ *por vía de propaganda* consulados, por hallarse situados ~~en~~
 en el extranjero, son los centros en los que se extrema más el cuidado de bien pare-
 cer para el régimen franquista.

Acaba de ser depuesto el Presidente de la Audiencia de Vitoria, porque el fallo
 condenatorio de un grupo de demócratas-cristianos, no fué tan tan severo como deseaba
 que lo fuera el General Franco. *no puede ser más* El hecho es significativo. 16 ciudadanos fueron proce-
 sados hace seis años, con motivo ~~de~~ *de* celebrarse el cuarto centenario del naci-
 miento del Padre Vitoria, el precursor del derecho internacional. ~~Estaban~~ Su delito
 colgar pasquines y
 fué el de/repartir octavillas en las cuales se leía que, el Padre Vitoria, defensor de
 los derechos de la persona humana, si hoy viviera sería un exilado más del régimen fran-
 quista que ~~ha~~ *aquellos* deseenese y censulca ~~esos~~ *esos* derechos cada día.

En el Estado republicano, que continúa viviendo en exilio con sus órganos de expresi-
 ón soberana, y en el País Autónimo Vasco, cuyo Gobierno está así mismo exilado, ~~manten~~
 la teoría política ha sido influida por las corrientes federales europeas de solidari-
 dad continental. Así resulta que los socialistas españoles son miembros de la asociación
 para los Estados Unidos Socialistas de Europa; los liberales y republicanos españoles ~~mantienen~~
 integran la Internacional Liberal incorporada al Movimiento europeo; los vascos ~~mantienen~~
 el Consejo Vasco por la federación europea, y
~~son~~ *los muchos vascos* son miembros de los Nuevos Equipos Internacionales, del Movimiento Federalista, y
 de la Asociación de Comunidades y países europeos. Todas las demócratas peninsulares
 están agrupadas en el Consejo Federal Español, miembro del Movimiento Europeo. Estas
 actividades, seguidas de manera ininterrumpida, incesperan cada día a la democracia pe-
 ninsular ~~nuevos~~ *su* motivos ~~son~~ *su* por los que ~~la~~ *su* teoría política resulta influenciada.

V - República, Cataluña, Euzkadi, demócratas, cristianos, vascos, catalanes y vascos -



ETIKETA 13-23
 EUSKO-IZABAR-BANAKITZA

11' Vitoria (191)
 SERVICIO BASCO DE PRESSE

Oficina Prensa Euzkadi

EUSKO DEIA ■ zuzbideren: qn u.

4 - La filosofía moderna, cultivada de manera singular desde las universidades, ~~hambroscas~~ condujo a la República a adoptar las normas jurídicas a las que vamos a referirnos en el punto siguiente. Mas que una influencia del mundo exterior, se produjo un renacimiento de valores ^{tomando como maestros a} peninsulares, de manera singular/Vitoria y Suarez. Este renacimiento no pudo ser incorporado a la vida jurídica del país hasta que advino la República. Durante la monarquía, puede afirmarse que, ^{la vigencia de} la nación vivió ^{a partir del siglo XVI} confeccionado sobre modelos extranjeros, y al servicio de ~~ausente~~ del Estado. La República significó la orientación contraria, y por primera ~~vez~~ vez en la ~~historia~~ ^{historia} moderna, la nación comenzó a participar en la vida jurídica del Estado y a trazar su propia historia.

La intelectualidad vasca había sido fuertemente influida ^{en el siglo XVIII} por la enciclopedia. Las sociedades de amigos del país fueron creadas al calor de aquel movimiento. ~~Alm...~~ El régimen de economía liberal en que, hasta 1839 vivió el país vasco, en libre cambio y sin aduanas, favoreció el contacto permanente de los medios vascos con los restantes continentales. Al través de la Compañía Guipuzcoana de Caracas, los vascos llevaron esas mismas ideas a Venezuela, y a ello se debe ^{puede atribuirse} el que en aquel país ~~surrieran~~ ^{surgieran} proceres, las figuras, de origen vasco, ~~de Miranda~~ de Miranda el precursor y Bolívar el libertador. Al estallar la guerra entre la monarquía española y la República francesa, Guipuzcoa pactó su separación de la primera y su unión a la segunda, pacto que las armas ~~no~~ ^{y el} Tratado de Basilea ~~dejaron sin efecto~~. El intento se repitió en tiempo de Napoleón, que pensó llevar su imperio hasta el Ebro, compensando a España con Portugal. Al proclamarse la República española, el primer acto público celebrado por los vascos se denominó Euzkadi-Europa, desarrollándose en un cursillo de conferencias la necesidad ~~de~~ de las naciones europeas de encontrar una fórmula política de solidaridad continental, en la cual, la independencia y personalidad ^{espiritual} de aquellas, estuviera

se puede atribuirse a...

7
garantizada por una constitucion ~~antecedente~~ que, abarcando todo el continente, resolviera los problemas politicos, economicos y sociales con unidad estatal. Exilados en Inglaterra durante la ultima gran contienda, los vascos tomaron la iniciativa de formar la Union Cultural de los Paises de Europa Occidental, que tuvo su asiento en el Instituto frances de Londres. Las corrientes de unidad europea ^{y consiguientes cesiones de soberania} llegan pues a los vascos encontrando en ellos un terreno preparado y afirmando antiguas posiciones.

El franquismo ha cortado la historia de Espana. La nacion no participa en la gestion publica, que se hace a su espalda. El renacimiento filosofico, que tuvo expresion en la Constitucion de 1931, ha sido ^{previa} acallado por la censura impuesta al periodico, a la revista y al libro, por las prisiones, el exilio forzoso y los piquetes de ejecucion.

(el 9º después)

6 - El articulo septimo de la Constitucion de 1931 reza textualmente:

"L'Etat espagnol..... (copia integra)

El articulo sexto, para poder hacer mas efectiva la doctrina politica sentada en el septimo, prescribe: "L'Espagne renonce.... (copia integra)
^{El autor establece = (copia integra)}
La preocupacion de la Comunidad republicana instituida en la Constitucion de 1931 de que, en todo caso, fueran cumplidos en el interior del pais las convenciones internacionales limitativas de la soberania del Estado mismo, se refleja en los primeros parrafos del articulo 15, del que transcribimos unas lineas: "A l'Etat espagnol correspond la legislation et aux regions autonomes... l'execution... sur les matieres suivantes: 1 - Legislation penale, sociale, commerciale et celle concernant la procedure... la forme du mariage, la reglementation des enregistrements et hypothèques. Le Gouvernement de la Republique veillera au controle de l'application des Traités Internationaux relatifs a la matiere" (Los subrayados son nuestros)

Por esta disposicion, la Comunidad republicana, aun a riesgo de mitigar ^{soberania} la ~~independencia~~ de los Paises autonomos, establecio el ~~mandato~~ precepto reproducido, para que, en todo momento, el articulo septimo tuviera plena e

8

ción. La autonomía regulada en la Constitución de 1931 tenía como forzoso aquellas estipulaciones que condujeran a la unidad internacional. La misma limitación se establece en el artículo sexto del Estatuto Vasco, que dispone: "El País Vasco ejecutara la legislación social del Estado y organizara todos los servicios que la misma haya establecido o establezca. El Gobierno de la República inspeccionara la ejecución de las leyes y la organización de los servicios para garantizar su estricto cumplimiento y el de los Tratados internacionales que afecten a la materia" Y el artículo noveno del propio Estatuto Vasco dice del Gobierno de la República, que "ejercera siempre la alta inspección sobre el cumplimiento de los referidos tratados y convenios y sobre la observancia de los principios del derecho de gentes" (Los subrayados son nuestros)

El régimen franquista ha dejado sin efecto la Constitución de 1931 y el Estatuto Vasco, y con ellos, todos los preceptos por los cuales, ~~los~~ eran incorporados al derecho vigente los principios y normas que otorgaban vigencia dentro del Estado español a las reglas universales de derecho, aceptando automáticamente las renunciaciones o cesiones de soberanía inherentes a tales reconocimientos.

5 - El artículo 1 de la Constitución de 1931 establece: "Les pouvoirs de tous ses organes -de la República espagnole- émanent du peuple" y el 51 dice: "La puissance..." *(Cofundado)*

Los artículos 8 y siguientes establecen y regulan la autonomía -soberanía restringida- de ayuntamientos y ~~provincias~~ regiones, dentro del Estado; y el 25 y los que le siguen enumeran las garantías individuales y políticas, conocidas como derechos ~~de la persona humana~~ de la persona humana.

El concepto de propiedad como función social, atribuida por ella *en su ejercicio* a la soberanía del Estado, se estatuye en el artículo 44 de la Constitu-

9
cion, que dispone: ~~El Estado tiene el monopolio de la fuerza pública~~ "Toute la richesse...
(se copia integro).

Añade el artículo 45: "Toute la richesse... (se copia el primer párrafo).

tambien
Y el artículo 46 declara ~~el~~ trabajo función social, afirmando:
"Le travail sous ses diverses formes constitue une obligation sociale",
principio que ^{se} aplica a las diversas modalidades del trabajo en los
artículos siguientes.

"Le service de l'enseignement constitue une attribution essentielle
de l'Etat", reza el artículo 48, y el siguiente afirma: "Les titres
academiques ou professionnels sont exclusivement delivres par l'Etat",
afirmando esta ^{plena} ~~su~~ ^{sobre la materia,} ~~soberania~~ ~~excesiva~~ ~~soberania~~ ~~contra~~ ~~la~~ ~~que~~ ~~los~~
vascos causamos nuestra protesta, ~~solemne~~, pues que, es "l'Etat qui
determinera les apreuves et formalites necessaires pour les obtenir,
dans le cas ou les certificats d'etudes proviendront de centres
d'instruction des regions autonomes".

Por

/El artículo 61, "La Chambre.. (se copia todo el párrafo).

Con arreglo al art. 76, extremo e), "Les traites de caractere poli-
tique... (se copian los cuatro párrafos).

Segun el siguiente, 77: "Le President (se copia todo).

Y a tenor del 78: "Le President (se copia integro).

Asi mismo y con arreglo al artículo 82 "Le President pourra etre
destitue avant l'expiration de son mandat", en los casos y condiciones
estatuides. De este artículo se hizo aplicacion para ^{dejarlo de su cargo} ~~destituir~~ al
primer Presidente Don Niceto Alcalá Zamora, designando para sustituir-
le a Don Manuel Azana.

En cuanto afecta a la soberania aplicada a la función judicial,
dice el art. 94 que "La justice est administree au nom de l'Etat" y que
"Les ~~magistrats~~ juges sont independants dans leurs fonctions. Ils ne sont
seulement soumis qu'a la loi." Y el art. siguiente, 95, añade: "Sent

bolis tous les tribunaux d'honneur, tant civils que militaires".

La soberania fiscal se establece, entre otros, en los articulos 110 y 115 que ^{establecen} establecen. El primero: "Le budget (se copia)"; y el segundo: "Nul ne sera (se copia el primer parrafo)".

El regimen franquista, al ~~medu...~~ concentrar el poder en la persona del Jefe del Estado, ~~ningun...~~ ha hecho desaparecer de la realidad todo el ejercicio de la soberania por ~~ningun...~~ la nacion constituida en Estado. Las prescripciones reglamentarias que dan cierta apariencia de ~~norma...~~ normativas a las actividades del poder, son supuestos de ~~los~~ que las autoridades prescinden cuando les acomoda, sin que exista medio de impedirlo, pues que, ~~la soberania~~ no reside en la nacion, ni en el Estado, sino en el General Franco.

7 - Contestado en el extremo anterior.

8 - En vida normal de la Republica espanola, ~~nunca~~ nunca/la nacion de soberania ^{puo ser} opuesta juridicamente/a una cooperacion internacional.

~~El regimen franquista...~~

El regimen franquista, de caracter totalitario y despetico, no constituye un regimen de derecho, sino un estado/de ocupacion del pais por el ejercito, sobre cuyas bayonetas se ~~ejerce~~ ^{asienta} el poder, ~~en~~ ^{en "estado de guerra"}

9 - ~~La Republica...~~ La Republica, como antes hacemos constar, dedica a esos reconocimientos el titulo tercero, capitulo primero, articulos 25 al 43 de la Constitucion, y crea un Tribunal de Garantias para su afianzamiento, regulandolo en el titulo noveno, articulos 121 al 125 de la referida Ley fundamental.

El regimen franquista tiene una apariencia de reconocimiento en el Fuero o Carta de derechos de los espanoles, pero tal disposicion no es eficaz para otorgar la proteccion que su letra estatuye, ni en ^{ella} ~~que~~ se

las garantías inherentes a ~~la persona humana~~ la persona humana como derechos naturales del hombre que existen independientemente del Estado y que el Estado se halla jurídicamente obligado a respetar de una manera absoluta.

10 - Hoy no puede conocerse de manera auténtica e indubitable cual sea el sentimiento de nuestro país en orden a la idea de soberanía. ~~El~~ El régimen de dictadura totalitaria establecido sobre

su suelo

~~el~~ impide toda manifestación política libre, hallándose declarados delitos perseguidos por el Código penal franquista, todos los actos o manifestaciones en las ~~que~~ que se exprese un pensamiento contrario al régimen ~~franquista~~ propio

vigente, ~~que~~ fue constitutivo de delito ~~el~~ el pensamiento contrario aunque no se tradujera en actos.

al mismo régimen, y penado en la Ley de Responsabilidades. Cuando se ~~extinguio~~ el delito

extinguio el material humano sobre el cual pudo ejercitarse ~~el~~ de opinión, fue sustituido el Tribunal ~~de Responsabilidades~~ de Responsabilidades por ordenadas

reglamento un ~~de~~ de ejecución de todas las sanciones ~~decretadas~~ decretadas por aquel. con vigor retroactivo

Hoy siguen ejecutándose las sanciones decretadas/ contra personas fallecidas años antes de dictarse ~~por~~ la ley de responsabilidades.

la Unión Europea y de un

Todos los grupos humanos partidarios de un ~~regimen~~ régimen de soberanía internacional, demócratas cristianos, liberales o socialistas, están en la España franquista puestos fuera de la ley, y

el afirmar aquellas ideas es motivo suficiente para que se apliquen a los ciudadanos las prescripciones del Código penal.

Lo que podemos afirmar es que, ~~quienes~~ ^{todos los que} votaron y mantuvieron la República, y con ella el régimen de coexistencia de soberanías del

hombre, de la nación y del Estado que la Comunidad republicana peninsular supone, todos, sin excepción conocida, afirman los principios

que, sobre este aspecto, se contienen en la Constitución de 1931. Y esos

grupos humanos ~~que~~ forman la inmensa ~~mayoría~~ mayoría del país.

Lo que el General Franco no puede su reguero al contraste de una situación libre.

81) 12
B - L. AUTORITE SUPRANATIONALE.....

1 - En la hipótesis franquista, ^{situación de hecho} que vive España, ^{puede darse} no existe soberanía nacional, ni propiamente existe soberanía estatal. Todos los poderes están concentrados en el Jefe del Estado, en régimen vertical, autoritario y despotico. Del ~~ámbito~~ "caudillo" emanan todas las facultades. ^{aplicado no es mas que} EL derecho ~~es~~ su arbitrio o el de sus delegados. ~~La letra de~~ las disposiciones en vigor pone de manifiesto la existencia de un régimen totalitario, cubierto con apariencias moderadas, que ~~tratan de ocultar~~ ^{intentan} un sistema policial, caracterizado por el arbitrio del poder. A tal punto juega este arbitrio -no siempre en dano de los ciudadanos-, que el franquismo español puede ser definido como una tiranía templada por la inmoralidad.

La tesis política de España, la legitimidad constituida, es la República. Este régimen se halla en exilio, en todos sus órganos de poder, Presidencia, Parlamento, Gobierno, etc. ^{La} expresión jurídica fundamental es la Constitución de 1931.

Para los vascos, exilados en la República, el hecho jurídico se concreta en el Estatuto de Autonomía de 1936, cuerpo de derecho que no satisface sus aspiraciones, pero que significa la transacción precisa para que, las diversas corrientes de opinión pudieran aceptar un común denominador en el momento histórico en que fue aprobado, cuyas consecuencias estamos viviendo.

La República Española, definida en la Constitución de 1931, es una especie de Comunidad en la que coexisten diversas soberanías. El hombre ^{ciudadano o extranjero,} encuentra sus garantías individuales y políticas afirmadas en el Título tercero, capítulo primero, artículos 25 al 43 de la Constitución, con vigor no superado en ninguna otra ley fundamental ~~que nosotros conozcamos~~. Son autónomos los municipios, con arreglo a su artículo noveno. Son autónomos, con soberanía ^{variable,} los países que se constituyan según las normas previstas en los artic-

los 11 al 23. La soberanía del Estado aparece regulada en su ejercicio, con aplicación a las diversas gestiones del poder y a las distintas funciones del mismo, en todo el desarrollo de la Constitución. El régimen establecido ^{en aquella ley fundamental} es una democracia parlamentaria y social. Todas las soberanías reguladas ^{incluso la estructura del Estado} están constreñidas por la ley, y resultan restringidas en su ejercicio. Para coordinarlas, resolviendo los recursos de abuso de poder y los conflictos de jurisdicción entre las diversas soberanías coexistentes, fue creado por la misma Ley fundamental el Tribunal de Garantías, regulado en el título noveno, artículos 121 al 125 de la Constitución.

En 1939 pasaron al exilio la Presidencia de la República, el Tribunal ^{de} Garantías constitucionales, ^{el Tribunal Superior} el Parlamento y el Gobierno de la República, mas las Presidencias, Gobiernos y organos complementarios del poder de Cataluna y Euzkadi (Pais Vasco). Y en exilio continuan, adaptandose a las circunstancias impuestas, renovandose y ^{subsistiendo}.

La Constitución crea y regula el ejercicio de todas las ^{funciones} del poder y de sus organos respectivos; El Presidente de la República en su Título quinto artículos 67 al 107; el Parlamento en su título cuarto artículos 51 al 67; el Gobierno en su título sexto artículos 86 al 94; la Justicia en su título septimo artículos 94 al 107; y el Tribunal de Garantías en su título noveno, artículos 121 al 125.

El Presidente de la República es el Jefe del Estado y personifica a la nación. Es elegido por el Parlamento y un numero igual de compromisarios designados por sufragio universal. No pueden ser ^{funcionarios} los militares, los eclesiasticos ni los miembros de las familias reales reinantes. Su mandato dura seis años. Cubre sus ausencias e su muerte el Presidente del Parlamento. El Presidente de la República nombra y separa libremente al Gobierno, Declara la guerra, firma la paz, ^{promulga} las leyes, autoriza los Decretos,

55-22
 15-22
 50, Rue Singer (16)
 Delegation de Paris
 Gouvernement d'Euzkadi

negocia, firma y ratifica los Tratados internacionales. Cuando estos entran en cargas financieras para el pais o sus ciudadanos o exijan para ser aplicados medidas de orden legislativo, requeriran ^{su} ~~la~~ aprobacion por el Parlamento. Este requisito sera preciso asi mismo para la declaracion de guerra. Solamente podra disolver el Parlamento dos veces durante su mandato. El Parlamento puede ^{a su vez} destituir al Presidente por mayoria absoluta. Las leyes declaradas urgentes por dos tercios de los votos del Parlamento, seran promulgadas por el Presidente inmediatamente. Las no declaradas urgentes deberan serlo en plazo de quince dias.

~~El Presidente, durante este plazo, podra pedir a la Camara por mensaje razonado,~~ ^{que la ley se ponga a} nueva deliberacion. Si la Camara ratifica el texto anterior con dos tercios de votos, el Presidente ^{debera} ~~las~~ promulgarla seguidamente. Son nulos los mandatos del Presidente que no vayan suscritos por un Ministro. La ejecucion de dichos mandatos implicara responsabilidad penal. El Presidente es criminalmente responsable por infraccion delictuosa de sus deberes constitucionales. El Parlamento podra mantener su acusacion ante el Tribunal de Garantias con el voto de tres quintas partes de los diputados. La aceptacion de la querrela implica la destitucion del Presidente. Si el Tribunal la rechaza, automaticamente queda disuelta la Camara.

El poder legislativo reside en el pueblo, que lo ejerce por medio del Parlamento, elegido por sufragio universal sin distincion de sexos, con ~~mandato~~ ^{mandato} de cuatro años. Una Diputacion Permanente, designada por la Camara de su seno, representara a esta ~~camara~~ cuando no se halle reunida ^{en plenos.} El Parlamento se ~~reune~~ ^{reunira} automaticamente los dias ^{de cada tres.} primeros de Febrero y Octubre. Puede autorizar al Gobierno para legislar por Decreto. Los votos de censura aprobados por la mayoria absoluta de la Camara llevan aparejado el cese del Ministro/afectados.

El Presidente del Consejo, nombrado por el de la Republica, dirige la politica general del Gobierno. Este, con la propia Camara legislativa, ^{tiene} la iniciativa de las leyes. El Gobierno ^{es} responsable ante el Parlamento. En caso de delito, la Camara mantendra la acusacion ^{ante el Tribunal de Garantias}.

La Justicia es administrada en nombre del Estado. Los jueces son independientes en sus funciones, hallandose sometidos solamente a las leyes. La jurisdiccion penal militar sera limitada a los delitos militares. Son abolidos todos los Tribunales de honor, tanto civiles como militares. El Presidente del Tribunal Supremo es elegido por el de la Republica, a propuesta del Parlamento. La responsabilidad de los ^{magistrados} miembros del Tribunal Supremo o Fiscal de la Republica sera exigida ante el Tribunal de Garantias. Cuando un Tribunal tuviera que aplicar una ley ^{que} ~~estimada~~ inconstitucional, suspendera el procedimiento, planteando el caso ante el Tribunal de Garantias.

Las amnistias seran acordadas por el Parlamento; los indultos individuales en penas graves seran ~~una~~ otorgados por el Presidente de la Republica, previo informe del Tribunal Supremo y a propuesta del Gobierno. Los restantes de orden individual seran ~~otorgados~~ por el Tribunal Supremo. Se crea el Tribunal del Jurado, regulado por las leyes ^{de competencia}. El error judicial o el perjuicio ocasionado por delitos cometidos por los jueces daran lugar a indemnizacion ^{responsabilidad} para los interesados, con ~~garantia~~ del Estado.

Para garantia de las finanzas publicas y de su inversion, se crea el Tribunal de Cuentas de la Republica, organo de control de la gestion economica, dependiente del Parlamento y que ejerce sus funciones ~~con independencia~~, aunque por Delegacion de este. Los conflictos que su ejercicio entrane seran resueltos por el Tribunal de Garantias.

Este Tribunal de Garantias tiene competencia para tratar los re-

NI

contata el jefe de Gobierno

La Republica abole la pena de muerte fuera de la jurisdiccion castrense.

responsabilidad

50, Rue Singer (167)

*Delegation de Paris
Gouvernement d'Alsace*

courses por inconstitucionalidad de las leyes; para ~~manejar~~ ^{defender} proteccion de las ~~garantias~~ ^{defensas} individuales; para resolver los conflictos que surjan entre el Estado y un Pais autonomo, o entre dos paises autonomos; para aprobar las credenciales de los compromisarios electores del Presidente de la Republica; y para entender en los casos de responsabilidad criminal del Presidente de la Republica, Jefe del Gobierno, magistrados del Tribunal Supremo y Fiscal General de la Republica.

^{Por} El Estatuto Vasco de 1936 ^{fué} constituido un Pais Autonomo con arreglo a sus prescripciones y a las de la Constitucion de la Republica ^{de Euzkadi}.

El Presidente ~~del pais~~ ^{de Euzkadi} es designado libremente por el pais. ^{tiene} en su persona la doble representacion atribuida en los Dominios britanicos al Gobernador General y al Jefe del Gobierno. "Asumira la representacion de la Region en sus relaciones con la Republica y la del Estado en aquellas funciones cuya ejecucion directa corresponde al Poder central"; Artículo 10, extremo b) ^{del Estatuto Vasco} acorde con el articulo 20 de la Constitucion.

El Parlamento vasco se compendra de ~~representantes~~ representantes en numero no menor que uno por cada 25.000 habitantes, elegidos por sufragio universal.

El Gobierno vasco ^{sera designado por el Presidente y} debera tener la confianza del Parlamento.

La justicia organizada autonomamente en el pais vasco, ^{con inclusion del Tribunal Superior} responde a los principios de independencia de la funcion judicial establecidos en la Constitucion de la Republica.

^{Legislativo y ejecutivo} Las facultades otorgadas a la soberania y gestion de los poderes vascos corresponden al principio de coexistencia de soberanias que caracteriza el regimen de comunidad establecido en la Constitucion de la Republica espanola. Las funciones legislativa ^y ejecutivas son atribuidas, en unos casos con plenitud a la Republica, y en otros con plenitud ^{tambien} al Pais Autonomo. En ~~los~~ ^{muchos} ~~casos~~, el poder legislativo compete a la Republica y el ejecutivo al Pais autonomo.

El Estatuto de Cataluna, en vigor desde 1931, es ~~mucho~~ ^{per el país} similar al vasco. El Estatuto de Galicia, plebiscitado y pendiente de aprobacion por el Parlamento al estallar la guerra espanola, es tambien ~~bastante~~ parecido al vasco.

2 - En la actualidad, el General Franco puede moverse con toda libertad, pues que, su arbitrio no esta ~~regido~~ ^{suometido a} por ley alguna.

La Republica espanola gozaba de plena libertad para otorgar convenios o tratados con otros paises y para ^{acordar y} establecer cesiones de soberania, sin otras excepciones que las ~~mas~~ esenciales establecidas en la Constitucion, por las cuales, el Estado se limita su propia soberania en favor del derecho de gentes y de la solidaridad humana interpretada por el concurso internacional.

Por el articulo sexto de la Constitucion, "L. Espagne (se copia).

Con arreglo al septimo, "L. Etat espagnol (se copia).

A tenor del articulo 65: "Toutes les Conventions (se copia el primer parrafo). "Aucune loi (se copian los parrafos tercero y cuarto)

El articulo 77 dispone: "Le President (se copian los dos primeros parrafos)

Para la Republica espanola, pues, las reglas universales de derecho internacional forman parte de su derecho positivo. Ninguna ley podra ser aprobada ^{por el Parlamento} contra aquellas prescripciones. Si el Estado espanol se encuentra ligado por tratados bilaterales, estos tendran vigor tan solo en lo que no se opongan a las convenciones ~~generales~~ de caracter general, expresivas de la mas amplia solidaridad internacional.

y del derecho de gentes. La Republica renuncia a la guerra como instrumento de politica, y no podra declarar ~~la guerra~~ mas que, dentro

del marco de la Sociedad de Naciones. Para mayor garantia de esta disposicion, dispone el articulo 78 que "Le President (se copia).

*Gouvernement d'Ontario
Delegation de Paris*

3 - En la hipotesis del régimen franquista, el ~~Estadounidense~~ Caudillo no tiene otros límites que Dios y la Historia. ~~Si él lo quiere, está en condiciones de~~ Si él lo quiere, está en condiciones de suscribir cuantas cesiones de soberanía se aludidas en el cuestionario. ~~Ma~~ El régimen de la España Una, Grande y Libre, de un nacionalismo imperialista exaltado, erigido sobre la autocracia absoluta, incompatible con la democracia occidental europea -aun en el caso de que esta democracia fuera capaz de seguir con aquel una política de mano tendida-, es incapaz de concebir ni desarrollar actividades políticas en las cuales se incluyan cesiones de soberanía. Estados Unidos, que se halla dispuesto a seguir aquella política de mano tendida con el tirano de El Pardo, tropieza con el obstáculo que opone Franco a cualquier ~~condición~~ cláusula contractual por la que se otorguen derechos en una potencia extranjera ~~una parte de su~~ ^{con cargo a} territorio de ^{territorio de} soberanía española, ~~sin no aceptando~~ ^{propriadamente} el pacto propuesto forma alguna que lleve aparejada ~~cesión de~~ cesión de soberanía.

Para la República española no existe ~~ningún~~ obstáculo constitucional que le impida consentir abandonos más o menos extendidos de su soberanía, sin otros límites que los ^{los} principios y capitulaciones del ^{impuestos} por el derecho de gentes y ^{del} derecho internacional, tal como ha sido expresado en el punto anterior.

4 - El Gobierno del General Franco pediría, si quisiera, transferir soberanía a autoridades ^{supranacionales} especializadas del tipo de la Comunidad del Carbón y el Acero, y ~~mas~~ en favor de autoridades políticas del tipo federal europeo. Mas, esa posibilidad que le otorga su condición totalitaria, en la cual, mas aun que los tiempos del Rey Sol, el Estado es Franco, tropieza con la propia condición del régimen, ~~incapaz~~ ^{incapaz} para combatir tales ^{filosóficas y políticas} filosóficas y políticas ^{principios políticos} principios políticos ~~significados~~ significados en Europa Occidental.

La República Española pediría, sin modificar ~~la~~ Constitución, transferir las facultades soberanas precisas para que pudieran erigirse autoridades ^{supranacionales} especializadas del tipo de la Comunidad del Carbón y el Acero, y ^{autoridades políticas} autoridades políticas del tipo federal.

5 - Mientras subsista el régimen franquista, las dificultades ~~son~~ ^{son} insurmontables, porque

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

LÉON BLUM (1948-1950). WINSTON CHURCHILL, COMTE COUDENHOVE-KALERGI.
ALCIDE DE GASPERI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK

CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL

18, RUE D'ENGHEN - PARIS 10^e - TÉL. PRO 15-21. POSTE 261

Paris 9 junio 1953

PRÉSIDENT :
SALVADOR DE MADARIAGA

VICE-PRÉSIDENTS :
RODOLFO LLOPIS
GROUPE DU MOUVEMENT SOCIALISTE
POUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE

RAFAEL SANCHEZ GUERRA
GROUPE DE L'INTERNATIONALE LIBÉRALE

X. X. (EN ESPAGNE)
GROUPE FÉDÉRALISTE
DÉMOCRATE-CHRÉTIEN

JUAN ANTONIO ANSALDO
GROUPE MONARCHISTE EUROPÉEN

CARLES PI SUNYER
CONSEIL CATALAN EUROPÉEN

MANUEL DE IRUJO
CONSEIL BASQUE EUROPÉEN

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :
ENRIC GIRONELLA

Querido D. Manuel
Aunque no respiro no
creo Ud. que haya muerto
ni que quede sordo a
mis cartas y a sus notas
siempre oportunas y sim-
paticas.

Ahi va la carta al Con-
sejo Vasco. No sé si habré
acertado.

Le mando los informes
pedidos.

Esta semana, sin falta,
pasa a verle. Un abrazo
firme

CUADERNOS

DEL CONGRESO POR LA LIBERTAD DE LA CULTURA
(REVISTA TRIMESTRAL)

23, RUE DE LA PÉPINIÈRE
PARIS (VIII^e)

hcartes

TÉLÉPHONE : EUROPE 55-15

C. C. P. PARIS 9992-63

DIRECCION TELEGRAFICA

CULTURCONGRÈS - PARIS

PRESIDENTES DE HONOR :

BENEDETTO CROCE †
JOHN DEWEY †
KARL JASPERS
SALVADOR DE MADARIAGA
JACQUES MARITAIN
REINHOLD NIEBUHR
BERTRAND RUSSELL

PRESIDENTE DEL EJECUTIVO :

DENIS DE ROUGEMONT

SECRETARIO GENERAL :

NICOLAS NABOKOV

Querido don Manuel:

Enock, secretario general de los Amigos de la Libertad, llevará al comienzo de la reunión de mañana una carta mía y a continuación dará unas explicaciones que creo darán satisfacción a todos.

Yo no podré asistir, pues tengo que verme con un representante del C.T.O., llegado de Nueva York, y que quiere informarse sobre nuestra actitud ante el ya famoso Pacto.

Muy cordiales saludos de su buen amigo

Julian Corkin

8,30

Elena de la Suchere trató el tema de las derivaciones económicas de los convenios de la España franquista con el Gobierno de los Estados Unidos. Hizo una exposición sintética de los efectos económicos de la aplicación del Plan Marshall. Sin pretender profetizar -dijo- parece discreto que en España se produzcan efectos similares a los acusados en los restantes países, en orden a la inflación y al encarecimiento de la vida. En España -añadió-, estos efectos ~~serán~~ variarán en intensidad, porque España es un país no industrializado. Con este motivo hizo historia de la orientación económica desarrollada por la República española y de su programa de reforma agraria. ~~El programa de reforma agraria~~ Para que un país se industrialice, es preciso y previo que se le aplique la reforma agraria. Por eso, la política económico-social de la República marca un acierto indiscutible, pese a las incidencias provocadas por los intereses heridos en tan noble y acertado intento. Y por eso, la política económico-social del régimen franquista va al fracaso necesario, pues cortó radicalmente la reforma agraria iniciada por la República, pretendiendo industrializar por Decreto, sin que el desarrollo de ~~la economía~~ la economía agrícola del país hubiera capacitado a este para evolucionar e industrializarse. Es pues lógico pensar que, la mejora que la aplicación de la ayuda Marshall a España sea menor que la producida en los países industrializados, y en cambio las repercusiones perturbadoras sean mayores. Sin embargo, con las cifras actuales, únicas conocidas, ni el bien ni el mal serán excesivos. Si desaparece el tope del 25 por ciento impuesto/a los capitales norteamericanos -y de ello hay algunos signos aparentes aunque parciales-, es posible que estemos en condiciones de poder aplicar a la economía española las reglas conocidas que la experiencia nos ha enseñado en los restantes países.

El Sr. Jimeno habló con gran franqueza y emoción. El Sr. Jimeno es más, mucho más, un patriota español que un militante socialista. Le preocupa más el "fuero" que el "huevo". Reacciones con mucho mayor vigor ante problemas espirituales que económicos. Los problemas sociales planteados, le afectan, principalmente, por lo que entrañan de espirituales, afectantes a la dignidad de la ciudadanía y de la patria más que a su interés. Fastigó con dureza al "realismo", aplicándole la moraleja del conocido soneto de Quevedo.

Tras varias intervenciones de los asistentes al acto, este terminó después de las doce de

nizaci6n sindical. Han desaparecido: la Presidencia de la Republica, las Cortes legislativas o Parlamento, las Regiones autonomas con sus organismos legislativos, ejecutivos y judiciales, y el Tribunal de Garantias Constitucionales.

Enunci6 los problemas subyacentes: Tierra, libertad y juventud, que trate con abundante documentaci6n. Estudi6 la crisis actual de la Falange, puesta de manifiesto en el Congreso celebrado ultimamente. Ley6 las conclusiones mas interesantes, y las coment6 con textos del General Franco, de Fernandez Cuesta (Secretario General de Falange y de otros publicistas. Hizo una relaci6n de las partidas del presupuesto del Estado de las que se nutren Falange y sus servicios, deduciendo la suma total que del erario publico es invertida para mantener el Partido unico, que asciende a 6.000 millones de francos anuales. Dedic6 buen espacio de tiempo a estudiar el referendum celebrado y los complicados sistemas electorales que se aplican a una parte de los sindicatos y de la asamblea consultiva denominada Cortes, poniendo de manifiesto el objetivo de aquellas complicaciones, que es el de dejar reducida la eleccion a una mera apariencia de tal, sin realidad politica o social alguna. Hizo de manifiesto, con textos ~~de~~ acreditativos, que el r6gimen franquista, de apariencia totalitaria plena hasta la derrota de Hitler, conserva iguales caracteres fundamentales, no obstante las modalidades arbitradas para difuminar en palabras el despotismo totalitario, hoy como ayer. Con razon ha podido decir Franco despues una de las convenios con Norteamerica que, estamos donde estabamos, e lo que es lo mismo, en la misma dictadura totalitaria que prometió asistencia ilimitada a Hitler.

El Fuero del Trabajo, como el Fuero de los Espa~oles son meras enmiendas, sin vigencia alguna. El propio Tribunal Supremo ha declarado que, se trate de leyes o bases que requieran para ser aplicadas de las correspondientes leyes o reglamentos o decretos, las cuales no han sido dictadas aun. Franco ni siquiera trata ya de disimular que el arbitrio ha sustituido a la ley. ~~El~~ ~~Estado~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~República~~ ~~de~~ ~~España~~, con arreglo al famoso referendum, es un Reino; y sin embargo, el Concordato no ha sido otorgado por el Reino, sino por Franco como Jefe del Estado.

repercusion

La ~~indemnizaci6n~~ de la dictadura totalitaria española en el mundo exterior es notoria.

El Sr. Izazola hace un paralelismo de los sucesos políticos fundamentales de

Europa y los correspondientes en España, que resulta impresionante. Y termina por donde comenzó. Frente al totalitarismo no hay más que la libertad y la democracia, pero no como fuerzas negativas, sino como afirmaciones positivas, proféticas de fe, con cuyo aliento podemos mirar al porvenir con la confianza de quienes, pese a enfadosas incidencias y desvíos de moral, esperan la victoria de la causa cuyo triunfo por fin dieron su vida medio ciento de millones de seres humanos en la última gran contienda.

El Sr. Arquer se presentó como un ~~moderado~~ demócrata, socialista y nacionalista catalán. El no está dispuesto a sentarse en la misma mesa que el defensor del régimen franquista. Cuando los franceses demócratas se reúnen con los colaboracionistas de los alemanes, donde sientan a estos no es en su mesa, sino en el banquillo de los acusados. Nosotros -dijo- hemos perdido la batalla militar, pero seguimos mandando la guerra, dispuestos a luchar de nuevo ~~sin falta~~ falta. Lo que en manera alguna hemos perdido es la dignidad. Y en nombre de la misma me opongo resueltamente a participar en una encuesta con un "defensor" del régimen franquista. Llamar a una encuesta ~~de la Europa Libre~~ de la Europa Libre a un representante de la Europa fascista, me parece algo así como intentar una revisión del juicio de Nuremberg.

Plantea con nitidez el problema nacional catalán y el de los restantes pueblos que viven dentro del Estado español. ~~Es un~~ ~~Estado~~ ~~plurinacional~~ ~~Es un~~ ~~Estado~~ ~~plurinacional~~. Y hay que tratarlo como lo que es. Cataluña, Euzkadi y Galicia han manifestado su voluntad de ser tratados como naciones. Franco es la negación de la democracia, y por ello, es la negación del derecho de las naciones que viven dentro del territorio español. Pero, tampoco podemos afirmar que los demócratas españoles

reconozcan ese derecho. Los demócratas españoles, republicanos y socialistas, reconocen y proclaman el derecho que existe a Polonia, Irlanda, Marruecos, Hungría y los países bálticos; pero, cuando se trata de las naciones que viven dentro del Estado español, la cosa varía, y es muy frecuente, demasiado frecuente, que reaccionen ~~de una manera~~ igual que Franco o parecido. Los demócratas españoles piensan que



el Estatuto de Cataluña debe ser votado por los de Cuena, Guadalajara e Badajoz,

le mismo que por los catalanes. Y eso no puede ser. El Estatuto de Cataluña le
votaremos los catalanes. No nos negaremos a concertar con los españoles los términos
de relaciones comunes para servicios estatales que sean comunes. Nosotros no somos
separatistas. Los separatistas catalanes son infima minoría. Pero, lo que queremos
es gobernar nosotros y que no nos gobiernen desde Madrid; aprobar nosotros nues-
tra constitucion federal, y no que desde Madrid nos confeccionen una constitucion
federal para todas las regiones españolas. Y mientras no se reconozca a los catala-
nes, gallegos y vascos el derecho de autodeterminación, no habra paz, porque nosotros
no podemos aceptar que se nos prive del derecho que se otorga a todos los restantes
pueblos.

El Sr. Landaburu fué el mas claro, el mas conciso, el mas cartesiano de los
tres. Presentó al pueblo vasco, considerado en sus antecedentes prehistoricos,
en su vida historica, idioma, instituciones, raza, genio civil, espíritu religioso
y cultura peculiar. Trazó ~~el cuadro de la~~ ~~evolución~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~política~~ ~~constitucional~~
yuntiva política planteada al pueblo vasco al instaurarse el régimen constitucio-
nal, y de manera mas concreta a la muerte de Fernando VII. ~~Aludió~~ Aludió al
profundo sentido de adhesión de unos vascos a la tradición, por que ella era la
garantía de persistencia del régimen foral, que ~~una~~ significaba el respeto a ~~su~~ su
frente a
personalidad estatal; ~~y~~ ~~para~~ otros vascos, que ansiaban acomodar su pasado libre y
democratico a las nuevas formas. Definió la Ley de ~~1839~~ 1839, haciendo relacion
de las disposiciones que le siguieron para aplicarla, tras de las cuales, surge
el renacimiento vasco, predicado por Arana-Coirri, al caer del cual, el espíritu
vasco se recobró. ~~Como~~ La monarquía siguió en España el camino del monologo, ha-
ciendo desaparecer, una por una, todas las libertades públicas de los diversos
en desarrollo de una política asimilista, negatoria de las libertades públicas.
países que integraban la corona, ~~La~~ Republica rectificó aquella política, abriendo
el dialogo constructivo, que permitió ~~aproximar~~ plebiscitar los Estatutos de Catalu-
ña, Euzkadi y Galicia, poniendo en vigor los dos primeros. El concepto de unión
de unidades, que la historia ofreció a la monarquía y que esta no supo, no quiso
e no pudo ~~mantener~~ mantener, lo recoge la Republica. Pero, ~~en~~ cinco años de de-

macracia republicana, tras de los cuales vine el franco-fabangisme, que niega las libertades de los hombres y de los pueblos, ~~que~~ desconoce las libertades individuales y ha dejado sin efecto los Estatutos de autonomia de Cataluña y Euzkadi. Nosotros venimos aquí a ~~mantener~~ mantener la tesis de que la libertad es indivisible, de que todas las libertades ~~humanas~~ son solidarias, y de que para afirmarlas es preciso asentarlas en ~~en~~ la solidaridad humana, que nos une en un mismo haz a todos los amantes de la libertad.

Los tres fueron muy aplaudidos. Varias ~~preguntas~~ cuestiones fueron formuladas, a las que contestaron cumplidamente los Sres Leizaola y Arquer.

И П Р Е К О

BOLETIN DE INFORMACION



КРЕВЕР 13-93
EUSKO-IZPAB-BANATZA

11' Avenue Marceau — PARIS (16^e)
SERVICE BASEQUE DE PRESSE

Oficina Prensa Euzkaqi

EUSKO DEAY ■ 2^o suplemento qu n.º

27/11/53

Querido Santiago: Saludos cordiales y respetos al Apostol.

Recibí sus líneas. ¿Sal. Mad no ha recibido la petición, al menos no lo ha comunicado. ¿Es que lo han pensado Vds. mejor? Convendría que supieramos si la han remitido.

Nosotros vamos mal, pero como somos bastante insensatos, no nos afecta. Sin perjuicio de denunciar la inmoralidad ingenua de los Convenios, estamos dispuestos a no perdernos en posiciones negativas permanentes; de igual manera que nuestro respeto al Pontífice romano no nos impide detestar el Concordato. En definitiva; estamos donde estamos. Y a nadie le parece mal que esta sea nuestra reacción.

Europa, la Comunidad europea, continúa forjándose, pese a las ingentes dificultades que ha de superar cada día, que retarden el curso de sus realizaciones. Pero, nada más que retardar. Eso, más o menos de prisa, sigue marchando.

El Consejo Federal Español continúa su obra. Tenemos vinculaciones permanentes en varias capitales españolas, de manera singular, en Barcelona, Zaragoza, Madrid y Sevilla. Fundado inicialmente con personas residentes en el exterior, cada día se hace más del interior, por las adhesiones que recibe. El Consejo Vasco por la Comunidad europea constituido en el exterior se ha complementado con otro paralelo, que forma media naranja con el nuestro, constituido en el interior.

El Movimiento Europeo quiere tener un Comité nacional portugués. No hay manera de formarlo con gentes de confianza democrática. ¿Podrían Vds ayudarnos en esa empresa? Nosotros facilitaríamos la relación con el grupo que, dentro de Portugal, pudiera constituirse con tal finalidad. Llevaríamos la relación confidencial hasta cuando las confidencias, apreciadas por los interesados, aconsejaran otra cosa.

Ahora nos encontremos con el Congreso de Westminster, que habrá de celebrarse del 28 de Enero al 2 de Febrero, al que concurrirán todos los primeros economistas del mundo. Es el Congreso de la sección económica del Consejo de Europa. El Movimiento Europeo quiere llevar allí algunos portugueses. Pero, ¿dónde están esos caballeros? Vds. lo saben acaso? Si su cercanía, cercano parentesco y afinidad en tantos aspectos de la vida permiten a Vds. utilizar el puente de la hermandad de palabra o cosa parecida, haría Vd. muy bien poniendolos en relación con quien fuere.

¡Solo dar a Risco numeros de su revista para que de pasto a su morriña.

Y que el Apostol les colme de bendiciones

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO
Secretaría General

Paris 30 septiembre 1953

ESTADO DE CUENTAS CORRESPONDIENTE AL PERIODO
comprendido entre 30 sept. 1952 y 30 sept 53

Total ingresos	317.000 francos franceses
Total gastos	320.814 " "
<hr/>	
DEFICIT	3.814 francos franceses
<hr/>	

Nota: queda pendiente una deuda con la imprenta
que imprimió el folleto L'ESPAGNE ET L'EU-
ROPE, deuda que ~~asciende~~ sube ⁸⁶ a 3.547 F.F.

RESUMEN DE INGRESOS EFECTUADOS DE FINES SEPTIEMBRE 1952 A FINES SEPT. 53

conceptos

francos Fr.

Subvención de la Campaña Europea de la Juventud para la organización de las Jornadas Europeas del Consejo Federal Español (marzo 1953)	252.000
Participación a los gastos de edición del folleto L'ESPAGNE ET L'EUROPE	
--Unión Europea de Federalistas	20.000
--Sr. Salvador de Madariaga	15.000
--Consejo Vasco por la Unión Europea	15.000
--Consejo Catalán por la Unión Eur.	15.000
	<u>65.000</u>
	<hr/>
TOTAL INGRESOS	<u>317.000</u>

66

RESUMEN DE GASTOS GENERALES DE SEPTIEMBRE 1952 A FINES DE SEPTIEMBRE 1953

Este resumen de gastos se reduce a dos grandes capítulos: las Jornadas europeas de fines de marzo 1953 y la edición del folleto L'ESPAGNE ET L'EUROPE. Los pequeños gastos cotidianos (sellos, teléfono, etc.) han sido sufragados hasta la fecha por la Secretaría del Movimiento Socialista por los Estados Unidos de Europa.

c o n c e p t o

francos f.

JORNADAS EUROPEAS de Marzo-abril:

-- Viajes muchachos que participaron a las Jornadas:

Senill (Barcelona)	14.500	
Vilanova (")	14.500	
Gomez (Zaragoza)	15.000	
Muchacho Vasco cursando en Sarre	9.000	
Muchacho socialista de Toulouse	10.500	
" " " "	10.500	
" republicano de "	10.500	
" " " "	10.500	
J. Coll (Perpignan)	12.400	
S. Bartoli (Nexiers)	11.500	
M. Jaime (Bordeaux)	9.000	
		127.900

-- Viajes conferenciantes:

José Carner	10.000	
Rodolfo Llopis	11.000	21.000

-- Hoteles muchachos		7.012
-- Restaurantes muchachos		20.450
-- Banquete dado en honor del Sr. Madariaga		21.500
-- Aperitivo Conferencia de prensa		7.500
Refrescos varios		3.800
-- Sesión de cine domingo por la tarde		5.750
-- Fotografías diversas manifestaciones		18.000
-- Estenografía meeting sábado por la noche		4.000

Suma y sigue

236.712

Suma anterior 236.712

-- Trabajos de imprenta (Programas, octavillas, papel con el membrete del Consejo Federal, etc.)	8.950
-- Material de papeleria (dossiers, papel, lápices, sobres, etc.)	6.902
-- Sellos de correos envios invitaciones, propaganda meeting y 10 copias por avion a Estrasburgo del informe sobre L'ESPAGNE ET L'EUROPE, a la Comisión de Paises no representados en el Consejo de Europa . .	3.250

INFORME ENVIADO AL CONSEJO DE EUROPA

-- Trabajos dactilográficos informe enviado a Estrasburgo	15.000
-- Pagado Imprenta a cuenta edición folleto L'ESPAGNE ET L'EUROPE	50.000

TOTAL GASTOS 320.814

Secretaría General - 19, rue de Lille - PARIS, 7e

--- CONVOCATORIA ---

Apreciado amigo,

EL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO se reunirá en sesión ordinaria el próximo martes 8 de diciembre, a las 3 de la tarde, en los salones de la Delegación Vasca, 50, rue Singer (metro La Muette), bajo el siguiente . . .

ORDEN DEL DIA

1 - INFORMACION GENERAL

- La situación europea; Debates sobre la ratificación de la C.E.D. y proyectos relativos a la Comunidad Política.
- La Conferencia de La Haya del Movimiento Europeo
- El desarrollo de nuestra acción en España
- La participación de jóvenes del interior al Campo de verano de Caen (Francia)
- Intentos franquistas cerce del Movimiento Europeo

2 - PLAN DE TRABAJO PARA EL EJERCICIO 1953 - 54

- En España
- En el exilio

3 - LA CONFERENCIA ECONOMICA DE WESTMINSTER

4 - LA SITUACION FINANCIERA DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL.

Dado el interés de los problemas que figuran en el Orden del Día nos permitimos rogarle encarecidamente su presencia.

Un abrazo

Siroull

27/11/53

Reunidos: De una parte, Gironella. De la otra Leizaola, Landaburu, Irujo.

Expone Gironella:

Se han celebrado las "Jornadas" de Madrid, los "Coloquios" de Barcelona, y las conferencias de Zaragoza. Las tres con el fin de airear entre las clases intelectuales de España el tema europeo. A la de Madrid han concurrido los reaccionarios mas desconocidos. Las de Barcelona y Zaragoza han sido preparadas por amigos nuestros.

Queramos o no, España está abierta a los aires de Europa. Nosotros podemos aprovechar nuestra posición ventajosa para influir en la propaganda europea y orientarla. Si nosotros no lo hacemos, aquella propaganda se hará sin nosotros y se orientará contra nosotros. Si partimos del supuesto de que el franquismo y la Comunidad europea son incompatibles, ningún daño puede ganárnos de que, la Comunidad sea conocida en España, tal cual es, tal cual se prepara por los órganos responsables de la gestión. Por el contrario, nos vendrá bien.

Habíamos pensado en enviar cinco conferenciantes a España: Baungastner -demócrata cristiano-, Brighmans, Rougnons, uno designado por el Consejo europeo y otro que designe la Comunidad Carbon-Acero. Estas dos designaciones se han pedido ya. Los tres primeros están de acuerdo. El Consejo paga todos estos desplazamientos, y está dispuesto a pagar igualmente todos los que, en adelante, le sean propuestos con igual finalidad. Se han proyectado y preparado tres lugares de conferencias conjuntas: Barcelona, con conferencias en el Instituto frances y en la Universidad; Madrid, en el Instituto frances, y Zaragoza, en la Universidad. En Zaragoza dió ya unas conferencias, organizadas por nuestros amigos, el Director de Ginebra, con asistencia de cuatrocientos alumnos en la Universidad.

Temo que tropecemos con dificultades dentro y fuera. Dentro observamos que, los que quieren vivir y trabajar en la clandestinidad se molestan de que otros trabajen en igual sentido que ellos, pero a la luz del día. Esa molestia se traduce en desconfianza. Eso lo hemos notado en Barcelona. La "resistencia" desconfía de Fols, a qui n Vds. cono-

cen. Pero, resulta que, los resistentes son cincuenta y Folla reúne 3.000. Es preciso considerar la buena fe de los primeros, pero no confiarnos en su sectarismo. Algo parecido sucede fuera. En el seno del Consejo Federal vamos a tropezar con criterios extremos, con los mismos que se rasgaron las vestiduras de que entraran los monarquicos, que van a decirnos que "es expuesto enviar unas gentes a España, a someterlos a la presión del ambiente, a los medios coactivos de los que ocupan el poder y a las zalemas y atenciones de los organismos encargados de atraer a los extranjeros. Es difícil que puedan negarse a un banquete, a una visita, a una tertulia. Y derrochamos nuestro concurso al régimen, proporcionándole lo que, él no podría alcanzar por sus propios medios...." Y algún fundamento no les faltará para pensar así y para tener eso. Alguna exposición tiene. Pero, por el peligro que entraña no debemos abandonar el empeño. Es pues preciso que, si aparecen esas suspicacias, o si alguien pone peros a la cosa por suponer que se inició sin su participación, estemos dispuestos a encontrar medio de proseguirla.

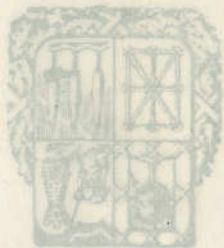
Acordamos que se convoque seguidamente el Consejo Federal, con los que estén. Reunido este, les propondremos el asunto, tal cual va. Si les parece bien, adelante. Si ponen dificultades, les diremos que seguiremos el asunto los Consejos catalan y vasco, sin comprometer al Consejo Federal.

Queda un problema pendiente. Convendría que en Euzkadi se dieran esas conferencias. Pero, es necesario que alguien del país las prepare, en Bilbao, Donostia, o donde sea. Quedamos en estudiarlos nosotros, los vascos, y en plantearlo. Le hacemos saber que se ha constituido el Consejo Vasco del interior, media naranja del Consejo Vasco del exterior, con igual finalidad e identidad de miras y composición. Con él habremos de entendernos para hacer la propuesta concreta que el Consejo vasco del interior sugie-

ra.

И П Р Е В О

BOLETIN DE INFORMACION



КРЕВЕР 13-93
ΕΥΣΚΟ-ΙΣΤΡΑΒ-ΒΑΝΑΤΙΣΕΥ

11. Valence Marsson - BAKIS (19.)
SERVICE BASQUE DE PRESSE

Oficina Prensa Euzkaqi

ΕΥΣΚΟ ΔΕΛΤ ■ zñbiemnti qñ u.

Otro tema se refiere a Galicia y Portugal.

Los miembros afectos al franquismo en el Movimiento, pretenden constituir a todo trance una Comisión Nacional Portuguesa. Figuraba ya. Ha desmantelado el trabajo Giribella.

Pretende este que, los vascos vuelvan a llamar a las puertas de los gallegos. Y que les hagan saber que, su voz puede ser escuchada, incluso para que sugieran nombres portugueses.

La situación de los gallegos es la siguiente: Antes les planteamos el problema del Consejo Federal y la conveniencia de formar un Consejo Gallego que integre el Consejo Federal, como el catalán y el vasco. Tardaron en acusar recibo en unas cartas líneas, aceptando la sugestión y prometiendo plantear el asunto al Sr. Madariaga, como presidente y gallego que es. A nuestras noticias no ha llegado la de que aquella promesa se haya cumplido. El trascurso gallego es un hecho diferencial que hay que tener siempre en cuenta.

Los gallegos han iniciado una gestación de tipo literario, que es siempre su basamento, en combinación con sus vinculaciones con la colonia de Buenos Aires. Hacen una buena revista. Dan la sensación de no querer, por ahora, mas complicaciones. Y es fácil que, a cualquier propuesta de esta naturaleza ohtesten desde su trascurso: "Señor: y yo qué voy ganando?".

En cuanto a los portugueses, ofrecimos a Domingues dos Santos, expresidente del Gobierno y el mas antiguo refugiado peninsular en Paris, que le facilitaríamos su entrada en los Federalistas primero, constituyendo al efecto el Grupo Portugues, y en el ~~Comité~~ Movimiento Europeo después, trocando aquel Consejo en miembro del Movimiento en representación de Portugal. Le pareció la idea simpática. No dió un paso. Después hemos sabido que, ha estado dos veces en Portugal, donde, despues de facilitarle los visados y el pasaporte, la policia no le ha molestado.

Vemos difícil hacer nada. Sin embargo, para agotar las posibilidades, se incluye adjunta carta para SANTIAGO.

27/11/53